

Italie

Gianluca Albergoni
Elisa Andretta
Henriette Asséo
Anna Bellavitis
Patrick Boucheron
Albrecht Burkardt
Caroline Callard
Eleonora Canepari
Laurent Feller
Serena Ferente
Gilles Ferragu
Bertrand Forclaz
Wolfgang Kaiser
Samantha Kelly
Didier Lett
Rafael Mandressi
Monica Martinat
Antonio Montefusco
Raphaële Mouren
Maria Iolanda Palazzolo
Gilles Pécout
Johann Petitjean
Sylvain Piron
Dominique Rigaux
Angelo Riva
Antonella Romano
Matthieu Scherman
Benoît Schmitz
Francesca Trivellato
Stéphane Van Damme
Manuel Vaquero Piñeiro

Gian Luca Borghese

Carlo I d'Angiò e il Mediterraneo. Politica, diplomazia e commercio internazionale prima dei vespri
Rome, École française de Rome, 2008,
336 p.

Dans cette excellente monographie, Gian Luca Borghese réévalue les stratégies méditerranéennes du premier roi angevin d'Italie du Sud, Charles I^{er} (1266-1285). L'interprétation traditionnelle, pour beaucoup influencée par les chroniqueurs contemporains de l'époque médiévale, voit en Charles I^{er} un cas typique d'*hybris*. Non content de conquérir le royaume de Sicile en 1266, il chercha immédiatement à s'emparer de l'Empire byzantin et, dans la poursuite de cette ambition, soumit ses sujets à une telle oppression qu'en 1282 l'île de Sicile se révolta, pour ne plus jamais revenir sous l'autorité angevine. G. Borghese ne met pas en cause la sévérité des abus fiscaux ou des enrôlements forcés imposés par Charles I^{er}, ni les conséquences désastreuses pour l'État d'Anjou de la rébellion de la Sicile. Néanmoins selon lui, en considérant les actions de Charles I^{er} avant 1282 comme un simple prélude à cette révolte, on a mécompris les visées de ses stratégies méditerranéennes et sous-estimé l'ampleur de ses succès. Pour réévaluer la politique du roi, G. Borghese ne s'appuie pas sur des chroniques, souvent tendancieuses, mais sur les archives royales d'Anjou. Détruites pendant la Seconde Guerre mondiale puis méticuleusement reconstituées par une équipe de savants au cours des soixante dernières années, ces archives peuvent maintenant être consultées pour l'ensemble du règne de Charles I^{er}.

Les deux traités de Viterbe de mai 1267 semblent fournir de solides preuves en faveur

de la thèse conventionnelle, et G. Borghese commence son étude en les analysant soigneusement pour arriver à une conclusion différente. Le second traité promettait bien le soutien de l'Angevin à Baudouin II, l'ancien empereur latin de Constantinople, dans son effort pour reconquérir son titre et ses terres des mains de l'empereur byzantin, et faisait de Charles I^{er} l'héritier potentiel de ce trône. Cependant, pour Charles I^{er}, le traité le plus important était le premier, établi avec le prince latin d'Achaïe, dans lequel il ne promettait qu'une assistance défensive dans le cas d'une attaque de Byzance et se plaçait encore une fois dans la lignée de succession. Comme Baudouin était le suzerain de l'Achaïe, le second traité (dans lequel Baudouin cédait sa suzeraineté) était nécessaire à la validité du premier. Et le traité d'Achaïe, bien qu'il ait le potentiel d'augmenter le territoire de Charles I^{er}, était avant tout essentiel à la défense de la Sicile. Établi depuis peu à la tête du royaume, faisant face à des révoltes internes et menacé d'invasion par des forces qui se rassemblaient en Allemagne pour rétablir à la tête de la Sicile Conradin, le prétendant au trône des Hohenstaufen, Charles I^{er} avait besoin de plus d'assistance qu'il n'en avait à offrir et de fait, comme le montre G. Borghese, ses nouveaux alliés levantins ont joué un rôle essentiel dans sa victoire sur Conradin en 1268. Retournant la faveur, Charles I^{er} envoya lui aussi des navires vers l'Orient en 1269-1270, mais pour défendre l'Achaïe et non pour renverser l'empereur byzantin.

G. Borghese examine ensuite les relations de Charles I^{er} avec la Tunisie et les Balkans, dont il fait apparaître sans difficulté la nature essentiellement conservatrice. La Tunisie avait déclaré son soutien aux Hohenstaufen

d'Italie du Sud et leur avait ouvert ses voies commerciales, mais elle devint la base de départ d'attaques contre la Sicile dans les premières années du règne de Charles I^{er}. Charles ne souhaitait (et il y parvint) que rétablir le *status quo*, afin de sauvegarder la sécurité physique de la Sicile et son activité économique. La côte des Balkans avait elle aussi été dominée par les Hohenstaufen, et pouvait donc être considérée comme une partie intégrante du royaume conquis par Charles I^{er}; il lui fallait également protéger le commerce de l'Adriatique et la côte apulienne, comme en témoignèrent les attaques menées contre l'Apulie par l'empereur byzantin une fois que celui-ci eut acquis le contrôle de la région. La défense du royaume d'Italie du Sud était donc bien la visée première de Charles I^{er}, et l'extension de l'influence de l'Anjou en Méditerranée centrale et orientale n'en était qu'un effet secondaire.

Les agissements de Charles I^{er} dans le Levant étaient de toute autre nature. La sécurité du royaume de Sicile n'était dans ce cas pas en jeu, comme le reconnaît G. Borghese. Le principal motif était ici l'attrait exercé sur Charles I^{er} par l'immense prestige que présentait le titre de Roi de Jérusalem (un titre que détenaient également certains de ses prédécesseurs de la maison Hohenstaufen), mais de nouvelles attentes vinrent progressivement s'ajouter à cette ambition et lui fournirent une motivation supplémentaire. La tradition capétienne de protection des États croisés, les liens de Charles I^{er} avec les ordres militaires et, après la fuite d'Hugues de Lusignan, l'absence d'un autre dirigeant capable de contenir les avances des Mamelouks, concouraient à faire apparaître Charles I^{er} aux yeux de beaucoup comme le meilleur et de fait le seul candidat pour ce rôle. Les visées de Charles I^{er} étaient bien entendu ambitieuses, mais elles n'étaient pas extravagantes, et elles n'étaient pas dirigées contre Byzance.

Du point de vue byzantin, n'importe quel prince latin ambitieux dans les régions d'Orient serait apparu comme une menace, et il est naturel que les deux puissances soient entrées en conflit pour des terres comme l'Épire ou l'Achaïe, que toutes deux considéraient comme leur appartenant. Sa connais-

sance des sources byzantines permet à G. Borghese d'exposer avec une maîtrise remarquable les expériences, les ambitions et les peurs qui ont façonné le point de vue des Byzantins et conditionné leur image de Charles I^{er}. Bien entendu, Charles d'Anjou finit (vers la fin des années 1270) par lancer une attaque directe sur Byzance, confirmant ainsi aux yeux des Byzantins, de nombreux chroniqueurs latins et de la postérité que telle avait toujours été son intention. Mais G. Borghese remarque que cette décision était une réaction à ce que Charles I^{er} percevait comme une agression par Byzance des régions « angevines » de l'Achaïe et des Balkans. Elle découlait donc d'un ensemble de stratégies de tout autre nature : la sécurité du royaume de Sicile, la conservation d'anciennes allégeances en Tunisie et dans l'Adriatique orientale qui garantissaient cette sécurité tout en étendant le contrôle de l'Anjou sur la région, et l'extension de ce territoire, ainsi que l'exaltation du prestige de Charles I^{er} conféré par le contrôle de l'Achaïe et du Levant. Toutes ces stratégies existaient de longue date chez les rois siciliens et/ou les princes français. L'originalité de Charles I^{er} réside dans le fait d'être parvenu à les combiner avec succès. Mieux vaut, conclut G. Borghese, voir en Charles I^{er} non pas un aspirant malchanceux à l'Empire de Byzance, mais le créateur d'un empire méditerranéen qui s'est, pour une brève période, étendu depuis la Provence jusqu'à Jérusalem.

Un point de vue rétrospectif peut apporter des éclaircissements mais également une vue déformée. En reconstituant méticuleusement le contexte et la logique de chacune des décisions de Charles I^{er}, et en s'affranchissant de la teinte souvent moralisante que la postérité leur a imposée, G. Borghese nous permet de redécouvrir leurs principes conducteurs, leur évolution et leur caractère réactif face aux circonstances. De fait, bien que le dénouement des tribulations de Charles I^{er} soit connu de tous, G. Borghese parvient à faire naître un certain suspense dans leur narration. Un bref compte rendu ne suffit pas à exposer la multitude d'intrigues secondaires de ce récit : le rôle de Gênes, de Venise, de la Hongrie, de l'Égypte, des politiques papales et du pouvoir

mongol tisse une trame complexe et mouvante au sein de laquelle G. Borghese fait courir le fil des principales initiatives de Charles I^{er}. Plus largement, cette étude nous rappelle que le contrôle de la Méditerranée apparaissait pour de nombreux Européens occidentaux, au XIII^e siècle et au-delà, comme une ambition cruciale mais aussi réalisable, et qu'il faut prendre cette perspective au sérieux si l'on veut comprendre des entreprises qui pourraient autrement nous paraître purement chimériques.

SAMANTHA KELLY

Traduit par VALENTINE LEYS

Maria Elena Cortese

Signori, castelli, città. L'aristocrazia del territorio fiorentino tra X e XII secolo

Florence, L. S. Olschki, 2007, XXVII-426 p.

Le livre que propose Maria Elena Cortese sur l'aristocratie toscane s'inscrit dans le contexte de renouveau des études portant sur l'aristocratie de l'Italie centrale impulsé dans le cadre du doctorat de l'université de Florence. Il trouve sa place entre l'ouvrage de Simone Collavini consacré aux Aldobrandeschi et les travaux d'Enrico Faini sur l'aristocratie florentine de l'époque pré-communale – et cette place est éminente¹.

Le sujet est l'étude d'un groupe social restreint, précisément localisé dans l'espace (le *contado* de Florence) comme dans le temps : le livre s'arrête au moment où la commune va naître à Florence. M. Cortese montre quels choix ont été faits par l'aristocratie foncière, au cours des X^e-XI^e siècles, qui l'amènent au XII^e siècle à délaissier la ville et la gestion de ses institutions au profit du contrôle des territoires périphériques sur lesquels elle assoit sa richesse et sa puissance politique. L'auteur s'appuie, pour construire son analyse, sur un ensemble de dossiers prosopographiques et généalogiques qu'elle livre dans un copieux appendice qui permet de reconstituer le cheminement de l'auteur et de le vérifier.

Le groupe aristocratique considéré est hétérogène et stratifié dès le moment où on

l'aperçoit dans les sources. Cette stratification est en partie commandée par la longue durée du marquisat de Toscane, structure politique qui n'éclate qu'après la mort de Mathilde de Canossa en 1113, et par l'importance de la présence des institutions comme des possessions publiques dans cette partie de l'Italie. Les domaines fiscaux sont encore très nombreux dans cette région d'Italie. Mettre la main sur eux, ou sur les revenus qu'ils engendrent, est l'une des finalités des stratégies familiales, ce qui est possible en s'approchant physiquement du pouvoir marchional et en s'appuyant sur lui pour rehausser son prestige et accroître sa fortune : les marquis sont susceptibles de faire des dons et des gratifications, qui accroissent l'honneur et la richesse de leurs bénéficiaires. Il y a là des constantes de la vie politique et sociale du haut Moyen Âge que l'on retrouve au XII^e siècle et qui agissent comme des éléments déterminants de l'action individuelle ou collective.

M. Cortese définit plusieurs groupes superposés les uns aux autres et décrit les interactions existant entre eux. Au sommet se trouvent les familles de niveau comtal : au XII^e siècle, elles disputeront à la ville de Florence le contrôle du territoire. Malgré l'exiguïté de la zone considérée, ces groupes familiaux tendent à ériger des principautés de petite taille, des « comtés-principautés » qui se substituent, sans le contester, au pouvoir des marquis dans les fonctions militaires et judiciaires. Les membres définissent et mettent en œuvre de véritables politiques d'expansion territoriale et parviennent à créer des blocs fonciers qui sont aussi des blocs de pouvoir sur lesquels ils prennent appui lorsque la ville de Florence commence, au XII^e siècle, à exercer une concurrence pour la maîtrise de l'espace. En dessous de ce groupe extrêmement restreint, puisque comptant trois familles seulement, les Guidi, les Alberti, les Cadolingi, se trouve la moyenne et la petite aristocratie. Elle se définit par l'extension de ses possessions, bien sûr, mais aussi par leur structure. Le critère de distinction essentiel est celui de la répartition des biens fonciers. M. Cortese distingue ainsi les patrimoines *multizonali*, *zonali* et *puntiformi*. Détenir des biens dans plusieurs aires géographiques contraint physiquement

les groupes familiaux concernés à la mobilité et les amène à développer des stratégies différenciées en fonction des lieux considérés. Les possessions limitées à une seule zone sont sans doute les plus cohérentes mais elles sont menacées par des règles sociales contraignantes qui poussent à la dislocation des patrimoines. Les possessions *puntiformi* sont, pour leur part, limitées à quelques biens fonciers conséquents sur lesquels viennent, aux X^e et XI^e siècles, se greffer une ou des fortifications.

Les familles considérées ne sont pas de nouvelles venues : les plus importantes d'entre elles sont depuis longtemps présentes en Toscane à un haut niveau social lorsque la documentation les sort de l'ombre. Elles sont déjà riches et puissantes au X^e siècle et sont alors solidement structurées. En revanche, toutes, sauf les familles de rang comtal, sont menacées par l'organisation égalitaire des successions, par les menaces que font peser les dots indirectes sur l'intégrité des patrimoines des maris et par les générosités faites aux monastères. Ces derniers exercent un rôle fondamental dans la définition du groupe aristocratique. Il est nécessaire d'en maîtriser au moins un et de se montrer généreux envers lui, ce qui, à terme, érode le patrimoine familial et appauvrit le groupe qui ne survit pas à ses générosités.

Les stratégies d'ascension sociale sont en effet incompatibles avec des conduites d'enrichissement. La réussite individuelle ou collective se mesure d'abord à la capacité de s'insérer dans des réseaux de clientèle dont on tire prestige et honneur et, très secondairement, richesse. Il est de ce fait plus important d'être dans l'entourage du marquis ou des comtes, d'avoir fondé un monastère et de l'avoir doté, que d'avoir accru significativement ses revenus en augmentant la taille de ses propriétés et en en obtenant d'autres en fiefs. Il en résulte l'apparition d'une contradiction apparemment insoluble : la position sociale ne s'obtenant qu'à condition de sacrifier la richesse mais celle-ci demeurant le fondement même du succès de l'ascension, la mobilité sociale ascendante est forcément limitée dans le temps et ne peut conduire, faute de moyens de renouveler les fortunes, qu'à l'appauvrissement puis à la disparition du

groupe considéré. Les familles concernées sont aussitôt remplacées par d'autres qui entament le même processus. Il est en fait impossible, dans ce cadre, de changer de niveau social, malgré la mise en œuvre de véritables stratégies. Seuls les comtes, parce qu'ils ont, en plus de leur vision stratégique, de véritables moyens politiques (armée, justice, taxes publiques), parviennent à réaliser des processus d'expansion qui leur permettent à terme de structurer les territoires autour d'eux et de se subordonner les familles mises en difficulté par leur succès même. Il existe en tout état de cause au moins une barrière infranchissable, celle qui sépare les comtes du reste de l'aristocratie.

Cette société est caractérisée par la force des liens clientélares et la faiblesse des institutions féodo-vassaliques. Le vocabulaire de la fidélité et du fief n'apparaît que tardivement, au XI^e siècle, et n'est pas d'un usage courant avant le XII^e siècle. Les relations hiérarchiques demeurent largement informelles et passent davantage par la négociation d'accords entre pairs que par l'organisation de dominations fortement structurées.

Le contrôle exercé par l'ensemble des groupes aristocratiques sur le territoire apparaît comme faible. Si les *castra* se multiplient dès la seconde moitié du X^e siècle, ils ne servent pas à modifier l'organisation générale du peuplement qui, déjà dense à cette époque, demeure de surcroît largement dispersé. M. Cortese insiste sur le rôle souvent symbolique de fortifications trop faibles pour signifier autre chose que l'affirmation du rang et le désir de domination sociale. Les *castra* sont très fragiles et leur abandon suit fréquemment de près leur construction : le destin des châteaux semble en fait suivre la courbe de celui des familles et refléter les procédures de promotion et de déclassement que l'auteur a remarquablement décrites.

Leur réelle efficacité en matière de contrôle du monde paysan lui semble douteuse : l'aristocratie a, face à elle, des communautés fortement structurées qu'elle ne parvient pas à réduire en affirmant son *leadership* seigneurial. Elle ne semble d'autre part pas intéressée par une exploitation intensive du ban et ne semble tirer que peu de profits de la gestion économique de son pouvoir politique et social.

Les liens avec la ville, enfin, sont intenses jusqu'au XII^e siècle. Les membres du groupe aristocratique sont, pour beaucoup, des vassaux ou des clients de l'évêque, selon un schéma bien connu. Les bases de leur richesse sont cependant en dehors de la ville et liées à l'évêque, ces familles s'éloignent du monde urbain lorsque la curie épiscopale cesse d'être un pôle de pouvoir important : elles sont absentes du processus de naissance de la commune et ont choisi, délibérément, d'asseoir leur puissance sur leurs *castra*, sur leurs liens avec les comtes, se plaçant alors en marge des profits du pouvoir en ville.

Le travail de M. Cortese est tout à fait remarquable. L'auteure mobilise une documentation difficile pour dresser un tableau dynamique tout à fait convaincant d'un groupe social, l'aristocratie intermédiaire, difficile à saisir pour une si haute période, descendant jusqu'au niveau des simples seigneurs ruraux dont la fortune est précaire et la position sociale finalement instable.

L'ouvrage montre chez son auteur une grande pénétration dans l'analyse et un sens aigu de la reconstruction historique. Il dévoile un groupe social complexe, inaccessible ailleurs qu'en Italie faute de sources écrites adéquates. L'auteure sait également mobiliser les résultats les plus récents de l'archéologie pour étayer ses raisonnements et ses démonstrations, se montrant en cela digne de celui qui fut son guide dans l'apprentissage du métier d'historien, le regretté Riccardo Francovich.

On regrette toutefois que M. Cortese n'ait pas davantage mobilisé la bibliographie française récente qui s'est interrogée précisément sur certains thèmes essentiels abordés ici, comme la conservation et la transmission des patrimoines, ou encore les échanges patrimoniaux entre époux. D'autre part, on peut être en désaccord sur le traitement de la question des risques que font courir aux patrimoines les générosités excessives mais nécessaires. Il n'est pas évident en effet que l'idée même de calcul économique soit absente des choix patrimoniaux opérés par les aristocrates, même dans leurs relations avec les monastères : il est tout à fait possible que ces calculs aient débouché sur des succès pour les familles concernées et aient fini par consolider leur position. Une

réflexion sur la rationalité des comportements aristocratiques en matière économique aurait peut-être pu être menée à partir de ce même matériau : l'attitude noble à l'égard de la richesse pourrait en effet être plus complexe encore que ce que nous révèle M. Cortese. Ce sont là des questions actuellement en débat : nul doute que M. Cortese ne prenne sa part et sa place dans le traitement de ces problématiques actuellement en cours de renouvellement.

Toutefois, le constant renouvellement du stock des familles aristocratiques, ainsi que le véritable changement structurel que marque au début du XII^e siècle le renforcement des comtés-principautés d'une part et celui de la commune d'autre part sont pleinement éclairés à l'aide des hypothèses et des raisonnements de M. Cortese. Nous soulignerons en terminant le plaisir que l'on a à lire une démonstration aussi convaincante, clairement argumentée et portant sur un sujet aussi difficile et important qui donne accès de façon lumineuse à un groupe social essentiel, celui de la petite et de la moyenne aristocratie, rarement mis au centre des problématiques.

LAURENT FELLER

1 - Simone COLLAVINI, *Honorabilis domus et spectiosissimus comitatus. Gli Aldobrandeschi da « conti » a « principi territoriali » (secoli IX-XIII)*, Pise, ETS, 1998 ; Enrico FAINI, « Il gruppo dirigente fiorentino dell'età consolare », *Archivio storico italiano*, 162-2, 2004, p. 199-231.

Carol Lansing

Passion and order: Restraint of grief in the medieval Italian communes

Ithaca, Cornell University Press, 2008, XI-244 p.

Dans cet ouvrage, Carol Lansing s'intéresse à la manière dont les hommes et les femmes expriment leur chagrin lors des funérailles dans l'Italie communale du XIII^e siècle. Elle part d'un paradoxe : alors que, dans les statuts communaux, ce sont majoritairement les femmes qui sont menacées d'une condamnation pour des manifestations de deuil jugées intempestives, la grande majorité des sentences

prononcées à l'encontre de ces bruyantes funérailles concerne des groupes d'hommes (parfois plus d'une centaine) appartenant le plus souvent à l'élite. Elle pose donc ainsi d'emblée deux problèmes qui structurent l'ensemble de sa réflexion : le régime de genre à l'œuvre dans la vie communale italienne du XIII^e siècle et le régime de vérité produit par des types de documentation différente.

En examinant minutieusement un aspect du programme législatif des villes italiennes (principalement à Orvieto et secondairement à Bologne et à Pérouse), C. Lansing s'interroge sur les raisons qui ont incité le législateur à condamner aussi fréquemment et fermement les manifestations publiques de douleur et de lamentations lors des funérailles. Ces dernières sont-elles vraiment une menace pour l'ordre public ? Selon de nombreux historiens, elles seraient jugées dangereuses parce qu'elles offriraient l'occasion d'une profusion de rituels non chrétiens. Sans remettre en cause cette opinion, C. Lansing pense que ces condamnations s'expliquent davantage par le pouvoir de la douleur, elle-même capable de menacer la paix communale. S'appuyant sur les réflexions stimulantes de l'anthropologue Renato Rosaldo¹, elle propose d'expliquer cette menace non pas par la force des rituels mais par la puissance des émotions liées à la perte de l'autre. Cette prise de position permet de distinguer nettement la douleur, émotion intérieure, et le deuil, comportement, manière d'exprimer son chagrin lors des rituels funéraires. Son but n'est donc pas d'observer les rituels autour de la mort (déjà bien étudiés), mais de comprendre comment les médiévaux ont appréhendé le chagrin et sa manifestation.

L'étude de C. Lansing souligne également combien, au tournant du XIII^e et du XIV^e siècle, au moment même où les autorités cherchent à la contrôler, la douleur est omniprésente dans la culture communale italienne. On la perçoit dans les sources littéraires, de la *Vita nuova* de Dante à la correspondance de Pétrarque, en passant par les traités de rhétorique et les paroles des prédicateurs. L'étude d'un sermon du prêcheur dominicain florentin, Remigio dei Girolami (mort en 1319), montre la richesse du lexique des formes de chagrin (*maerere, gemere, flere, plorare, plangere et lugere*), chaque verbe

renvoyant à une manière spécifique de l'exprimer, par le visage, la voix, les pleurs, les cris, les gestes ou le silence. On perçoit également la forte présence de la douleur dans les sources iconographiques : qu'on pense aux visages des mères dans le Massacre des Innocents ou à ceux de Marie et de Jean au pied de la Croix.

C. Lansing pense que les condamnations de plus en plus vives de l'expression du chagrin en public et les représentations littéraires et picturales de la douleur révèlent un changement dans la manière dont les hommes et les femmes perçoivent et extériorisent la force des sentiments associés à la mort. Comme elle le montre parfaitement, à partir de la première moitié du XIII^e siècle, l'étalage d'émotions intenses (désespoir, douleur, rage) commence à être considéré comme perturbateur. Ainsi, les statuts interdisent de faire le *corrotto* lors des funérailles, c'est-à-dire un rituel comptable orchestré par une femme appelée *computatrix* (littéralement, « femme qui compte »), sans doute une professionnelle, engagée pour diriger les chants funèbres. À partir de la fin du XIII^e siècle, des espions sont parfois envoyés par les autorités communales pour traquer et dénoncer les manifestations de deuil. L'auteure insiste à juste titre sur le lien entre ces prohibitions et le nouvel accent mis sur l'émotion intérieure. Selon les théologiens, le sacrement de pénitence (surtout après Latran IV) nécessite la tristesse du péché. Les chrétiens ont à pleurer leurs péchés comme ils doivent le faire pour leur mort. Les sermons les invitent à garder leur chagrin pour la compassion face à la mort du Christ.

L'auteure a également tout à fait raison de réinscrire les lois visant les manifestations de chagrin dans un mouvement plus général affectant la législation communale italienne qui cherche à contrôler toute forme ostentatoire (comportements vestimentaires ou sexuels) et qui qualifie ces excès de féminins. Les traités de lamentations et les manuels de rhétorique (tels la *Rhetorica antiqua* de Boncompagno da Signa, rédigée vers 1230, ou les traités d'Albertano da Brescia écrits au milieu du siècle) s'intéressent à l'expression de la douleur. Ils ont sans doute eu une influence sur les législateurs communaux. Or, ces ouvrages insistent sur la nécessité pour

l'homme noble de savoir contrôler ses émotions (colère, violence, chagrin, etc.) pour préserver la paix communale. Seules les femmes, qui ne sont pas citoyennes « par nature », ne peuvent maîtriser leurs émotions. Un siècle plus tard, Plutarque exprime la même idée, même si chez lui le chagrin ou l'angoisse sont des valeurs très subjectives (position fortement inspirée des modèles antiques des lettres de consolation), davantage centrées sur lui-même que liées à la communauté.

C. Lansing réinscrit donc également son étude dans un contexte de rapport de genre qui se modifie. Le XIII^e siècle, en effet, connaît une réflexion de plus en plus fine sur la nature féminine à partir de tout un courant aristotélicien. Le péché est désormais, dans le discours des théologiens et des prédicateurs, lu en termes de genre : les passions excessives et la concupiscence sont féminines tandis que la rationalité est masculine. Ce lien de plus en plus vif entre femmes et appétit sexuel se retrouve dans les sermons et dans les images. L'auteure étudie en particulier « l'arbre au pénis », fameuse fresque de Massa Marittima, datée de 1265, qui était vue par l'ensemble de la communauté. Longtemps dissimulée sous une couche de chaux car jugée dérangeante et redécouverte seulement en 2000 dans un bâtiment contenant les sources d'eau appelées « Sources de l'Abondance », elle représente un arbre dont les fruits sont des phallus et une foule de femmes qui les cueillent ou ramassent ceux qui sont tombés par terre. Le législateur, lui aussi, associe les troubles communaux aux passions féminines, interdisant de plus en plus aux femmes des lieux, des temps et des activités, dont les manifestations de deuil.

Il s'agit donc là d'une très belle étude d'histoire sociale qui montre la pertinence d'un va-et-vient incessant entre divers types de documentation et l'utilisation d'une démarche de genre. On regrettera cependant un plan peu cohérent et le détour par de très nombreux corpus documentaires (tragédies grecques, textes islamiques, sacramentaires, textes épiques, chroniques, textes hagiographiques) trop éloignés de l'Italie communale du XIII^e siècle. Certes, tous ces textes anciens, rédigés dans des contextes culturels très différents, montrent la permanence de

stéréotypes associant les femmes aux lamentations et, partant, peuvent nous aider à comprendre les fondements des représentations et des pratiques du XIII^e siècle. Mais, en ce cas, il aurait fallu réaliser un travail supplémentaire (et donc nécessairement très important) pour analyser les modes de transfert des savoirs entre la culture antique, chrétienne ou pré-chrétienne et l'Italie communale, seul moyen pour justifier et légitimer ces trop longues digressions.

Malgré cette dernière critique, on ne saurait trop conseiller la lecture de cet ouvrage à la croisée d'une histoire du genre, des émotions et de l'ordre politique dans l'Italie communale, qui met parfaitement en valeur le lien entre perception et manifestations du chagrin et formation de l'État communal italien au XIII^e siècle, sans cesse occupé à maintenir la paix sociale dans un monde en pleine croissance et en pleine mutation.

DIDIER LETT

1 - Renato ROSALDO, « Grief and a headhunter's rage: On the cultural force of the emotions », in E. BRUNER (éd.), *Text, play, and story: The construction and reconstruction of self and society*, Washington, American Ethnological Society, 1986, p. 178-195.

**Jean-François Bergier
et Gauro Coppola (éd.)**

*Vie di terra e d'acqua. Infrastrutture viarie
e sistemi di relazioni in area alpina
(secoli XIII-XVI)*

Bologne, Il Mulino, 2007, 259 p.

Ce petit volume très dense, consacré aux infrastructures viaries et aux systèmes de relations dans l'aire alpine, est le fruit d'un colloque organisé en 2005 par l'Institut culturel du Trentin, devenu depuis la Fondation Bruno Kessler – Études historiques germano-italiennes. Le cadre chronologique retenu est celui de la fin du Moyen Âge et de la première modernité, ce qui n'exclut pas cependant des incursions en amont dans l'Antiquité romaine et des prolongements en aval jusqu'au XIX^e siècle. Cette période, qui va du XIII^e au XVI^e siècle, se révèle être en effet particulièrement

rement propice à l'étude du réseau viaire dans les Alpes, comme le souligne Gauro Coppola dans sa brève introduction, en raison du dynamisme qui caractérise ces régions, de la revitalisation des systèmes de relations à tous les niveaux, de la construction voulue d'une politique de voies de communication. L'aire géographique envisagée couvre l'ensemble de l'arc alpin, même si la majorité des interventions se focalise sur des exemples précis et fait la part belle aux Alpes italiennes.

Ainsi sont abordés différents types d'infrastructures depuis les voies romaines, les chemins muletiers jusqu'aux routes carrossables, les conditions de leurs utilisations (péages, hébergement, assistance), le cas des passages difficiles, les jeux de concurrence entre eux, mais aussi leur complémentarité. L'originalité de la démarche tient au fait que les voyages et transports à travers les Alpes ne sont plus considérés du seul point de vue des usagers, mais aussi de celui d'autres acteurs : les politiques et les communautés. Profondément renouvelé, ce sujet qui connaît une véritable « renaissance », pour reprendre le terme de Jean-François Bergier dans sa conclusion éclairante (p. 253), accorde une attention particulière aux phénomènes humains.

Les dix contributions réunies ici développent trois thèmes principaux qui naturellement s'entrecroisent et se recoupent. Le premier concerne la route du point de vue matériel et technique depuis sa construction jusqu'à son abandon en passant par son entretien. La multiplication du trafic dans les régions alpines à partir du XII^e siècle oblige à créer de nouvelles infrastructures. Qui en a la responsabilité, qui en assume la charge et comment est-elle financée ? Ce sont les questions auxquels répond Thomas Szabó à partir de cas bien documentés du XIII^e siècle dans les Alpes occidentales (le canton du Valais) et dans les Alpes orientales. Mais comme le souligne encore J.-F. Bergier, « une politique viaire ne s'arrête pas à la construction ni à la promotion d'une route » (p. 256). Elle implique la mise en place de toute une organisation des transports. Les contributions de Robert Büchner et Christof Thöny sur l'Arlberg, et de Stefania Duvia sur Côme s'attachent à en décrire les aspects.

Le second thème, centré sur les aspects politiques, cherche à définir le rôle des différents acteurs dans l'organisation du trafic et la promotion des voies alpines. Guido Castelnuovo l'illustre notamment avec le cas du Septimer dans les Grisons. Évidemment, les intérêts divergent entre les usagers de la route (marchands et autres entrepreneurs), les détenteurs de l'autorité (princes ou seigneurs laïcs et ecclésiastiques) et les communautés locales. En outre, les contextes régionaux sont très différents et évoluent. Aussi les réponses sont-elles contrastées. Dans le cadre des Alpes lépontiennes et rhétiques, Guglielmo Scaramellini refuse l'idée que les communautés locales puissent avoir l'initiative d'ouvrir une route, tandis que Luigi Provero avance au contraire qu'en Piémont les communes urbaines de Suse ou de Coni étaient parfaitement capables de promouvoir une politique viaire d'envergure.

Le troisième thème, plus spécifiquement économique, est consacré aux trafics des marchandises transportées. Ces questions anciennes souffrent à la fois du manque évident de sources et de leur disparité. Reto Furter reprend ici les conclusions d'Herbert Hassinger soulignant le rôle prééminent du Brenner sur les autres passages des Alpes centrales et occidentales (Mont-Cenis, Grand-Saint-Bernard, Simplon, Gothard...). Mais il s'agit principalement d'un trafic local, propre à la région du Tyrol, qui voit se croiser le vin venu des régions méridionales et le sel de Hall descendant vers le sud. On retrouve des conclusions similaires dans les Alpes occidentales au sein des États du duché de Savoie.

Bien sûr, un ouvrage de ce type ne prétend pas répondre à toutes les questions que soulève un tel sujet. Mais il a le mérite de tracer au fil des communications un bilan historiographique utile et d'ouvrir de nouvelles pistes de recherche dans une histoire aujourd'hui plus sensible au destin des populations et des sociétés, aux Alpes vécues qu'aux Alpes traversées. Appuyé sur des études de cas précis, il offre une multitude de renseignements à l'historien médiéviste et moderniste, notamment sur les Alpes orientales moins bien connues du public français.

On regrettera peut-être que ces « routes de terre et d'eau » privilégient de beaucoup

les premières (excepté les contributions de S. Duvia sur Côme, une ville entre terre et lac, et de Donata Degrassi sur les liens entre les Alpes orientales et la côte de l'Adriatique) et fassent peu de place aux aspects culturels qui ne sont pourtant pas étrangers au développement économique. Ils sont abordés seulement par G. Castelnuovo par le biais des voyageurs dans les Alpes.

Thème interdisciplinaire s'il en est, l'étude des infrastructures viaires est essentielle à la compréhension d'un monde pour lequel on mesure mieux aujourd'hui l'importance de la mobilité. Aussi cet ouvrage fourmille-t-il de renseignements précieux pour l'historien des régions alpines et au-delà. Il s'inscrit dans une histoire des territoires de montagne qui est elle-même en plein renouvellement¹.

DOMINIQUE RIGAUX

1- Comme en témoigne le projet « Innovation et territoire de montagnes » (ITEM) du site Grenoble-Alpes, lauréat des laboratoires d'excellence (LABEX) dans le cadre de la campagne ministérielle des « Investissements d'avenir ».

Marco Gentile et Pierre Savy (dir.)

Noblesse et États princiers en Italie et en France au XV^e siècle

Rome, École française de Rome, 2009, 438 p.

Parmi les évolutions historiographiques qui affectent la compréhension du développement des sociétés politiques dans l'Italie de la fin du Moyen Âge, la critique de l'urbanocentrisme est sans doute celle qui entraîne les conséquences les plus profondes. Elle permet d'envisager la production sociale de l'État princier territorial dans toute sa complexité : dès lors que l'on envisage désormais avec plus d'acuité le caractère composite et hétérogène des constructions institutionnelles de l'Italie du Quattrocento, celles-ci ne se laissent plus appréhender par le seul face-à-face entre serviteurs du prince et élites urbaines. S'y invite au contraire une gamme variée d'acteurs politiques, et en tout premier lieu les communautés d'habitants et les aristocraties féodales.

Rassemblant quatorze contributions qui sont autant d'études de cas, ce volume s'inscrit pleinement dans un tel renouvellement historiographique, impulsé notamment à Milan par les élèves de Giorgio Chittolini. Or, l'un de ces effets les plus heureux est bien de déverrouiller l'histoire comparée des États de la fin du Moyen Âge. Dès lors que l'on envisage, comme ici, le rôle de la noblesse dans la construction de l'État princier, l'exception urbaine de l'Italie princière cesse de peser sur la comparaison. Encore ne s'agit-il pas de toute l'aristocratie : la noblesse dont il est question recouvre ce que l'italien appelle *aristocrazia signorile* et l'anglais *landed nobility*, soit la faction de l'aristocratie qui exerce « une juridiction, une fiscalité et une fonction militaire » (p. 4).

L'ambition comparatiste est donc bien au cœur du projet, même si sa dimension bilatérale France/Italie n'est pas réellement justifiée. Elle prend appui sur l'étude de ces États « franco-italiens » que sont le duché de Savoie et le marquisat de Saluces, de part et d'autre des Alpes, et se poursuit par la comparaison, déjà historiographiquement éprouvée, entre les duchés de Bourgogne et de Milan. Mais elle intègre également, du côté français, les ducs de Bretagne, de Bourbon et de Lorraine ainsi que les comtes d'Armagnac et le prince-évêque de Liège et, du côté italien, les barons romains, les ducs de Ferrare et l'aristocratie du Trentin et du Tyrol. En maints endroits s'observe, comme dans l'État des Sforza au XV^e siècle, une « reprise féodale », qui ne doit pas seulement être comprise comme une force dissolvante de la construction politique mais bien au contraire comme l'un de ses ressorts. Ce que cherche Olivier Mattéoni à travers l'étude des alliances du duc Jean I^{er} de Bourbon avec la noblesse d'Auvergne dans les années 1413-1415 est bien « l'articulation précise entre société contractuelle et société féodale » (p. 289).

Soumission, domination, participation, autonomie, hostilité : les relations entre la noblesse et l'État ne se laissent pas aisément circonscrire dans un rapport politique univoque. Dans le cas des pays bourguignons au temps de Jean sans Peur, étudiés par Bertrand Schnerb, les conflits apparaissent certes

comme « spectaculaires », mais relèvent finalement d'un « phénomène marginal » tant « les deux parties, le prince et les nobles, avaient chacune un intérêt bien compris à s'entendre et à collaborer avec l'autre » (p. 28). Il en va de même en Savoie où, comme le montre Guido Castelnuovo, le prince cherche à « domestiquer une *gentillesse* hiérarchisée avec laquelle il partage un même système de valeurs » (p. 200) – un peu à la manière de la participation de la noblesse lorraine à la cour de Nancy.

Mais encore faut-il, pour s'entendre, partager un langage commun. Le *dominio pallavicino* évoqué par Letizia Arcangeli, c'est-à-dire l'État soumis au lignage de Pallavicini dans une zone de « basse intensité urbaine » située entre Plaisance, Parme et Crémone, repose à la fois sur l'exploitation de ressources matérielles (les bois, les droits des ports fluviaux sur le Pô) et immatérielles – liées à l'engagement du lignage dans l'alliance gibeline. Ce qui est en jeu est la définition d'un langage politique exprimant l'idée de pacte, qui entre en conflit avec celui qu'impulse la cour, reposant sur le vocabulaire de l'amitié et de l'obéissance. On trouve une tension similaire dans l'analyse menée par Trevor Dean sur le langage politique employé par les Rangoni de Modène face aux Este ou celle que propose Marco Bellabarba à propos du langage de la violence aristocratique et de la faide de la noblesse du Trentin et du Tyrol. La question de la diversité des langages politiques apparaît bien ici au cœur de la réflexion, et c'est un des mérites de ce travail collectif utile et stimulant que de la rendre plus saillante.

PATRICK BOUCHERON

Sergio Luzzatto et Gabriele Pedullà (dir.)

Atlante storico della letteratura italiana.
Amedeo De Vincentiis (dir.), I, *Dalle origini al Rinascimento*
Turin, Giulio Einaudi, 2010, xxv-860 p.

Fort volume, abondamment illustré de cartes et graphiques, cet atlas de la littérature italienne se présente sous l'aspect monumental qui sied au genre dont il se réclame. Le premier

des trois tomes prévus rassemble à lui seul près de 120 articles, rédigés par une soixantaine d'auteurs. On compte parmi eux une forte proportion d'historiens, italiens et internationaux, aux côtés de spécialistes d'études littéraires. Les contributions répondent à plusieurs formats. La trame de l'ouvrage est composée d'articles « narratifs », centrés sur un lieu et un moment spécifiques. Ils sont complétés par des textes de synthèse, portant sur des objets qualifiés de « systèmes » ou « réseaux », qui décrivent la distribution de différents phénomènes culturels dans l'espace italien : des lettrés en exil dans le monde communal du XIII^e siècle aux ambassadeurs des princes du XVI^e siècle, en passant par les correspondances, dédicaces et investives, la circulation des manuscrits de Dante, Pétrarque et Boccace ou la diffusion de l'imprimerie dans la péninsule. Certains de ces essais, qui proposent des cartographies des lieux de culture de villes ayant joué un rôle de premier plan (Padoue autour de 1300, l'Avignon des papes, Florence, Milan et Ferrare au XV^e siècle, Florence, Venise et Rome autour de 1500), sont les seuls qui correspondent véritablement au format d'un atlas géographique.

Cet aperçu rapide du contenu permet de cerner la grande originalité formelle d'un ensemble dont il est évidemment hors de question de présenter et discuter les différentes contributions dans le détail. L'ambition du projet est fortement énoncée dans le texte d'introduction, qui entend proposer une méthode de travail visant à rompre avec une vision unitaire et téléologique de l'histoire littéraire italienne d'inspiration hégélienne qui serait encore à l'œuvre. Le débat n'est pourtant pas nouveau. Le modèle canonique proposé en 1870 par Francesco De Sanctis, qui faisait de la littérature le lieu de l'unité de la civilisation italienne avant son unification politique, a depuis longtemps été soumis à des révisions drastiques. La critique la plus déterminante est venue d'un article de Carlo Dionisotti, paru en 1951, qui mettait en avant la notion d'une géographie de la littérature italienne¹. Repris en tête d'un volume paru en 1967, ce texte de C. Dionisotti a marqué les recherches menées depuis plus de quarante ans. Son empreinte est évidente dans une pré-

cédente encyclopédie, *Letteratura italiana*, publiée de 1982 à 1996, dont les trois derniers volumes sont précisément intitulés « Géographie et histoire ». Bien que *l'Atlante* n'ait pas pris la peine de se situer en regard de ce précédent, c'est bien face à cette réalisation qu'il convient d'éprouver la pertinence de son apport.

La véritable nouveauté de l'entreprise ne provient donc pas de la prise en compte d'une histoire polycentrique ou de l'émergence d'une conscience géographique. Outre l'aspect visuel produit par les cartes et graphiques, elle tient pour une bonne part à la contrainte imposée aux auteurs d'accrocher chaque article à un événement, daté de la façon la plus précise, au jour près lorsque cela est possible, qu'il s'agisse d'une rencontre, de l'envoi d'une lettre, de la parution d'un livre ou d'un fait politique. Le profit narratif est indéniable : les articles, introduits par une telle mise en situation, se lisent souvent agréablement. Après les vastes synthèses régionales de la *Letteratura italiana*, on découvre des récits très localisés qui s'apparentent parfois à des exercices de *micro-storia*. Ce n'est pourtant pas cette référence qui est mobilisée en guise de justification, mais une citation de Nietzsche : « À l'aide de trois anecdotes, on peut faire le portrait d'un homme. » Il était périlleux de transposer une boutade polémique en principe de construction d'une encyclopédie ; comme on le verra, tous les risques n'ont pas été évités.

L'angle d'attaque des articles narratifs n'est pas spécifiquement géographique, puisqu'il ne s'agit jamais de dresser le tableau d'un territoire ou d'une ville. Le choix de mettre en avant des « événements » vise d'abord à promouvoir la temporalité brève de moments charnières, que les textes de synthèse sont chargés de placer dans des perspectives plus amples. Cette option a pour première conséquence d'inscrire très concrètement les faits littéraires dans le tissu d'une histoire sociale. Selon les cas, l'exercice est plus ou moins réussi, mais l'effet de structure est indéniable. Si les historiens y trouveront aisément leur compte, il n'est pas certain que les littéraires se satisfassent de la conception relativement faible de la littérature qui en découle.

Il résulte en effet de cette orientation un affaiblissement du primat accordé au texte,

l'attention se déplaçant vers ses conditions de production et de réception. Cette tendance se vérifie notamment par une insistance sur la question des langues et du plurilinguisme, depuis l'emploi du provençal et du français comme langues littéraires au XIII^e siècle jusqu'aux débats sur la langue italienne du XVI^e siècle. Dans cette lignée, on notera une belle réflexion sur la place du grec comme langue fantasmée par l'Occident, l'anecdote de départ étant ici dépassée par un éclairage de longue durée. Contrairement à une annonce faite dans l'introduction, la littérature en langue hébraïque n'est guère prise en compte dans ce volume, si ce n'est à propos du cénacle de Pic de la Mirandole.

L'un des cas pour lesquels cet élargissement de l'objet d'étude produit les résultats les plus intéressants concerne le domaine juridique, aussi bien pour ce qui est des pratiques textuelles que des auteurs, avec des articles consacrés à la rédaction des statuts communaux, aux bannissements, à Cino da Pistoia sous son double profil de juriste et de poète, ou aux polémiques de Pétrarque contre les juristes. Dans ce cadre, *La Tibériade* de Bartole, cas remarquable de composition littéraire d'une œuvre juridique fondée sur une pensée géographique, aurait pu mériter de recevoir davantage d'espace. Par contraste, on observe une étrange désaffection pour les questions religieuses. Seuls trois articles sur une soixantaine s'y intéressent, à propos de François d'Assise, Catherine de Sienne et la prédication des observants franciscains. Le premier de ces articles, centré sur « l'invention de François » par Bonaventure, est doublement décevant : approximatif sur la généalogie des légendes franciscaines, il néglige l'impact proprement littéraire de François d'Assise, en passant sous silence la composition du *Cantique des créatures* et toute une tradition poétique illustrée notamment par Iacopone da Todi. D'autres personnalités aussi intéressantes qu'Angèle de Foligno sont également ignorées par l'atlas. En dépit de l'ouverture du spectre étudié, le choix des auteurs sur lesquels se concentre l'attention est pour finir très classique. La présentation étendue d'un nombre réduit d'anecdotes a eu pour effet de marginaliser ou laisser de côté des figures mineures, au profit de noms plus glorieux. Il est significatif que, pour le

XIV^e siècle, pas moins de neuf contributions soient centrées sur les seuls Pétrarque et Boccace.

Les responsables du projet étaient conscients que leur choix éditorial était porteur d'un risque de « fragmentation ». Malheureusement, à la lecture du volume, ces craintes se vérifient. Pour les surmonter, il eut fallu procéder à des problématiques plus fermes des différents moments étudiés. Or, la principale faiblesse de l'atlas tient précisément à sa structuration globale. La période examinée est divisée en quatre époques, qui sont respectivement associées à la domination culturelle de différentes villes : Padoue (1222-1309), Avignon (1309-1378), Florence (1378-1494) et Venise (1494-1530). Il est très déroutant d'avoir organisé un propos qui se voulait polycentrique en élisant rétrospectivement les capitales temporaires de l'Italie littéraire. Cette contradiction interne est difficilement compréhensible. Dans le schéma proposé par C. Dionisotti, le rôle central de la Toscane et de Florence depuis le XIII^e siècle n'était pas masqué, mais pris dans des relations dialectiques avec d'autres aires, dans une sorte de bipolarité mobile. Ici, la succession monolithique de villes-phares ne permet guère de mettre en avant une telle dynamique.

En outre, le choix de la première de ces capitales est hautement contestable. Les bornes de la périodisation sont tout d'abord mal choisies : le véritable moment de gloire de Padoue coïncide avec l'élection du premier poète lauréat, Albertino Mussato, en 1315, tandis qu'Avignon n'est devenu lieu de résidence des papes qu'avec Jean XXII, à partir de 1316. Mais l'importance de l'humanisme padouan ne s'est révélée qu'après coup. En son temps, la prédilection pour l'expression latine situe plutôt la ville à l'écart des courants majeurs de l'expression littéraire dans le monde communal. Au XIII^e siècle, comme l'écrit Boncompagno da Signa et comme le montre la carte des destinations des lettrés en exil, la ville dont la prépondérance est établie est assurément Bologne. La présence de l'université en a fait le principal centre de la rencontre entre sciences, droit et littérature, qui est un phénomène majeur de la période. Elle pourrait être située au cœur d'une constellation qui, effectivement, se

transforme rapidement au cours des années 1320, Naples prenant alors une importance qui aurait pu être davantage soulignée.

Cet atlas constitue donc une entreprise originale qui apporte assurément du neuf, du fait de sa présentation visuelle. Si les articles véritablement novateurs sont rares, la plupart d'entre eux offrent de bonnes synthèses des recherches récentes. Le véritable déficit se situe dans les textes de présentation, qui ne compensent pas la dispersion du regard produite par le morcellement des récits. La présentation du volume est soignée, avec un utile index des noms cités. Quelques erreurs matérielles sont pourtant à déplorer dans les cartes et graphiques. Il s'agit parfois d'une information incomplète (on considère désormais que Guido Cavalcanti a été exilé à Serrazzano en Maremme et non à Sarzana ; Cino da Pistoia appartient au parti guelfe noir ; ce ne sont pas un, mais au moins trois papes qui ont étudié à Toulouse, etc.). Plus généralement, l'absence d'indication de sources dans ces présentations visuelles est regrettable.

ANTONIO MONTEFUSCO
SYLVAIN PIRON

1 - Carlo DIONISOTTI, « Geografia e storia della letteratura italiana », *Italian studies*, 6, 1951, p. 70-93, repris in *Id.*, *Geografia e storia della letteratura italiana*, Turin, Einaudi, 1967.

**Letizia Arcangeli
et Susanna Peyronel (dir.)**

Donne di potere nel Rinascimento
Rome, Viella, 2008, 831 p.

Ce livre rassemble une trentaine de communications présentées au colloque de Milan, en 2006, sur les « Femmes de pouvoir » dans l'Italie de la Renaissance. Structuré en trois parties, le volume se distingue de la plupart des travaux récemment parus sur la question, car ses auteurs ont choisi de ne pas limiter l'analyse aux reines, régentes, princesses et femmes des cours¹. Dans le cas des États italiens, il s'agit d'un choix quasi obligé étant donné la diversité des systèmes politiques à l'époque médiévale et moderne, mais il a l'avantage d'ouvrir l'analyse aux différentes

possibilités que les systèmes politiques, mais aussi les traditions juridiques et les contextes socio-économiques offraient aux femmes « de pouvoir ». Les protagonistes du livre sont donc à la fois les femmes ayant un véritable statut politique (princesses, duchesses...) qui d'ailleurs, dans la plupart des cas, reflète celui de leurs maris, mais aussi des aristocrates, des feudataires, qui exercent, plus ou moins ouvertement, un rôle public. En s'interrogeant sur le pouvoir des femmes à la Renaissance, les auteurs du volume se situent dans la continuité des débats suscités par l'article publié en 1977 par Joan Kelly et qui continue de stimuler les recherches².

À l'encontre de nombreuses études, le volume présente la Renaissance comme une période favorable au pouvoir des femmes. La période des guerres d'Italie (1494-1559), notamment, offre aux femmes des familles qui se trouvent à la tête des États italiens la possibilité de gérer directement le pouvoir en l'absence des hommes, *condottieri* partis à la guerre, ou en tant que veuves. L'inflation dotale qui caractérise la période médiévale et moderne a des effets paradoxaux : d'un côté, elle limite l'accès des filles au mariage en en condamnant une partie à une vie de nonnes sans vocation et, d'un autre côté, elle constitue le fondement d'un pouvoir féminin dans la famille, fondé sur la valeur économique des épouses et des veuves. Enfin, on assiste, à cette époque, à un relâchement de la norme féodale excluant les femmes des héritages des fiefs.

Le pouvoir, par ailleurs, est une notion qui peut être déclinée de plusieurs façons différentes. Certaines contributions mettent en relief des formes de pouvoir informel, résultat de la sociabilité féminine, du patronage, et même de l'amour. Les stratégies familiales et les alliances matrimoniales jouent un rôle décisif pour déterminer le rôle politique de la famille et, de ce fait, les relations entre conjoints sont conditionnées par le pouvoir social de l'épouse, qui dérive du statut de sa famille d'origine. L'analyse des dynamiques effectives montre des pouvoirs de fait, dans une pratique politique encore très liée aux familles, où les femmes peuvent tirer profit de leur statut d'intermédiaire entre famille d'ori-

gine et famille du mari et entre la « raison d'État » et la « raison du cœur ». Si l'on trouve des cas de mères qui privilégient les cadets contre les aînés, de femmes qui font valoir leurs droits ou d'épouses qui s'opposent aux choix politiques de leurs maris, l'adéquation aux lois et aux coutumes semble être plutôt la norme, ce qui n'exclut pas une participation parfois violente aux conflits qui opposent les lignages.

Tous les articles témoignent d'une condition socialement privilégiée, mais toujours déterminée par les hiérarchies de genre, qui limitent le pouvoir des femmes, tout en offrant des possibilités d'en tirer avantage. La Cour est le lieu privilégié de la rencontre entre le « privé » et le « public », où les femmes peuvent jouer le rôle de mécène d'art et de culture et où le système de patronage, médiation, clientèle, des femmes constitue souvent un outil politique complémentaire à la politique du prince, mari ou fils, notamment quand les épouses représentent le lien de continuité entre deux lignages et deux dynasties de pouvoir. C'est notamment le cas à Milan, où la cour des Sforza se constitue grâce aux relations de Bianca Maria Visconti et de sa mère, Angela del Maino. Un cas à part est constitué par la cour pontificale, masculine par définition, mais où les femmes interviennent dans le jeu des clientèles en tant qu'intermédiaires dans l'assignation des bénéfices, et où les filles des papes de la Renaissance (il suffit de penser à Lucrece Borgia, duchesse de Ferrare) ont des rôles politiques dans d'autres cours italiennes.

Organiser les cours et leur sociabilité n'est toutefois pas le seul rôle de pouvoir que les femmes peuvent jouer dans l'Italie de la Renaissance, car les bouleversements dynastiques de l'époque peuvent placer des épouses et des veuves à la tête d'États. Les systèmes politiques de type monarchique, même s'ils excluent formellement les femmes de l'accès au pouvoir politique, ouvrent dans les faits aux femmes de la famille du prince la possibilité d'exercer des rôles d'autorité en remplacement des maris. De ce point de vue, l'évolution politique des États italiens à la Renaissance, qui voit l'affirmation du pouvoir des dynasties princières aux dépens des sys-

tèmes de type républicain, fondés sur des conseils de citoyens et patriciens élus, offre aux femmes davantage de possibilités³.

ANNA BELLAVITIS

1 - Parmi les travaux récents publiés en France, sans compter les biographies de reines, voir Fanny COSANDEY, *La reine de France. Symbole et pouvoir, XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 2000; Isabelle POUTRIN et Marie-Karine SCHAUB (dir.), *Femmes et pouvoir politique. Les princesses d'Europe, XV^e-XVIII^e siècle*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2007; Thierry WANEGFFELEN, *Le pouvoir contesté. Souveraines d'Europe à la Renaissance*, Paris, Payot & Rivages, 2008.

2 - Joan KELLY, « Did women have a Renaissance? », in R. BRIDENTHAL et C. KOONZ (éd.), *Becoming visible: Women in European history*, Boston, Houghton Mifflin, 1977, p. 137-164. Voir notamment Sophie CASSAGNES-BROUQUET, Christiane KLAPISCH-ZUBER et Sylvie STEINBERG, « Sur les traces de Joan Kelly. Pouvoir, amour et courtoisie (XII^e-XVI^e siècles) », *Clio. Histoire, femmes, sociétés*, 32, 2010, p. 17-52.

3 - Voir sur ce point Martha C. HOWELL, « Citizenship and gender: Women's political status in Northern Medieval cities », in M. ERLER et M. KOWALESKI (dir.), *Women and power in the Middle Ages*, Athens, University of Georgia Press, 1988, p. 37-60.

Renaud Villard

Du bien commun au mal nécessaire. Tyrannies, assassinats politiques et souveraineté en Italie, vers 1470-vers 1600
Rome, École française de Rome, 2008,
VIII-912 p.

Il suffit de penser à l'un des plus célèbres jeux vidéo de la dernière décennie, *Assassin's creed* ou *Le credo de l'assassin*, pour constater que la conjuration occupe toujours une place de choix dans l'image pop de la Renaissance italienne (peu importe si les Templiers – incontournables désormais – gâchent irrémédiablement l'hypothétique ambition didactique). Renaud Villard est bien conscient de la florissante littérature portant sur les plus mémorables des conjurations italiennes qui existe dans ce *no man's land* entre historiographie et fiction. Son étude, pourtant, est la

première à considérer le phénomène sur la longue durée, et de façon résolument comparative.

D'ailleurs, de quel phénomène s'agit-il exactement? À peine se penche-t-on sur la question que l'on est confronté à la remarquable évanescence de l'objet historique « conjuration ». On peut partir de la *coniuratio*, du serment lui-même, qui lie des individus en un tout, mais cela porterait à considérer une multiplicité de formations corporatives qui n'ont rien de la conjuration au sens moderne. On peut également partir des résultats de la conjuration, les assassinats politiques réussis, mais on finirait par exclure la grande majorité des conjurations qui, rumeurs ou coups de bluff, contribuèrent pourtant de façon décisive à la définition du pouvoir princier, des groupes dirigeants et des institutions de l'État entre Moyen Âge et *Early Modern*. Faire l'histoire de la conjuration signifie inévitablement faire l'histoire du pouvoir souverain, et l'Italie de la Renaissance est un formidable laboratoire de formes de souveraineté.

L'auteur a donc dû faire des choix précis, qui sont expliqués diffusément dans les premiers chapitres. Les sources possibles, pour commencer, sont très variées : histoires, chroniques et mémoires, correspondances officielles et privées, poésie politique, législation et traités savants, procès. Le danger de se faire ensorceler par la fameuse richesse des archives italiennes a dû avoir été bien réel, alors que l'auteur en visitait un grand nombre dans les villes majeures et mineures de l'Italie du Centre-Nord (Milan est la seule absente) – on en voit peut-être les traces dans les notes de bas de page qui généralement préfèrent citer les sources manuscrites plutôt que les éditions imprimées de certains textes.

Les contours de l'espace géographique que l'auteur a établi d'autorité sont sensés et nécessaires, mais l'on pourrait objecter que l'exclusion du royaume de Naples est moins justifiée ici que celle du duché de Savoie ou des domaines des princes-évêques de Trente, car la déstabilisation de l'axe Milan-Florence-Naples devint, dès la formation de la Ligue italienne, l'objectif plus ou moins déclaré de tous les conspirateurs du XV^e siècle. La chronologie officielle (« vers 1470-vers 1600 ») cache

en effet un plus vaste recensement, qui s'étend à tous les moments clés du XV^e siècle et consacre plusieurs pages à une conjuration modèle comme celle de Stefano Porcari en 1452.

Le livre est articulé en trois sections. La première réfléchit sur la conjuration comme discours, ses justifications, ses modèles classiques, et sur l'événement comme mémoire fondatrice. On est là au croisement de plusieurs des routes majeures de l'historiographie de la Renaissance ; ici l'étude de la conjuration rencontre les débats juridiques et théologiques sur la tyrannie, la *vexata quaestio* de la signification politique d'une éducation humaniste, l'expansion de la justice criminelle, la vendetta et les factions – sur lesquelles précisément des cas italiens ont engendré dans les deux dernières décennies une vaste littérature. L'auteur utilise l'expression – heureuse et nouvellement réapparue dans la science politique – « fragments de souveraineté » pour circonscrire le groupe d'acteurs politiques que l'on peut à juste titre assimiler au prince ; il peut ainsi inclure dans son champ de recherche les violences associées au conflit entre factions qui aboutissent à l'assassinat, quoique la lutte entre partis ait une dynamique propre qui, dans des cas exceptionnels seulement, se retourne ouvertement contre le pouvoir public.

La section centrale sur les acteurs et les pratiques révèle toute la fécondité du travail comparatif. R. Villard impose une structure au chaos des événements en adoptant une vision concentrique des acteurs de la conjuration, dont on examine le profil social, les diverses motivations, les langages symboliques. L'étude, par exemple, de bannis et spadassins, au support armé desquels les protagonistes de la conjuration doivent toujours avoir recours, et de leurs connexions avec le réseau plus ample des conjurés offre un aperçu fascinant sur les marges, redoutées mais encore indispensables, d'une société politique en train de se rétrécir et de s'aristocratiser.

La troisième partie se penche sur les vainqueurs, qui bien évidemment ne sont jamais les conjurés. Répression, avant tout, puis renversement du discours anti-tyrannique contre les conjurés eux-mêmes, mais surtout contrôle

et manipulation de l'information et de l'accès au prince sont les armes bien connues du pouvoir princier que des conjurations vraies ou simplement possibles rendent légitimes. L'affirmation d'un pouvoir souverain plus distant et secret se fait au détriment de la *libertà* si chère aux Italiens, le mot que les derniers conjurés invoquent encore, même là où, comme à Gênes, la commune-république a survécu aux guerres d'Italie sous le nom, justement, de *Libertas*. Plus concrètement, la construction de la souveraineté passe par la criminalisation de la dissidence politique, dont la vivacité avait été la marque de l'Italie des siècles précédents. En 2011, il est facile de penser au *Risorgimento* et à cette même inconfortable équation entre dissidence et criminalité.

Il y a quelque chose d'héroïque dans ces projets de recherche qui se proposent d'analyser l'Italie entière dans une période de changements institutionnels frénétiques. R. Villard a réussi à composer un tableau cohérent et détaillé d'un espace politique qui apparaît si souvent à la fois antonomase et exception du moderne.

SERENA FERENTE

Sandro Landi

Machiavel

Paris, Ellipses, 2008, 299 p. et 8 p. de pl.

Post res perditas, « après le désastre » : Roberto Ridolfi avait déjà relevé cette notation en marge d'un des manuscrits de Nicolas Machiavel (1469-1527). Se remémorant le temps où il s'abîmait tout entier dans l'action politique, l'ancien secrétaire de la seconde chancellerie de Florence caractérisait ainsi la ruine de ses convictions républicaines, ébranlées par le retour au pouvoir des Médicis en 1512, inaugurant cette nouvelle « qualité des temps » contre laquelle il ne cessera depuis lors d'aiguiser sa plume d'historien, de dramaturge, de théoricien du politique. Sandro Landi fait justement de cette pointe désabusée l'axe de la biographie de Machiavel, originale et talentueuse, qu'il propose aujourd'hui : « Dans son histoire, de même que dans l'his-

toire de Florence, il y aura toujours un avant et un après 1512 » (p. 101-102).

Ainsi donc la vie de Machiavel cumulerait-elle les deux écueils classiques qui guettent toute entreprise biographique, dès lors qu'elle s'attaque à un homme de pouvoir qui fut aussi un homme de lettres : avant 1512, Machiavel agit et écrit peu (sinon bien entendu ses milliers de lettres, dépêches et missives diplomatiques, mais qui ressortent pleinement du registre de l'action politique) – aussi sa vie se confond-elle avec le récit des événements de la république de Florence qu'il sert avec passion et engagement ; après 1512, Machiavel écrit et agit peu – et c'est alors avec ses livres que se confond sa vie, au risque pour le biographe de glisser de la chronique des faits à l'analyse littéraire.

Averti de ces dangers, et prétendant ramener Machiavel à un « devoir de complexité » (p. 6) qu'il associe à la discipline historique, par opposition à la philosophie et aux sciences politiques auxquelles il attribue la réactualisation de la pensée machiavélienne aujourd'hui (mais de tout cela il conviendrait sans doute de discuter), S. Landi n'a pas souhaité reconstituer une linéarité biographique dont l'ouvrage classique de Roberto Ridolfi marquerait la référence indépassable¹. Aussi a-t-il su, de manière plus nette sans doute que les dernières biographies parues en français², donner à son livre l'allure vélocité d'un essai qui sélectionne les faits et les analyse davantage qu'il ne les accumule – un peu à la manière du brillant petit livre de Quentin Skinner dont on s'étonne d'ailleurs que les thèses soient si peu discutées³.

Car la question du républicanisme machiavélien, qui est au cœur de la tradition interprétative défendue par les historiens des idées de ce qu'il est venu d'appeler l'école de Cambridge, est l'un des ressorts de la réflexion de S. Landi. Et ce depuis ses importants travaux sur le gouvernement de l'opinion publique⁴ qui faisaient notamment saillir un autre « moment machiavélien » que celui identifié par John Pocock : lorsque Machiavel justifie la plus grande lucidité de l'opinion commune par rapport à la voix des princes, « de sorte qu'elle semble prévoir par une vertu occulte le bien et le mal qu'on fait [au peuple] »,

ainsi qu'il l'écrit dans ses *Discours sur la première décade de Tite-Live*. Ce faisant, le secrétaire de la seconde chancellerie de Florence ne fait rien d'autre que de capitaliser l'expérimentation politique des États italiens de l'extrême fin du Quattrocento.

S'appuyant fermement sur les acquis de la recherche récente, l'auteur excelle à reconstituer cette « longue expérience des choses modernes et continuelle lecture des antiques » que revendique Machiavel dans sa lettre dédicatoire au *Prince*. On retiendra notamment, du côté des lectures, celles qu'inspirait son père Bernardo Machiavelli, dont le *Libro di Ricordi* est ici parfaitement exploité pour caractériser une ambition culturelle qui, du fait d'une position sociale non éminente, demeurait en contrebas des standards de l'humanisme florentin. Le *De natura rerum* de Lucrèce fut sans doute le livre de sa vie – ce qui n'était pas sans conséquence sur sa philosophie matérialiste. Quant à l'expérience politique, elle est également très bien reconstituée grâce à l'exploitation des documents de la pratique issus de la chancellerie durant la période d'activité de Machiavel et de son groupe, de 1498 à 1512 : c'est en effet en prenant mieux en compte cette abondante documentation, y compris du point de vue littéraire (la langue machiavélienne y apparaît forgée au feu de l'action politique, comme un alliage qui est tout sauf original puisqu'il reprend pour une bonne part le langage commun des professionnels de la négociation politique italiens), que la recherche a fait, depuis vingt ans, ses progrès les plus décisifs.

Pour donner forme à son sujet et force à son propos, S. Landi discrimine les faits, hiérarchise les idées, contraste les situations – et c'est parce que sa biographie a l'élégance de la brièveté qu'elle est aussi, par nécessité, subjective. On peut dès lors discuter, voire contester, certains choix – reste que ce sont pleinement des choix d'historien. Ainsi l'importance de la mission de Machiavel en Allemagne (décembre 1507-juin 1508) est-elle minorée, alors qu'elle demeure sans doute essentielle pour comprendre sa philosophie de la souveraineté, telle qu'elle s'exprime notamment dans *Le Prince*. Il en va de même de l'expérience cruciale que fut pour lui l'institu-

tion de la milice florentine dans le Mugello et le Casentin en 1506, puis la campagne de Pise (août 1508-juin 1509), expériences par lesquelles il conforte sa certitude sur le fait que « les meilleures armées qui soient sont celles des populations armées », ainsi qu'il l'écrit à son ami Francesco Vettori en 1513. Peut-être S. Landi néglige-t-il cette question déterminante des « armes propres », qui constitue la clef de voûte de la politique machiavélienne, et qui fait de son *Art de la guerre* (1521) le plus politique de ses livres – précisément parce qu'il est à la fois le plus pratique (fondé sur « l'expérience des choses modernes ») et le plus théorique (nourri de la « lecture des antiques »).

L'analyse des principales œuvres de Machiavel occupe une bonne part de la seconde partie de l'ouvrage. Si elles gagnent toujours à être rapportées au contexte historique de leur production (en particulier pour déniaiser le rapport encore fasciné que les historiens du politique entretiennent avec la *libertas* des Florentins), elles doivent être envisagées dans leur dimension purement langagière. On pourra, de ce point de vue, débattre des interprétations que propose S. Landi – notamment sa lecture de *La Mandragore* – ne serait-ce que parce que, tout en faisant parfaitement la part de l'ambiguïté constitutive de la portée politique des écrits machiavéliens, il les considère souvent sous l'angle d'une motivation obstinée, un peu misérable et toujours déçue : le « ralliement aux Médicis » (p. 120). Cette interprétation rend parfaitement compte de ce qu'il peut y avoir de pathétique dans la vie de Machiavel – très bien mis en scène dans les dernières pages du livre consacrées aux récits de sa mort, où l'on peine encore à démêler le désespoir de la rouerie. Elle laisse toutefois planer le spectre de la trahison (qui est l'un des masques de l'antimachiavélisme) sur l'énigme de l'engagement politique d'un Machiavel qui demeure, de ce point de vue, fondamentalement républicain : comment comprendre que ce qu'il y avait de plus politique dans son engagement, était, dans le même temps, ce qui demeurerait irrémédiablement poétique ?

PATRICK BOUCHERON

1 - Roberto RIDOLFI, *Vita di Niccolò Machiavelli*, Florence, Sansoni, 1972.

2 - Ugo DOTTI, *La révolution Machiavel*, trad. par R. Lenoir, Grenoble, Jérôme Millon, [2003] 2006 ; Marina MARRIETTI, *Machiavel. Le penseur de la nécessité*, Paris, Payot, 2009.

3 - Quentin SKINNER, *Machiavel*, trad. par M. Plon, Paris, Le Seuil, [1981] 2001.

4 - Sandro LANDI, *Naissance de l'opinion publique dans l'Italie moderne. Sagesse du peuple et savoir de gouvernement de Machiavel aux Lumières*, Rennes, PUR, 2006.

Matthias Schnettger

« *Principe sovrano* » oder « *Civitas imperialis* »? *Die Republik Genua und das Alte Reich in der frühen Neuzeit (1556-1797)*
Mayence, Philipp von Zabern, 2006,
x-694 p.

Qui a l'habitude de voir l'histoire de Gênes à l'époque moderne dans une perspective méditerranéenne (de la concurrence entre la France, l'Espagne et l'empire ottoman) ou à travers le prisme du *master narrative* braudélien (du déplacement du centre de gravité économique de Venise et Gênes à Anvers et Amsterdam) sera surpris : le « siècle des Génois » est évoqué sur une seule page du premier chapitre. Au centre de ce livre ne sont pas les Doria ou les Spinola mais la chambre aulique à Vienne et le plénipotentiaire impérial à Milan. Gênes et son territoire sont vus comme une périphérie du Saint-Empire dont la *Superba* dépend comme ville libre d'Empire et tenant de fiefs impériaux.

L'ouvrage se veut une contribution à l'histoire politique et constitutionnelle du Saint-Empire et au vif débat des dernières années sur la nature même de ce *monstro simile*. Contre ceux qui voient surtout dans le noyau d'institutionnalisation dense au Centre et au Sud de l'Allemagne les éléments modernes d'un « État impérial complémentaire » (*komplementärer Reichs-Staat*, Georg Schmidt), voire un « proto-État national », l'auteur s'inscrit dans la tradition des travaux de Karl Otmar von Aretin sur l'Italie impériale (*Reichsitalien*). Dans cette interprétation, les liens féodaux (*Reichslehnswesen*) constituent un élément important, prémoderne, d'un Empire qui

comprend, outre les dix cercles d'Empire (y compris celui de Bourgogne) et les pays de la couronne de Bohême, une grande partie de l'Italie du Nord et du Centre. En dehors du débat dans le champ historiographique allemand de la *Reichsverfassungsgeschichte*, le déplacement de la perspective (regarder l'Empire depuis Gênes, et Gênes depuis Vienne et non pas depuis l'Escorial) a permis, à la suite des travaux de von Aretin et d'historiens italiens, une réinterprétation de la formation d'États régionaux en Italie, moins marquée par un modèle d'État-nation plaqué sur une évolution plus complexe.

En choisissant la république de Gênes, l'auteur s'interroge aussi, dans une autre tradition remontant à Jacob Burckhardt et reprise, significativement dans les années 1940, par le Néerlandais Johan Huizinga et son traducteur suisse, Werner Kaegi, sur la place et le rôle des petits États (*Kleinstaaten*) dans l'histoire européenne. Matthias Schnettger cite un classement des États européens des années 1760 où Gênes se trouve dans la quatrième classe des puissances, à côté de la Confédération helvétique, la Toscane et des plus importants États territoriaux allemands. Un critère distinctif des petits États est qu'ils ne possèdent qu'une souveraineté limitée. Cette question soulevée dans le titre de l'ouvrage est au centre des relations entre Gênes et l'Empire à l'époque moderne. Le statut de ville libre d'Empire (*civitas imperialis*) signifiait un rapport d'immédiateté avec l'empereur et la nécessité de se faire confirmer à chaque élection impériale les privilèges de la *Superba*. La lutte de Gênes pour la reconnaissance de sa souveraineté culmine dans les années 1630 lorsqu'elle se met sous la suzeraineté de la Vierge (considérant l'empereur comme protecteur seulement). En fin de compte, cette lutte contre un déclasserement par rapport aux grandes monarchies se solde cependant par un échec. D'une part, l'empereur pouvait exercer des pressions en liant la reconnaissance des privilèges avec le renouvellement de l'investiture de fiefs impériaux acquis par des aristocrates génois ou par la *Signoria* afin d'arrondir son territoire (Finale, Sassella, etc.). D'autre part, la république de Gênes sera exposée à la pression croissante de voisins monarchiques puissants.

Ces questions sont traitées dans le livre de manière méticuleuse, suivant parfois presque au jour le jour les procédures judiciaires et les échanges diplomatiques. Les problèmes de la souveraineté génoise ou de sa soumission sous l'autorité impériale sont abordés dans les chapitres 2 à 4 : en analysant l'articulation et la désarticulation finale entre le renouvellement des privilèges de la république et des investitures dans les fiefs impériaux ; puis en suivant la lutte génoise pour la reconnaissance de sa souveraineté au niveau des titulatures et du cérémoniel – essentiel pour maintenir sa place parmi les puissances européennes ; enfin, en observant, à travers quelques études de cas, l'implication de la juridiction impériale (*Reichsgerichtsbarkeit*) dans des conflits génois. Les efforts de la république pour arrondir son territoire et y affirmer son contrôle sont traités en détail, au niveau local, en s'appuyant par exemple sur les travaux d'Edoardo Grendi auxquels ils apportent en plus la perspective viennoise. Les deux derniers chapitres changent d'échelle. Gênes est placée au XVIII^e siècle dans le rapport de force des puissances européennes – avec le menaçant voisin savoyard –, ce qui signifie pour la république des pertes territoriales (les Langhe, Cinque terre, puis la Corse). Le dernier chapitre opère encore un changement de perspective en se consacrant aux aspects pécuniaires des relations entre Gênes et l'Empire, c'est-à-dire le paiement de subsides, la mise à contribution dans les guerres européennes du XVII^e et XVIII^e siècle et leur refus, ainsi que les conflits autour du monopole du sel.

L'étude de M. Schnettger démontre de manière convaincante l'importance des relations avec l'Empire pour la république de Gênes et, plus largement, pour une meilleure compréhension de l'histoire de l'Italie à l'époque moderne. Le décentrement opéré de la périphérie vers le centre de l'Empire, concernant les débats sur la nature du Saint-Empire, demande au lecteur moins familier, ou moins passionné par la *Reichsverfassungsgeschichte*, un grand effort pour ne pas perdre de vue, dans les présentations très détaillées des litiges et conflits, les questions importantes autour de la souveraineté limitée et la place des *Kleinstaaten* dans l'histoire européenne.

**Jean Boutier, Sandro Landi
et Olivier Rouchon (dir.)**

La politique par correspondance. Les usages politiques de la lettre en Italie, XIV^e-XVIII^e siècle

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 320 p.

Convaincus que les lettres peuvent être un objet d'étude à part entière, Jean Boutier, Sandro Landi et Olivier Rouchon, à qui l'on doit la direction d'un premier ouvrage sur *Florence et la Toscane*¹, ont invité les différents contributeurs à envisager l'épistolarité comme une configuration et un processus historiques. Telle position, que personne n'oserait aujourd'hui contester, est accompagnée d'une problématique ambitieuse, qui consiste à voir dans la lettre un agent de transformation du réel et à considérer les correspondances comme des acteurs historiques.

Dans une introduction claire et synthétique, les trois curateurs retracent à grands traits les principales mutations de l'épistolarité renaissante que sont l'augmentation du nombre de lettres produites et mises en circulation, l'accroissement et l'accélération de leur diffusion dans l'espace et la société, ainsi que la diversification des usages et des types de correspondance, et les resituent dans le contexte précis des cultures politiques italiennes et des besoins renouvelés des gouvernements.

Consacrée aux modèles de lettres et à leurs normes d'écriture, la première partie s'ouvre sur une nécessaire présentation de l'influence des *artes dictaminis* et de la rhétorique humaniste sur les arts épistolaires des XV^e et XVI^e siècles (Maria Cristina Panzera). Émerge de ce premier texte un groupe social particulier, celui des secrétaires de chancellerie, auquel le polygraphe Francesco Sansovino adresse son célèbre manuel de lettres, et dont la constitution semble être étroitement contemporaine des mutations des États modernes, caractérisées par la professionnalisation et l'uniformisation des pratiques administratives. Si des codifications médiévales aux lettres familières de Pétrarque apparaît un certain « effacement du politique » (p. 26), la *trattatistica* moderne, incarnée ici par Sansovino,

rend compte d'une profonde dynamique de re-politisation des usages de la lettre, ce que confirment les développements que Jean-Claude Waquet dédie à la formalisation de la lettre diplomatique par Machiavel, Le Tasse et Persico.

Après la paix de Lodi, l'Italie est entrée dans un nouvel âge politique. La représentation diplomatique permanente est en voie de généralisation, et les pratiques épistolaires s'en ressentent. Devenue un objet de pouvoir et de communication aussi courant que technique, la correspondance politique donne également naissance à des formes et à des types épistolaires connexes, telles les lettres d'avis par exemple, auxquelles les historiens n'ont pas toujours prêté une attention aussi soutenue qu'aux dépêches des diplomates. L'instruction diplomatique – lettre « *sui generis*, lettre-document en forme de *vade-mecum* » (p. 106) – fait par exemple pleinement partie de ces documents de la pratique essentiels au bon déroulement des échanges politiques, au point de devenir, au tournant des XIV^e et XV^e siècles, le fondement même de la *doxa* diplomatique moderne. Art, pratique et outil du politique, les correspondances modernes – et c'est là, selon nous, le principal enseignement sinon de l'ouvrage, du moins de la stimulante contribution d'Iaria Taddei – ne se limitent nullement aux seules dépêches. Leur analyse ne saurait, par conséquent, faire l'économie d'une description critique et comparée des documents, de leur matérialité comme de leurs discours, sur laquelle pourrait être fondée une histoire de la communication politique.

La troisième partie est structurée autour d'approches plus fonctionnalistes encore que les deux précédentes. Les lettres y paraissent toujours servir les desseins des acteurs et répondre à des stratégies précises, telles les lettres de vœux, par exemple, interprétées dans le cadre d'une véritable économie de la faveur (J. Boutier). Surtout, cette partie accorde aux correspondances un rôle performatif. L'officialité de sa charge donne effectivement à l'épistolier la possibilité d'instituer son expérience et ses énoncés, de construire des catégories politiques nouvelles qui, comme le montre Sandro Landi au sujet des lettres du Machiavel secrétaire de chancellerie, peuvent

ensuite s'imposer. Comme nous l'apprend l'exemple passionnant de l'imposteur Giorgio del Giglio Pannilini, vrai-faux informateur de Côme I^{er} de Médicis, développé par Florence Buttay, la maîtrise avancée de l'*habitus* épistolaire permet de faire passer pour vrai ce qui n'est que vraisemblable et de créer des effets de réel suffisamment forts pour que le contenu des lettres ne soit pas discuté et que l'épistolier puisse alors user de son pouvoir pour mystifier son destinataire.

Servi par une problématisation pertinente, une organisation claire et une forte unité chronologique et géographique – la coloration toscane, sinon florentine, est très nette –, l'ouvrage est cohérent. Une réflexion liant les usages politiques de la lettre aux mécanismes de prise de décision aurait pu néanmoins enrichir l'enquête. Ni les institutions chargées de recevoir les correspondances et d'entretenir les échanges, ni les modalités concrètes de traitement et de communication des informations à destination des décideurs ne font l'objet de développements. Malgré les développements que Nicole Reinhardt consacre au gouvernement de l'État ecclésiastique, qui lui donnent en outre l'occasion de revenir sur les rôles respectifs du cardinal-neveu et du cardinal secrétaire d'État, la gestion administrative des correspondances est effectivement une question peu abordée par les différents contributeurs.

La politique par correspondance acte néanmoins une nouvelle manière de travailler les lettres, toutes les formes de lettres, et l'enquête s'insère pleinement dans le champ renouvelé de l'histoire des cultures politiques. À la lettre-miroir, analysée pour ses seuls contenus informatifs, est substituée une lettre-agent, une lettre agent de transformation, dont la promotion heuristique sonne – on ose l'espérer – le glas des problématiques classiques, qui n'envisageaient les documents que pour les faits qu'ils dévoilaient, autrement dit comme les reflets d'une réalité extérieure.

Les positions de principe adoptées par la plupart des contributeurs, ainsi que par les trois curateurs de l'ouvrage dans leur propos introductif, ne sont pas sans montrer que certaines disputes suscitées naguère par le *linguistic turn* n'ont plus lieu d'être. Les acquis, en

effet, sont avérés, mais ils gagneraient encore à être renforcés par des outils méthodologiques plus fermes, empruntés ici aux sciences du langage ou à l'analyse des discours, là à la sociologie des textes ou à l'anthropologie cognitive. Mais gageons que l'un des apports de ce livre sera, justement, d'avoir ouvert la voie à des travaux de ce type.

JOHANN PETITJEAN

1 - Jean BOUTIER, Sandro LANDI et Olivier ROUCHON (dir.), *Florence et la Toscane, XIV^e-XIX^e siècles. Les dynamiques d'un État italien*, Rennes, PUR, 2004.

Lodovica Braidà

Libri di lettere. Le raccolte epistolari del Cinquecento tra inquietudine religiose e « buon volgare »

Turin, Editore Laterza, 2009, 330 p.

L'ouvrage de Lodovica Braidà, professeur à l'université de Milan, traite des collections épistolaires publiées en Italie en langue vernaculaire au XVI^e siècle. Cette mode éditoriale, étudiée ici à partir de la publication de lettres de l'Arétin en 1538, mais plus encore à partir de deux recueils publiés simultanément en 1542 (année de la création de l'Inquisition) par Paul Manuce et Cuzio Troiano Navò, a des effets immédiats et durables – jusqu'au XIX^e siècle – sur la composition même des lettres. C'est à Venise principalement que sont publiés ces recueils. Le projet éditorial de Manuce en particulier rencontre un immense succès et donne lieu à de multiples rééditions. L'auteur s'appuie sur les travaux précédents d'Amedeo Quondam, Jeanine Basso, Gigliola Fragnito ou Massimo Firpo et introduit son propos par une mise au point historiographique fort utile.

Les quatre chapitres du livre suivent l'ordre chronologique, entre les années 1540 et le début du siècle suivant. Ce livre étudie les acteurs et les réseaux, les modalités de constitution des anthologies de lettres italiennes. Leur histoire est loin de ne concerner que l'histoire littéraire ou linguistique de la péninsule; elle est liée en particulier à l'histoire religieuse du temps. Le premier chapitre

traite des recueils publiés dans les années 1540, où les *spirituali* tiennent une grande place : L. Braidà met en lumière la place d'hommes comme le protonotaire Pietro Carnesecchi (condamné plus tard), des hommes d'Église tentés par les opinions hétérodoxes et celles de vaudois dans la constitution des recueils, et montre que ces anthologies permettent de faire connaître à un public plus large les opinions d'un petit groupe d'hommes aux positions sociales variées mais tous liés entre eux.

Le deuxième chapitre étudie une autre Italie, celle du pape Paul IV Carafa et de l'Inquisition triomphante à laquelle vont se heurter les éditeurs de ces recueils à partir de l'Index de 1558. Dans les années 1550, de nouvelles anthologies apparaissent : celles de Dionigi Atanagi (plagiée ensuite par Girolamo Ruscelli), lié aux mêmes milieux hétérodoxes que Manuce, en 1555, dont le contenu éclaire le lecteur sur les rapports diplomatiques construits depuis trente ans entre le roi de France, l'empereur et le pape ; celle de Lodovico Dolce, qui avait été chargé par l'Arétin de préparer son deuxième volume de lettres et édite un choix de lettres déjà imprimées, sans toujours indiquer d'où il les tire.

L. Braidà montre bien à quel point, à partir des années 1560, le modèle de ces lettres se modifie. Les éditeurs des recueils précédents proposent désormais des volumes essentiellement thématiques, lettres burlesques et lettres de princes puis, avec Francesco Sansovino, des lettres de secrétaires, des lettres pour les autres. À la fin du siècle, comme le décrit L. Braidà dans son dernier chapitre, ce type d'ouvrages se répand, l'admiration pour l'*inventio* étant remplacée par l'éloge de l'imitation.

L'auteur propose des portraits très riches des principaux acteurs et une analyse fine des réseaux complexes et de leurs évolutions ; son tableau du milieu des *spirituali* dans les années 1540 ou bien son étude d'Atanagi sont particulièrement intéressants. L. Braidà examine tous les aspects pouvant permettre de comprendre les choix effectués pour la composition de ces recueils : cela l'oblige parfois à s'attarder longuement sur des questions qui peuvent sembler éloignées du sujet, mais qui

apportent effectivement une grande aide au lecteur qui ne maîtriserait pas à la fois l'histoire linguistique, littéraire, religieuse ou politique de l'Italie, l'histoire du livre et celle de l'Église de Rome. Toutefois, l'étude porte beaucoup plus sur les questions religieuses que sur les aspects littéraires et linguistiques, même si la compétition entre Ruscelli et Dolce au sujet des éditions du *Decameron* est longuement rappelée. La présence très forte des milieux liés aux cardinaux réformistes des années 1540 dans les recueils étudiés est, au fond, le deuxième thème de ce livre, comme l'annonce en partie son titre. Le « *buon volgare* » apparaît peut-être trop peu.

Une telle étude permet d'identifier les différences et les évolutions au fil du siècle, entre recueils de lettres récentes et anthologies pour lesquelles l'actualité du contenu n'est pas un critère, ensembles généralistes et thématiques, lettres anonymes ou signées... La description des volumes étudiés, en fin de volume, est sans doute trop courte : certes, les titres sont indiqués en transcription diplomatique, mais à quoi bon indiquer les coupures de lignes si cet aspect n'est pas étudié ? En revanche, une table des matières de ces ouvrages, avec peut-être un tableau comparé des éditions successives du recueil de Manuce, aurait permis au lecteur de mieux identifier et comprendre leur composition.

RAPHAËLE MOUREN

Milena Sabato

Il sapere che brucia. Libri, censure e rapporti Stato-Chiesa nel Regno di Napoli fra '500 e '600

La Galatina, Congedo Editore, 2009, 283 p.

L'ouvrage de cette jeune chercheuse de l'université de Lecce, de même que celui qu'elle a publié précédemment¹, est issu de sa thèse de doctorat et tous deux se fondent autant sur les recherches déjà existantes sur la politique de censure dans la période de la vice-royauté espagnole que sur l'analyse de matériaux inédits conservés à Rome dans l'Archive de

la congrégation de la Doctrine de la foi et les archives diocésaines de la Terre d'Otrante.

En suivant une lignée historiographique consolidée, l'objectif déclaré par Milena Sabato est de mettre en évidence les tensions et conflits entre les autorités ecclésiastiques et les autorités civiles sur le thème de la censure des livres et, plus généralement, concernant la circulation et le contrôle des idées au lendemain du concile de Trente. L'espace sur lequel se concentre l'analyse est constitué par un vaste territoire de l'extrême province méridionale, dénommé Terre d'Otrante d'après le nom de sa ville historiquement plus connue ; toutefois la rareté et le caractère fragmentaire des sources locales empêchent souvent un regard plus approfondi et obligent l'auteur à s'appuyer sur des recherches plus générales et déjà largement exploitées.

Dès la seconde moitié du *xvi*^e siècle, en suivant les directives tridentines conformément à ce qui se passait déjà dans le reste du royaume de Naples, par le moyen de documents synodaux spécifiques, les évêques de la Terre d'Otrante – qui comprenait de nombreux diocèses, parmi lesquels Gallipoli, Ugento, Nardò et Lecce – s'engagèrent dans une action collective dans le but de contrôler la production et la diffusion des livres considérés comme dangereux pour le salut des âmes. L'attention était davantage concentrée sur la diffusion des traductions en langue vulgaire, même partielles, de la Bible, et la circulation des livres des hérétiques et des volumes qui promouvaient des activités superstitieuses, des pratiques de magie ou de sorcellerie. Ce contrôle s'effectuait tant à travers l'inspection périodique des imprimeries qu'à travers une vigilance accrue au contrôle des frontières. D'autre part, dans un territoire comme celui du Salento, où le nombre des imprimeries est très modeste et la production d'œuvres imprimées relativement réduite par conséquent, la contamination et le danger des mauvaises lectures proviennent surtout des frontières terrestres ou maritimes. Très intéressants, à cet égard, sont les rappels continus, tout au long du *xvii*^e siècle, des évêques de la Terre d'Otrante aux douaniers pour qu'ils exercent une surveillance accrue à l'égard des impressions et des manuscrits en provenance de l'étranger.

Face à l'activisme de l'Église romaine à l'échelle locale, on assiste à une vigoureuse tentative des vice-rois espagnols de limiter les ingérences ecclésiastiques tout en exerçant un contrôle attentif vis-à-vis de toute diffusion d'idées séditeuses et contraires à l'ordre politique et social existant. De 1544 à 1648, les Pragmatiques vice-royales se poursuivent, visant à mettre la production des œuvres imprimées sous le contrôle direct de l'autorité civile, c'est-à-dire du chapelain majeur (*Cappellano Maggiore*), nommé par le roi, suivant une ligne juridictionnelle cohérente. En fait, comme le souligne judicieusement M. Sabato, cette double censure entraîne non seulement une confusion normative mais aussi des conflits nombreux et répétés avec l'autorité ecclésiastique. Cependant, bien que les autorités nationales espagnoles n'aient jamais concédé l'*exequatur* royal aux décrets du concile de Trente sur la censure des livres ni à l'*Index librorum prohibitorum* – qui restent donc des normes de l'Église jamais appliquées par l'État –, l'autorité ecclésiastique semble la seule légitime pour contrôler efficacement l'activité éditoriale et adopter une interprétation homogène grâce à certains outils jugés efficaces : la surveillance collégiale exercée par les évêques sur la concession des permis d'impression, la délivrance des licences de lecture et le contrôle étroit des représentations théâtrales, traditionnellement considérées comme un danger potentiel pour le salut des âmes et pour la diffusion parmi les classes populaires de comportements scandaleux.

En fait, il ne reste au pouvoir espagnol – préoccupé par la diffusion des idées hérétiques et séditeuses, qui tendaient à miner non seulement l'ordre religieux, mais aussi l'organisation de la société civile – qu'à soutenir les interventions de l'Église romaine et à collaborer avec les autorités ecclésiastiques au niveau local. On assiste par conséquent, aux *xvi*^e-*xvii*^e siècles, à une convergence d'intérêts dans le but de punir sévèrement les comportements et les idées hétérodoxes : la possession de livres sacrilèges ou de superstitions, la diffusion de pamphlets infamants comme éléments de trouble de l'ordre public, ou encore la distribution de fausses indulgences pour recueillir de l'argent.

Le volume de M. Sabato est enrichi d'annexes consistantes, dans lesquelles sont réunis, entre autres, les actes des synodes diocésains de Terre d'Otrante en matière de censure des livres, les Pragmatiques gouvernementales et de nombreux *Tableaux des livres interdits et expurgeables* présents dans les couvents de Terre d'Otrante, élaborés sur la base de l'enquête de la fin du XVI^e siècle ordonnée et soutenue par la congrégation de l'Index, qui témoignent de la diffusion des textes interdits même dans la réalité des couvents du Salento.

Même si, comme on l'a déjà remarqué, la documentation originale est peu abondante, le volume constitue dans l'ensemble une confirmation significative des thèses de l'historiographie la plus récente concernant les rapports entre Église et États autour du thème du contrôle de la circulation des livres et de la lecture dans l'Ancien Régime. Dans ce cadre, il est regrettable de trouver certaines inattentions, dont on ne sait si elles sont imputables à l'auteur, telle l'attribution aux Fratelli Fiamminghini du très célèbre tableau de Antonello da Messina, *Saint Jérôme dans son cabinet de travail*.

MARIA IOLANDA PALAZZOLO

1 - Milena SABATO, *Poteri censori. Disciplina e circolazione libraria nel Regno di Napoli fra '700 e '800*, La Galatina, Congedo Editore, 2007.

Sylvio Hermann De Franceschi

Raison d'État et raison d'Église.

La France et l'Interdit vénitien, 1606-1607 : aspects diplomatiques et doctrinaux

Paris, Honoré Champion, 2009, 567 p.

Sylvio Hermann De Franceschi

La crise théologico-politique du premier âge baroque. Antiromanisme doctrinal, pouvoir pastoral et raison du prince : le Saint-Siège face au prisme français, 1607-1627

Rome, École française de Rome, 2009, 979 p.

Dans la généalogie religieuse de la modernité politique, une large place a été faite au protestantisme et, plus récemment, à la réforme

tridentine, mais l'historiographie n'avait que partiellement pris la mesure du rôle joué par l'antiromanisme catholique. Dans ces deux livres tirés d'une thèse de doctorat, Sylvio De Franceschi comble cette lacune en retraçant de manière exhaustive la controverse qui mit aux prises régalistes et défenseurs de l'autorité pontificale depuis l'Interdit vénitien jusqu'à la clôture de l'affaire Santarelli. En reconstituant la « configuration historique spécifique où l'Église romaine a pu être plausiblement tenue pour ennemie du trône » (*La crise théologico-politique...*, p. 1), il livre une contribution majeure à l'histoire des conflits doctrinaux et diplomatiques qui opposèrent durant le premier XVII^e siècle la puissance religieuse et le pouvoir civil.

Les deux ouvrages sont construits de façon identique. Un premier volet diachronique s'attache à « retrouver la concaténation des faits politiques et diplomatiques et leurs répercussions dans les publications doctrinales concomitantes [...] pour donner à voir la construction factuelle d'une polémique théologico-politique – soit une histoire événementielle des idées, voire, si possible, une histoire doctrinale des événements » (*Raison d'État...*, p. 256). Une approche synchronique reprend ensuite à partir de quelques grands problèmes et des textes les plus significatifs les principales lignes de faille que fait apparaître la querelle.

Un très vaste dépouillement des sources diplomatiques à Rome, Paris et Londres permet à l'auteur d'offrir un récit minutieux. Le choix de suivre au jour le jour les différentes affaires où se réfracte la controverse *de potestate papa in rebus temporalibus* présente certes quelques inconvénients. Une narration factuelle dense ne permet pas toujours de faire ressortir comme elles le mériteraient certaines analyses remarquables. L'intrication des thèmes rend de plus d'un maniement difficile ces deux ouvrages, malgré de très utiles index des noms. Il ne s'agit toutefois là que de la rançon d'une méthode qui se révèle particulièrement féconde, en nous donnant une compréhension beaucoup plus fine de ce qui s'est joué dans cet affrontement. En transposant à l'histoire événementielle la technique cinématographique du ralenti, selon une démarche empruntée à Andreas Suter¹, S. De Franceschi réussit à

mettre au jour les glissements et les radicalisations qui resteraient autrement imperceptibles.

Dans le cas de l'Interdit vénitien, il montre ainsi comment une simple querelle de juridiction entre la Sérénissime et la papauté se transforma en une crise théologico-politique. De part et d'autre, l'ampleur du fossé doctrinal a été sous-estimée, ce qui n'a pas permis de prévenir l'escalade qu'ont marquée la fulmination de la bulle *Superioribus mensibus* le 17 avril 1606 et la fin de non-recevoir opposée par la république à cette sentence d'excommunication et d'interdit : le conflit devint alors affaire religieuse en se cristallisant autour du rejet ou de la réaffirmation de la romanité ecclésiale fondée sur le legs du concile de Trente. La mue resta toutefois inachevée, notamment parce que Vénitiens et gallicans privilégièrent une argumentation juridique et se gardèrent d'énoncer dans toute sa radicalité le différend théologique sous-jacent quant au pouvoir du souverain pontife. Ce ne fut qu'avec la polémique sur le serment d'allégeance exigé des catholiques récusants par Jacques I^{er}, puis avec l'assassinat d'Henri IV et l'article du Tiers aux états généraux de 1614 que s'exprimèrent les potentialités les plus corrosives pour la papauté de l'antiromanisme doctrinal.

L'on ne peut qu'admirer la dextérité avec laquelle l'auteur parvient à redonner sa cohérence à une controverse sur le pouvoir du pape au temporel, dont il remarque très justement « qu'elle ne se développe qu'à partir de thèmes connexes » (*La crise théologico-politique...*, p. 599). L'écheveau des différentes lignes polémiques est ici débrouillé en ne les traitant plus comme des éléments isolés mais en retrouvant les enjeux d'une concurrence acharnée entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. L'unité de ce litige est aussi saisie en reconstituant la trame d'un espace public européen de discussion dans lequel le prisme français a joué un rôle capital. La querelle s'est nourrie de relances régulières et d'interactions entre ses différents pôles. Elle tendit à devenir autonome et à fonctionner indépendamment des réalités diplomatiques. Dans ce maelstrom, la monarchie française s'est efforcée de modérer les partis antagonistes et de promouvoir la réconciliation. Mais les premiers succès, comme la médiation d'Henri IV entre Venise

et Rome ou le relatif silence imposé à la faculté de théologie de Paris, ont été en partie annulés sous la régence de Marie de Médicis quand le pouvoir royal ne fut plus capable de maîtriser le conflit entre catholiques zélés, catholiques antiromains et protestants.

S. De Franceschi conduit une analyse très pointue de la clôture de la controverse – c'est sans doute l'un des apports les plus importants du second ouvrage. La mort des principaux protagonistes de la querelle et le « grippage de la machine controversiale française » (*Ibid.*, p. 531) lors de l'affaire De Dominis ont contribué à diminuer l'intensité de la dispute. Mais c'est surtout le renouvellement doctrinal imposé par Richelieu qui a permis de dépasser les anciens clivages. En conciliant la défense de la souveraineté du prince et la révérence ecclésiale à l'égard du pape, l'étatisme chrétien, « voie moyenne d'un réganisme gallican dépouillé de son antiromanisme » (*Ibid.*, p. 644), a renvoyé dos à dos zélés et richéristes, et a défini un compromis acceptable par le Saint-Siège, qui sauvegardait avec ses prérogatives doctrinales l'unité et la romanité de l'Église. Le célèbre arrêt du Conseil daté du 2 novembre 1626, qui interdit à tous les sujets de prendre part à la polémique autour du pouvoir pontifical *in rebus temporalibus*, a sanctionné une évolution qui conduisait à l'extinction du principal foyer de la polémique en Europe.

Le second volet de ces deux livres contient des exposés limpides sur les thèses en présence. Avec une rare acuité d'analyse, l'auteur cerne l'enjeu doctrinal du conflit et montre qu'il s'agit d'une querelle en miroir : l'intangibilité de la souveraineté territoriale et l'unicité exclusive du lien civil de sujétion ne supposaient pas seulement le rejet du pouvoir indirect du pape au temporel et de son privilège d'inafaillibilité, mais aussi l'affirmation d'une inhérence du prince et de son pouvoir indirect dans les choses spirituelles quand il y allait du bien public. Du côté des sujets, cela impliquait une allégeance politique « aussi irrévocable que semblait l'être la religieuse profession du lien d'appartenance confessionnelle » (*Raison d'État...*, p. 531).

Pour expliquer l'intensité et la durée de cette crise théologico-politique, il faut certes faire la part des insignes maladroites de la

papauté et de ses défenseurs : leur rigidité et leur intransigeance ont faussé leur vision des rapports de force et les ont portés à provoquer la conjonction de leurs ennemis – exemplaire d'inconscience ou de légèreté, à cet égard, l'inclusion de l'arrêt contre Jean Chastel dans l'édit censorial du 14 novembre 1609. Mais on ne saurait surestimer l'effroi des catholiques romains qui redoutaient avec quelque raison l'« enfantement d'une puissance politique dont la *libido dominandi* se voulût libérée du frein de l'autorité religieuse » (*La crise théologico-politique...*, p. 706) : ce fut avec perspicacité que les jésuites Hernando de La Bastida et Francisco Suárez pénétrèrent respectivement les desseins de Paolo Sarpi et ceux de Jacques I^{er}. Symétriquement, Edmond Richer n'avait pas tort de pointer le lien existant entre le tyrannicide et le pouvoir indirect du pape.

Parmi les raisons qui ont contribué au prolongement de la controverse et qui lui ont donné son tour de querelle indécidable, S. De Franceschi souligne le fait que la question du pouvoir du pape au temporel n'a jamais été tranchée dogmatiquement : « le Saint-Siège ne pouvait arguer d'une définition *de fide credenda* qui vînt appuyer ses prétentions *in rebus temporalibus* » (*Ibid.*, p. 921). Ceux qui le contestaient pouvaient donc se dire catholiques et les instances de contrôle avaient beaucoup de mal à leur infliger la note d'hérésie – l'auteur a ici tiré le meilleur parti des censures émises par la congrégation de l'Index.

À quoi tient en définitive la singularité de cette crise dans l'histoire des affrontements entre le pouvoir temporel et la papauté ? Ni les enjeux débattus ni les arguments employés n'étaient sans précédents. À bien des égards, les conflits du premier XVII^e siècle furent moins inexpiables que ceux qui opposèrent la papauté et les royaumes au XVI^e siècle. Certains contemporains ont d'ailleurs été frappés par la « disproportion monstrueuse des effets par rapport à la cause » (*Raison d'État...*, p. 306) : l'ambassadeur français à Venise, Philippe Canaye de Fresnes, prévoyait ainsi « une Illiade d'inconvénients pour une Helene de si peu de mérite » (*Raison d'État...*, cité p. 293). La réponse est donc plutôt à chercher du côté de la forme inédite de la querelle. L'auteur met en lumière les ressorts propres d'une polémique doctrinale,

où les meilleurs esprits semblent avoir joint au souci d'une clarification intellectuelle la passion d'en découdre sur le terrain des principes – le cas le plus frappant est celui de Jacques I^{er}, figure étonnante de roi contro-versiste. L'espérance illusoire de l'emporter complètement en tranchant dans le vif a conduit à congédier pour un temps l'art de la concorde entre les deux puissances et à s'affranchir d'une prudente réserve devant les questions théologiques problématiques, malgré les mises en garde de François de Sales, de Michel de Marillac ou du cardinal Du Perron. Cette conclusion me paraît s'accorder pleinement avec celle que formule, à partir d'une autre approche, Filippo de Vivo, qui insiste sur la publicité de la querelle autour de l'Interdit vénitien : la papauté et la république ont dû descendre dans l'arène de la discussion et y risquer leur majesté car leur stratégie de condamnation, de déni et d'imposition du silence a échoué².

La modernité de cette crise tient en dernière analyse à ce qu'elle déboucha sur une inflexion de grande portée, que S. De Franceschi expose magistralement. La papauté a bien compris qu'à s'arc-bouter sur la défense du pouvoir indirect, elle risquait de perdre le monopole de la définition de l'orthodoxie et de l'hérésie : Urbain VIII a donc accepté de renoncer en fait, sinon en droit, à la revendication tapageuse du pouvoir indirect pour préserver des prérogatives doctrinales, que désormais l'État pouvait cesser de lui disputer sans craindre de fragiliser sa souveraineté. Mutation dont il reste encore à prendre toute la mesure par une « étude de l'exacte relation à établir entre le développement des doctrines infaillibilistes et la forclusion du discours *de potestate indirecta* » (*La crise théologico-politique...*, p. 930). S'y joue pour l'Église rien moins que le déplacement séculaire du barycentre de son mode de présence au monde, du pouvoir au magistère. C'est assez dire quelle est l'ampleur des perspectives ouvertes par ces deux livres.

BENOÎT SCHMITZ

1 - Andreas SUTER, « Histoire sociale et événements historiques. Pour une nouvelle approche », *Annales HSS*, 52-3, 1997, p. 543-567.

2 - Filippo DE VIVO, *Information and communication in Venice: Rethinking early modern politics*, Oxford, Oxford University Press, 2007, chap. 5 et 6.

Adriano Prosperi

Eresie e devozioni. La religiosità italiana in età moderna. I, *Eresie*. II, *Inquisitori, ebrei e streghe*. III, *Devozioni e conversioni*. Rome, Edizioni di Storia e Letteratura, 2010, 3 vol., 280, 350 et 491 p.

Derrière le titre de cet ouvrage se cache non pas une synthèse de l'histoire religieuse de l'Italie à l'époque moderne mais un imposant recueil de 49 articles de la part de l'un des historiens les plus importants de ce champ de recherche. Retenons d'ores et déjà que ces trois volumes ont le mérite de rendre accessible un grand nombre de travaux de l'auteur, dispersés sinon dans des publications antérieures parfois difficilement accessibles, notamment en dehors de l'Italie¹. Les contributions, présentées à l'intérieur de chaque volume dans l'ordre chronologique de leur apparition, datent majoritairement des années 1990 et 2000, même si d'autres articles remontent jusque dans les années 1970, l'ensemble constituant ainsi un riche aperçu des recherches de l'auteur depuis ses débuts.

Les contributions sont loin de parcourir tous les aspects de la vie religieuse, et elles ne couvrent pas toute la période moderne. Elles sont en revanche emblématiques d'orientations de recherche qui ne sont pas propres à Adriano Prosperi mais ont marqué toute une génération d'historiens. Dans la lignée des travaux de Delio Cantimori, l'épicentre de ces recherches est le XVI^e siècle et par là même, en Italie, la période de la Réforme « manquée », mise en échec par un appareil répressif dominé par l'Inquisition. Si unifié il y a dans cette « *religiosità italiana* » du Cinquecento, elle réside dans la tension entre les différents courants spirituels en jeu, définissant une situation instable mais infiniment plus riche en perspectives d'avenir que ce qui l'emportera en fin de compte : une confessionnalisation catholique qui, au XVII^e siècle, ne connaît guère plus le rigorisme moral d'un Charles Borromée mais qui, guidée par les congrégations romaines, reste d'autant plus dominante que les États italiens

ne sont pas assez puissants pour y opposer des forces émancipatrices autonomes.

Le titre de l'ouvrage ne se contente pas de délimiter le champ de recherche commun aux travaux rassemblés. Il indique une évolution dont chacun des trois volumes individualise une étape particulière, menant du défi de la Réforme (marquée par la diffusion de tout un ensemble de courants spirituels novateurs) à une Contre-Réforme qui, assez vite, transforme ces derniers en hérésies, et à la Réforme catholique qui cherche à conformer les croyances et les conduites, du clergé d'abord, des fidèles par la suite, aux idéaux d'une piété post-tridentine. Il est vrai que ces différentes étapes se recoupent dans une certaine mesure (la répartition de certains des articles pouvant ainsi paraître arbitraire). Il reste que l'orientation originelle n'est guère à mettre en doute, et ce surtout si la perspective est centrée sur les activités du Saint-Office, objet d'étude privilégié de l'auteur : l'évolution esquissée est aussi celle de la modification des cibles de la répression inquisitoriale.

Dans une certaine mesure, elle correspond également à l'itinéraire personnel de l'auteur. Le premier volume contient ainsi la plupart des articles des années 1970, travaux publiés au lendemain d'un premier livre important qu'A. Prosperi, dès 1969, a consacré à l'évêque de Vérone, Giovanni Matteo Giberti, figure emblématique de ces courants situés entre « évangélisme et Contre-Réforme » et très vite en conflit avec l'Inquisition, qui cherchaient une réforme de l'Église n'excluant pas d'emblée toute ouverture face aux idées érasmiennes, voire protestantes. L'auteur fut amené par la suite à sonder davantage ce milieu à travers tout un ensemble d'enquêtes partielles, désormais rassemblées, qu'elles concernent un espace particulier (toujours urbain : Vérone, Faenza, Reggio d'Émilie), des œuvres emblématiques (l'*Alfabeto cristiano* de Juan de Valdés) ou des personnages exemplaires : parmi eux, des ecclésiastiques, mais aussi des laïcs de haute envergure (la poétesse Vittoria Colonna, le peintre Lorenzo Lotto), ou encore le médecin Basilio Albrizio : l'un de ces personnages aux allures prophétiques qui projetaient leurs attentes du renouveau sur le concile et dont le plus célèbre fut sans doute Giorgio Siculo, auquel A. Prosperi a consacré une monographie fondamentale².

Le deuxième tome met l'accent sur l'institution inquisitoriale. Il est vrai que les études rassemblées à ce propos ne sont pas très nombreuses, l'un des recueils d'articles publiés précédemment par l'auteur étant consacré exclusivement à ce sujet. On retrouve en revanche les terrains d'enquête chers à A. Prosperi : la Toscane et l'Émilie-Romagne, avec quelques débordements vers les régions limitrophes. Si le reste du volume concerne des études consacrées aux attitudes des tribunaux face aux juifs, d'une part, à la sorcellerie, d'autre part, nous retrouvons là l'élément chronologique sous-jacent à la composition des trois tomes. En effet, une fois le pays « libéré » du « venin de l'hérésie », le Saint-Office dirigea son attention vers d'autres cibles potentielles. Il est vrai que l'Inquisition romaine n'a pas été aussi sanglante que sa sœur aînée espagnole. Mais cela n'empêche pas que l'intolérance envers les juifs s'accrut dès la seconde moitié du XVI^e siècle. Il n'en va pas autrement de la sorcellerie, au moins du point de vue quantitatif, la lutte contre les « superstitions » prenant une place toujours grandissante parmi les délits pris en charge par le Saint-Office. Ses agents – et cette fois en parfaite concordance avec les attitudes de l'Inquisition espagnole – restent toutefois assez sceptiques face à la sorcellerie prétendument satanique ; aussi les cas ne sont pas rares où même des « *piccoli inquisitori* », installés dans les tribunaux locaux, peuvent devenir les défenseurs efficaces des prétendues « fiancées du Diable » dénoncées par la population autochtone.

Le combat des superstitions n'était pas le seul champ d'action occupé par le Saint-Office dans le processus qui concentrait de plus en plus les activités de l'institution sur la population catholique autochtone. Inversement, l'Inquisition n'était qu'un instrument parmi d'autres visant à inculquer la discipline confessionnelle aux fidèles en agissant sur la conscience des individus. C'est bien l'ensemble de ce champ d'action qu'explore, à l'instar de la grande synthèse qu'A. Prosperi a consacrée aux « *Tribunali della coscienza* »³, le troisième tome, de loin le plus volumineux. Celui-ci s'attache à d'autres instruments de la Réforme catholique, telles les visites pastorales ou les missions, et à leurs cibles : le clergé lui-même, depuis le monde des couvents, notamment

féminins (se trouvent analysés le pouvoir toujours grandissant des directeurs de conscience autant que le genre des « lettres spirituelles »), jusqu'aux témoignages individuels de certains curés, mais aussi les laïcs dans leurs activités dévotionnelles (depuis les fêtes du 1^{er} Mai jusqu'aux diverses manifestations du culte des saints, notamment de la Vierge). Certaines contributions concernent les controverses entre les différents courants spirituels suscités par les « dévotions » en question (ainsi des images) ; mais l'auteur s'efforce surtout de déceler, derrière les témoignages des archives de la répression, les contours des croyances et des pratiques vécues des populations.

Les contributions que rassemble l'ouvrage sont d'origine diverse : des travaux d'occasion ou de commande, des approfondissements ponctuels de recherches plus larges publiées sous forme de monographie. Toutefois, aucun des articles ne se réduit à une première version, provisoire, d'une interrogation poussée plus loin dans d'autres publications. Outre des études ciblées, l'on retrouve des synthèses importantes, dont une, par exemple, consacrée aux rapports entre l'Inquisition et les communautés juives, d'autant plus utile que le sujet n'a trouvé que peu de place dans *Tribunali della coscienza*. L'ouvrage est ainsi la parfaite illustration de la grande curiosité d'un auteur qui ne cesse d'aborder de nouveaux matériaux dans un domaine dont il est l'un des maîtres de sa génération. On ne peut que regretter qu'à ce jour, presque rien de l'œuvre de ce grand historien ne soit traduit en français.

ALBRECHT BURKARDT

1 - La publication complète deux autres recueils d'articles édités précédemment par Adriano PROSPERI, *America e apocalisse e altri saggi*, Rome, Istituti editoriali poligrafici internazionali, 1999, et *Id.*, *L'Inquisizione romana: letture e ricerche*, Rome, Edizioni di storia e letteratura, 2003.

2 - Adriano PROSPERI, *Tra evangelismo e contro-riforma, G. M. Giberti, 1495-1543*, Rome, Edizioni di storia e letteratura, 1969, et *Id.*, *L'eresia del Libro Grande. Storia di Giorgio Siculo e della sua setta*, Milan, Feltrinelli, 2000.

3 - Adriano PROSPERI, *Tribunali della coscienza. Inquisitori, confessori, missionari*, Turin, Einaudi, 1996.

Paul F. Grendler

*The University of Mantua, the Gonzaga
and the Jesuits, 1584-1630*

Baltimore, Johns Hopkins University
Press, 2009, XX-287 p.

Paul Grendler, spécialiste de la Renaissance, de l'histoire des universités et de l'éducation italiennes, a régulièrement contribué à la recherche sur la culture européenne de la première modernité avec des ouvrages et des projets éditoriaux de premier plan¹. Son dernier ouvrage est à la fois plus limité dans le temps et dans l'espace : il s'agit d'une étude centrée sur la création et la brève existence de l'université de Mantoue, selon un projet politique mis en œuvre par les Gonzague, dont le patronage culturel a été l'objet de nombreuses études de la part des historiens de la culture, de l'art, de la musique. Car ce n'est pas un des moindres paradoxes de cette petite cour de l'Italie du Nord que d'avoir accueilli, dans une période et un espace riches en tensions politiques, parmi les plus grands noms de la culture européenne du temps, Monteverdi ou Rubens notamment.

La fondation de l'université, comme le montre P. Grendler, s'inscrit dans un contexte marqué par deux éléments principaux. Il s'agit d'abord d'un cadre politico-économique favorable, qui permet à la famille de consolider son pouvoir au plan territorial – notamment après l'acquisition du marquisat de Montferrat – et ses alliances au plan diplomatique – sur la base de stratégies matrimoniales qui assurent des liens avec les principales cours européennes. L'arrivée sur le marché éducatif de la Compagnie de Jésus offre à certains membres de la famille l'opportunité de développer des relations spirituelles et culturelles privilégiées avec des grands intellectuels jésuites. Ces deux éléments conduisent à l'ouverture d'un collège le 21 novembre 1584 et à la fabrique d'un saint, Louis Gonzague, deux événements qui ont fortement marqué le devenir de la politique culturelle du duché de Mantoue.

C'est autour des deux personnalités de Vincent I^{er} (1562-1612) et de son fils Ferdinand (1587-1626) qu'est construit le chapitre consacré à la création de l'Université. L'un comme l'autre pétris de culture humaniste et mécènes

de haut rang, ils s'entourent des meilleurs savants de leur époque, qu'ils attirent à leur cour, ou rencontrent à l'occasion de leurs voyages. Si Vincent I^{er} n'est pas un prince philosophe, il est cependant prêt à consolider la tradition familiale de patronage des arts et des sciences ; quant à son fils Ferdinand, il reçoit une éducation marquée par son passage aux universités d'Ingolstadt et de Pise, mais aussi par le préceptorat du mathématicien et philosophe Giovanni Antonio Magini (1555-1617). Lorsqu'il embrasse la carrière ecclésiastique (il est nommé cardinal en 1607 par le pape Paul V), c'est avec une vaste culture marquée par l'éclectisme du temps, la mise en discussion des fondements aristotéliens de la philosophie de la nature, une culture qui est loin de se réduire à ce qui a trop souvent été décrit comme l'uniformité doctrinale post-tridentine. Sa proximité avec les jésuites n'est nullement contradictoire avec l'étendue de ses curiosités. P. Grendler nous rappelle, en passant, la participation de Ferdinand, à Mantoue, à une rencontre des jésuites de la province de Venise à l'occasion de laquelle le mathématicien Giuseppe Biancani commente les récentes observations de Galilée, réalisées grâce à son nouveau télescope. C'est à peine un an après la publication du *Sidereus nuncius*, accueilli avec intérêt par les mathématiciens du Collège romain, comme l'historiographie récente, bien connue de l'auteur, l'a suffisamment démontré. Renonçant en 1615 au cardinalat pour pouvoir assurer la succession brièvement menacée, Ferdinand, duc de Mantoue, concrétise l'idée de doter sa ville d'une véritable université. Pour la faculté de théologie, il s'appuie sur la Compagnie qui ouvre ses premières classes le 25 octobre 1624.

C'est en attirant des figures académiques de premier ordre qu'il entend ensuite lancer la faculté de droit et celle de médecine. Deux chapitres sont consacrés à la description de la recherche de ces hommes prestigieux et à leur présentation, car « la nouvelle université devait avant tout se doter de deux professeurs étoiles » (p. 83). Le juriste fut Giacomo Antonio Marta (1559-1628), professeur de droit civil, et le médecin Fabrizio Bartoletti (1576-1630). Avec ces deux noms, mais aussi deux personnalités complexes (Marta apparaît comme un être polymorphe, juriste réputé, curieux de

sciences naturelles, espion du roi d'Angleterre) et quelques autres recrues de premier plan, les cours sont inaugurés le 5 novembre 1625.

Dans les deux chapitres suivants, P. Grendler offre une description détaillée du curriculum des trois facultés, dont tout l'intérêt réside dans la variété des positions épistémologiques qu'elles juxtaposent. Une situation particulièrement intéressante, dans un moment généralement caractérisé par le durcissement dogmatique et scientifique au sein de la Compagnie de Jésus, et l'arrivée sur le trône pontifical d'Urbain VIII en 1623, tant attendu par des *litterati* en quête de conciliation entre « science moderne » et foi catholique.

La fin rapide de l'expérience est au cœur du dernier chapitre, consacré à la description de la crise de succession, à la guerre, au sac de la ville en 1630, suivi de la peste. Autant d'événements dont la jeune institution ne s'est jamais remise.

Cette page marginale de l'histoire des universités italiennes est écrite avec énergie et clarté. Pour la variété des thèmes qu'elle permet d'embrasser, elle est cependant loin d'être secondaire : on y trouve en condensé tous les thèmes que l'abondante littérature des trente dernières années a considérablement renouvelés, autour des questions liées à l'avènement de la science moderne en contexte catholique. Le déplacement de la pratique savante de l'université à la cour, le rôle du patronage aristocratique dans le développement des paradigmes post-aristotéliens, les contradictions des milieux intellectuels pris entre la soumission à l'ordre théologique et le nouvel impératif de l'expérience, des contradictions qui traversent tous les champs du savoir. Face à toutes ces tensions, face à tous les enjeux dont elles sont porteuses pour le devenir de l'Europe lettrée, le livre n'offre ni thèse, ni conclusion. Il donne à voir, il raconte, non pas parce qu'il n'est pas au fait des questions qui traversent une telle histoire. La bibliographie, les sources mobilisées en sont une preuve évidente. Mais, il ne prend pas position. Parce que tout a déjà été écrit sur les relations entre pouvoir, université et religion ? Parce que la complexité de l'intrication entre le politique et le savant est telle, dans ce moment précis de l'histoire européenne, qu'on ne peut que la donner à voir ? Mais alors

que donne-t-on à voir à ceux qui ne disposeraient éventuellement pas du sous-texte pour pouvoir faire quelque chose de cette histoire-là ?

Le cas de Mantoue, enfin éclairé par le travail de P. Grendler, est intéressant parce que paradigmatique et, à le rendre explicite, l'auteur aurait aidé ses lecteurs à mesurer l'importance, pour l'histoire culturelle européenne de la première modernité, de la transformation des rapports entre intellectuels et savoirs à l'ombre des cours princières catholiques.

ANTONELLA ROMANO

1 - On rappellera, pour mémoire, *The Roman Inquisition and the Venetian press, 1540-1605*, Princeton, Princeton University Press, 1977 ; *Schooling in Renaissance Italy: Literacy and learning, 1300-1600*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989, ainsi que les six volumes de l'*Encyclopedia of the Renaissance*, New York, C. Scribner's sons, 1999, dont il a été l'éditeur.

Samuel K. Cohn

Cultures of plague: Medical thinking at the end of the Renaissance

Oxford, Oxford University Press, 2010, XIV-342 p.

Cette monographie est centrée sur la peste qui frappa la péninsule italienne de 1575 à 1578, sur les réactions qu'elle a suscitées dans le monde médical et, plus généralement, dans les sociétés concernées. L'étude se fonde sur l'examen d'environ 300 traités sur la peste, publiés dans les régions les plus touchées par le fléau – le Nord-Est et la Sicile – et écrits par des médecins ou par d'autres acteurs de l'événement. À l'analyse quantitative de cette production s'ajoute une étude plus pointue du contenu de quelques-uns de ces traités.

Par rapport à l'abondante réflexion historiographique dont la peste a été l'objet, l'originalité du livre tient à deux raisons. En premier lieu, il traite d'un épisode peu analysé ou, plus exactement, traité uniquement à partir de réalités territoriales spécifiques – Venise en particulier. Une étude qui considère l'impact de

ce phénomène sur l'ensemble de la péninsule italienne n'a en effet jamais été tentée auparavant. Deuxièmement, le matériel documentaire sur lequel il repose n'avait pas encore fait l'objet d'une analyse systématique. Si les traités de peste ont commencé à être étudiés pour d'autres contextes¹, cela n'avait jamais été fait pour la production italienne de la seconde moitié du XVI^e siècle, ni dans le cadre de l'histoire de la médecine, ni dans celui de l'histoire de l'édition. Cette monographie constitue donc un apport considérable non seulement aux études sur la peste et les épidémies à l'époque moderne, mais aussi à l'histoire du livre de la première modernité.

La thèse principale de l'ouvrage remet en question l'idée avancée par une tradition historiographique bien établie selon laquelle il y aurait eu peu de changements dans la littérature et dans les approches sur la peste du Moyen Âge à l'époque moderne. Selon l'auteur, au contraire, les idées et les attitudes à ce sujet se transforment et, dans ce cadre, la peste de 1575-1578 marque un tournant fondamental. Une connaissance approfondie de la culture médicale médiévale permet à Samuel Cohn d'apprécier pleinement les transformations qu'entraîne cette vague épidémique. Il en relève la force créatrice particulière qui se manifeste dans une production éditoriale riche et variée, dans la remise en question des cadres de référence traditionnels et dans les mesures sans précédent prises par les autorités politiques et religieuses pour combattre la peste. Selon l'auteur, cette épidémie a également contribué à la création d'un espace italien dépassant les frontières politiques des différents États de la péninsule.

Dans un premier temps, l'auteur considère de manière globale la production imprimée portant sur la peste des années 1570. Les origines du *plague tract* sont à rechercher au moment de la peste noire mais il faut dire également que de 1575 à 1578, le genre subit nombre de modifications. Les médecins cessent d'avoir le monopole quasi absolu de la production des discours sur le sujet. D'autres voix s'élèvent, issues du monde des religieux, des notables, des artisans... Parallèlement, les discours sur la peste prennent des formes nou-

velles et variées – en prose et en vers – et l'italien commence à s'y imposer comme langue dominante. Au niveau du contenu, une attention de plus en plus grande est accordée à l'expérience. Dans le cas des médecins, à côté des différentes définitions de la peste et de ses causes, des mesures préventives et des remèdes proposés par les autorités anciennes, d'autres solutions voient le jour : elles naissent d'une expérience directe des faits ou des données acquises par les offices de santé. De ce point de vue, il s'agit de l'accélération d'un processus déjà en cours à partir du XV^e siècle, dont l'auteur reconstruit les étapes principales en comparant les descriptions de signes et de symptômes contenus dans les livres des morts rédigés à Milan (1452-1523) à celles que l'on retrouve dans les traités médicaux.

Dans les chapitres suivants, il assume le double point de vue de l'*Informazione del pestifero et contagioso morbo* publié en 1576 par Giovanni Filippo Ingrassia, *Protomedicus* de Sicile lors de la diffusion du fléau dans l'île, et celui de la production des auteurs qui se prononcent sur la peste dans des écrits en prose (*Successi della peste*) et en vers, en dehors du monde médical. À partir de ces différents observatoires, S. Cohn montre les changements sensibles que subissent l'approche et l'évaluation de la peste. Malgré les différences géographiques, sociales, culturelles des auteurs analysés et la diversité de leur engagement lors de l'épidémie, il relève des éléments communs. En premier lieu, on retrouve une volonté partagée de retracer chronologiquement les étapes de la propagation de la peste. Dans son *Informazione*, G. Ingrassia les suit presque au quotidien. Très souvent, dans les *Successi della peste* publiés dans les villes d'Italie du Nord, une partie importante est consacrée aux voies de diffusion du fléau. Autre élément commun de cette production hétérogène : G. Ingrassia aussi bien que les auteurs des *Successi* se fondent sur leur expérience personnelle et sur les comptes rendus des offices de santé. Enfin, dans les différentes formes qu'assume le récit de peste, l'auteur relève l'importance accordée aux mesures collectives qu'il faudrait prendre pour contrer le fléau. Ainsi, le médecin G. Ingrassia s'adresse directement au pouvoir

politique pour lui suggérer les mesures concrètes à prendre. Les *Successi* et les poèmes illustrent les efforts accomplis par les autorités. Parfois il s'agit de les critiquer, plus souvent – surtout dans les poèmes – de les louer. Des personnalités qui s'engagèrent dans la lutte contre la peste, comme le cardinal Borromée à Milan, deviennent de véritables héros.

L'auteur s'arrête ensuite sur les implications de ces nouvelles attitudes face à la peste, sur la perception de la médecine et des médecins dans la société ou sur la pensée médicale. Ainsi, l'attention accordée aux phénomènes observés personnellement a amené fonctionnaires, notaires, artisans à critiquer la partie du monde médical qui restait enfermée dans sa tour d'ivoire et qui, parce qu'elle niait l'existence d'une « véritable peste », entravait la mise en place de mesures aptes à protéger la population. Toutefois, comme l'auteur le montre de manière convaincante, il ne s'agissait pas simplement d'une opposition entre les médecins et le reste de la société civile car ce type de controverses agitait également l'ensemble du monde médical. C'est tout d'abord au sein du milieu médical que l'on commence à remettre en question, au nom de l'expérience, certains discours fondés sur l'application passive des définitions galéniques de la peste et la nature universelle de ses causes. En particulier, les explications classiques de la peste liées à la corruption de l'air, la complexion et les régimes de vie individuels commencent à céder le pas à des explications de nature sociale (les conditions de vie de la population notamment). Par conséquent, les médecins accordent une grande importance à l'organisation sanitaire de la population et des pauvres particulièrement. G. Ingrassia d'abord, et d'autres médecins ensuite, intègrent dans leur traité des sections où ils invitent les autorités à veiller sur les conditions de vie et d'hygiène de la population et à s'occuper des indigents – en les enfermant ou en tentant d'améliorer leurs conditions.

L'ouvrage se conclut sur une réflexion globale portant sur la « psychologie sociale de la peste » (p. 266). L'auteur constate que le désespoir provoqué par l'épidémie n'a pas pour corollaire le repli sur une religiosité transcendante

encouragée par l'Église de la Contre-Réforme, ni la diminution du crédit accordé aux autorités politiques. On assiste au contraire à l'émergence d'une forme de collaboration entre les pouvoirs religieux et politiques qui s'engagent dans la lutte contre la peste. S'il n'arrive pas à vaincre le fléau, un tel investissement est néanmoins reconnu par les populations et il renforce leur autorité.

Ce livre a d'abord le mérite de mettre à la disposition de la communauté scientifique une vaste documentation longtemps négligée par les historiens. Il constitue une mine de références et de données. Il montre également la pluralité des voix et des styles utilisés pour parler de la peste en soulignant les positions multiples d'un monde médical loin d'être monolithique. Enfin, en analysant un domaine souvent considéré comme particulièrement conservateur, il met l'accent sur la grande vitalité des milieux médicaux italiens à l'époque de la Contre-Réforme en montrant que « la remise en cause de l'autorité antique mais également celle de la médecine de la Renaissance et de la médecine galénique ne résultaient ni des avancées dans la science anatomique dans les années 1540 ni de l'alliance au milieu du XVII^e siècle entre protestants et adeptes du paracelsisme en Europe du Nord » (p. 300).

Cependant, il nous semble que les transformations considérables dont traite ce livre ne peuvent être envisagées dans toute leur complexité que si on les met en rapport avec les changements, plus généraux, en cours dans le monde médical et dans les relations entre médecins et pouvoirs dans l'espace italien de la seconde moitié du XVI^e siècle. Car la centralité accordée aux expériences directes et à l'historique de la diffusion de la peste est à envisager en fonction de l'importance de plus en plus grande qu'assument l'observation et l'*historia* dans la culture médicale et savante du temps : elles sont aujourd'hui placées au cœur de la réflexion historiographique² et l'auteur la mentionne peut-être trop rapidement. D'autre part, la nouvelle attention des médecins pour les causes sociales de la peste et leur collaboration étroite avec les autorités sont à envisager dans le cadre d'une alliance qui se met en place à partir de la seconde moi-

tié du XVI^e siècle entre élite médicale et pouvoirs et dans l'investissement de plus en plus grand des médecins dans les affaires d'utilité publique.

ELISA ANDRETTA

1 - Voir notamment Joël COSTE, *Représentations et comportements en temps d'épidémie dans la littérature imprimée de peste, 1490-1725*, Paris, H. Champion, 2007.

2 - Gianna POMATA et Nancy G. SIRAI (éd.), *Historia: Empiricism and erudition in early modern Europe*, Cambridge, MIT Press, 2005.

Antonella Romano (dir.)

Rome et la science moderne entre Renaissance et Lumières

Rome/Paris, École française de Rome/
De Boccard, 2008, 751 p. et 16 p. de pl.

L'histoire des milieux intellectuels italiens a connu depuis une vingtaine d'années un renouvellement spectaculaire grâce aux efforts conjoints des chercheurs italiens et français, comme en témoigne le récent ouvrage collectif qui a proposé une enquête prosopographique et comparée sur les lieux de savoirs et les élites savantes dans trois villes italiennes¹. Le livre dont il est question ici prolonge ces premières interrogations mais ne s'y réduit pas. Centré sur l'histoire des sciences à Rome, il ambitionne de dresser les contours épistémologiques d'une histoire urbaine des savoirs qui s'est développée récemment en langue anglaise, mais qui est restée principalement circonscrite aux XIX^e et XX^e siècles. Contours épistémologiques d'abord, parce qu'Antonella Romano n'hésite pas dans les « Prolégomènes » du livre à faire la quasi auto-analyse de cette expérience de recherches pour mieux cerner la « science moderne, ses enjeux, ses pratiques et ses résultats en contexte catholique » (p. 3). Contours épistémologiques enfin, parce que Luce Giard revient sur les ambiguïtés même des usages de la notion de science à la Renaissance, justifiant la prise en compte de « savoirs ne satisfaisant pas aux critères de scientificité contemporains en matière de chimie, de biologie animale, de médecine ou de cartographie » (p. 47).

Discuter ce point d'entrée de jeu n'est pas fétichiser une approche conceptuelle ou lexicographique, mais bien rendre compte de l'héritage d'une culture ecclésiastique des sciences qui est à Rome dominante. Ainsi, l'originalité de l'enquête, qui rassemble en vingt contributions les meilleurs spécialistes actuels français et italiens des sciences romaines, consiste à explorer ce « laboratoire » et ses spécificités entre Renaissance et Lumières sans tomber dans une posture spontanément critique ou involontairement hagiographique. Comme le rappelle A. Romano en introduction, l'historiographie n'a jamais vraiment pris au sérieux l'activité scientifique romaine, laissant au centre florentin incarner seul la modernité du paradigme galiléen. En cinq parties se déploie un questionnaire qui aborde successivement les circulations, l'édition scientifique, l'empreinte de l'antique, les institutions et les lieux de savoirs, les orthodoxies et débats intellectuels. A. Romano et ses collaborateurs donnent à la fois une leçon de méthode d'une approche située des savoirs, et fixent « l'horizon romain de la science moderne » (p. 637).

Pourquoi parler d'une singularité romaine en la matière ? « Rome est à la fois une cité, la capitale des États pontificaux, et la capitale de la catholicité », écrit A. Romano (p. 638). Ce triple statut renvoie constamment les pratiques savantes à un contexte à la fois local, territorial et universaliste. La culture scientifique est d'abord inscrite dans les pratiques du cosmopolitisme d'une ville, centre de la curie romaine, visitée par les pèlerins, et habitée par les diplomates de toute l'Europe. La topographie de Rome est ainsi polarisée par cette présence étrangère (quartier des Espagnols, des Français, des Florentins). À cette composante s'ajoutent le poids des familles aristocratiques et celui des ordres religieux. Rome, ville promise, rencontre ainsi Rome, « ville ressource ». Fortes de ces mécènes, des cardinaux, des ambassades, les activités scientifiques font partie d'un cycle d'accumulation des richesses matérielles (livres, instruments, spécimen) et immatérielles (information).

Plutôt que de partir d'un inventaire des lieux et des institutions de savoirs, la première partie s'attache à décrire des pratiques de circulation. Ce monde savant est multipolaire et

fondé sur un polycentrisme au sein de l'espace urbain, structuré autour des cours cardinalices ou des maisons aristocratiques (le palais Spada, le couvent de la Trinité-des-Monts, etc.). Les circulations savantes s'y organisent à partir des puissants réseaux de correspondance des ordres religieux comme celui de Christoph Clavius ou par le rôle joué par la congrégation de Propaganda Fide et son école de langue arabe au XVII^e siècle (Giovanni Pizzorusso). Mais l'espace romain est aussi un espace pratiqué, un lieu observé comme la via Appia qui aimante les voyageurs français. La Condamine, Latapie, Dolomieu, en collaboration avec les savants romains, renouvellent l'attention portée aux vestiges archéologiques, déplaçant l'analyse des textes antiques vers la preuve matérielle (Gilles Montègre). Aux lieux de formation (en particulier cléricale ou professorale comme le collège romain des jésuites, l'université de la Sapienza, les hôpitaux), s'ajoutent les institutions de savoir comme la bibliothèque Vaticane, et les espaces de la sociabilité intellectuelle ou mondaine. Les réseaux de collecte de l'information, les lieux de la pratique expérimentale se fondent ainsi sur des équipements et des instruments (Antonella Del Prete). Cette géographie des savoirs émerge d'une description des activités, du suivi des savants dans leurs observations ou leurs controverses. Le centre romain se définit donc à la fois dans une ouverture au monde que nourrissent les ordres religieux et dans une densification des pratiques scientifiques dans l'espace urbain.

La deuxième partie consacrée à l'édition scientifique est sans doute la plus neuve. Elle s'appuie sur une approche bibliographique menée sur les livres de sciences imprimés à Rome entre 1527 et 1650. Cet inventaire qui comptabilise 1138 éditions permet à Laurent Pinon, Elisa Andretta, Sabina Brevaglieri et Maria Conforti de tirer des enseignements précieux. D'abord la place de Rome en Europe est faible puisqu'elle ne figure qu'au huitième rang des centres européens, loin derrière Venise, Paris, Lyon et Francfort. Dans l'espace italien, elle apparaît en seconde place après Venise mais nettement devant les autres villes italiennes. On y imprime principalement de la médecine (41 %), des mathématiques (21 %),

et de la philosophie naturelle (17 %), mais au-delà de ces grands blocs, la géographie, l'histoire naturelle tirent partie des collections de la curie et de l'apport des missions. Plusieurs autres singularités apparaissent (le poids du latin, le poids du patronage des papes et des grandes familles romaines, etc.), mais surtout la permanence de la production locale. Cette littérature scientifique et technique n'est pas le fait d'auteurs importés. Rome maintient sur la période un vivier d'auteurs selon L. Pinon. S. Brevaglieri montre enfin le poids des institutions comme le Collegio romano, l'Accademia dei Lincei qui constituent de véritables viviers d'auteurs et un réseau puissant de patronage qui intervient pour négocier ou corriger les effets de la censure et démultiplie les espaces de circulation des livres imprimés à Rome dans toute l'Europe.

Les troisième et quatrième parties s'interrogent sur les contours de cette culture scientifique romaine en termes de disciplines ou de pratiques savantes. Médecine, chirurgie, anatomie, astronomie, cartographie contribuent à installer une nouvelle conception de la centralité de Rome. À ce propos, le chapitre sur la cartographie (Jean-Marc Besse et Pascal Dubourg Glatigny) montre l'importance des techniques de « représentation » iconographique pour « transmettre par l'image une certaine idée de la ville, voire une allégorie de sa centralité symbolique » (p. 371). Ils entreprennent de « considérer l'histoire des plans de Rome comme l'histoire de la mise en œuvre et de la diffusion d'un imaginaire urbain spécifique ». Tentatives de mise en image de la ville, « propositions figuratives », ces plans construisent une « culture visuelle » de l'espace urbain. Ces « portraits » de Rome sont de plus en plus fondés sur une approche documentée du réel, mais épousent aussi une démarche historique comme l'illustre l'exemple des Thermes de Dioclétien. Modernité et antiquité de la ville se retrouvent dans l'espace de la carte. La Rome antique doit se donner à voir sous la Rome moderne de la Renaissance. La cartographie laisse entrevoir une tension entre une stabilisation, une normalisation de la représentation par rapport aux autres grandes cités où une forme globale s'affirme, et une incertitude sur la place plus ou moins grande à accorder à

la ville antique. Et les auteurs de conclure : « Car Rome, on le sait et le répète, n'est pas n'importe quelle ville, c'est un centre, 'le' centre, et la question est de savoir si et comment la cartographie peut prendre en compte ou tout simplement prendre en charge graphiquement cette centralité » (p. 408). La prépondérance cléricale confère à Rome un profil intellectuel particulier au carrefour des recherches sur la linguistique, la théologie, la philosophie naturelle, les savoirs naturalistes ou la culture antiquaire. C'est moins dans les sciences physico-mathématiques que dans les savoirs antiques que les tensions se font jour d'ailleurs entre orthodoxie et modernité. La révolution philologique garantit à Rome une suprématie en termes d'équipement et de savoirs accumulés pour étayer la théologie, et interroger « l'historicité du christianisme ». Enfin, centre du départ pour les missions lointaines, Rome devient aussi le centre des savoirs constitués au Nouveau Monde.

Les ressorts du contrôle de l'Église sont abordés à partir de l'analyse de plusieurs dossiers (héliocentrisme, spiritualité ou atomisme) dans la dernière partie du livre. Les études montrent là encore, contre une tradition historiographique figée, la mobilité des frontières entre orthodoxie et hétérodoxie. Les nouveautés philosophiques ne sont déjà plus considérées comme des doctrines des « étrangers », souvent protestants, mais convainquent de nombreux savants romains, y compris cléricaux, même si comme l'écrit Francesco Beretta à propos de l'astronomie : « l'outillage intellectuel propre aux acteurs appartenant au clergé, même les plus ouverts, les empêche d'aller jusqu'à tirer toutes les conséquences d'une révolution cosmologique dont ils doivent deviner qu'elle va remettre en question l'ensemble de l'édifice scolastique du savoir » (p. 534). Maria Pia Donato renverse la perspective en soulignant le fait que la censure constitue la condition normale du contrôle plutôt que son exception et en rappelant que l'Inquisition n'est pas une « instance de régulation intellectuelle », mais plaide pour une approche dynamique qui préciserait les interactions entre les auteurs et la censure, et situerait l'imbrication entre théologie et philosophie naturelle. La question atomiste entre 1626 et

1727 offre les possibilités de saisie d'une histoire de « l'erreur » et des implications théologiques des affirmations de la science nouvelle à travers plusieurs études de cas, dont celles qui portent sur le jésuite Honoré Fabri.

La richesse et la variété des directions de recherche ouvertes par cette enquête collective sont évidemment impossibles à parcourir exhaustivement. Elles invitent à s'interroger sur les termes de la généralisation du paradigme romain dans le schéma aujourd'hui classique d'une généalogie des sciences modernes, à peine infléchi par une posture critique. L'ouvrage est donc plus qu'une contribution à une histoire urbaine des savoirs. Il propose une discussion méthodologique sur la manière de faire l'histoire des sciences à partir d'un lieu et d'un contexte déterminé. Le moins que l'on puisse dire est que la loi du lieu modifie en partie le récit des fondations des sciences modernes en se logeant au cœur des contradictions des sociétés d'Ancien Régime. Et A. Romano de conclure que « Rome serait moins cet anti-lieu de la science moderne qu'un autre des lieux d'observation de la culture hybride qui caractérise l'entier processus de constitution de la science moderne » (p. 658). Ce livre contribue ainsi collectivement à revisiter l'édifice intellectuel d'une histoire sociale de la vérité.

STÉPHANE VAN DAMME

1 - Jean BOUTIER, Brigitte MARIN et Antonella ROMANO (dir.), *Naples, Rome, Florence. Une histoire comparée des milieux intellectuels italiens, XVII^e-XVIII^e siècles*, Rome, École française de Rome, 2005.

Maria Pia Donato et Jill Kraye (éd.)

Conflicting duties: Science, medicine and religion in Rome, 1550-1750

Londres, The Warburg Institute, 2009, XIV-389 p.

Au regard de l'histoire des sciences, Rome est un centre périphérique. Longtemps négligé par l'historiographie au profit d'une géographie européenne des sciences concentrée, pour l'époque moderne, sur d'autres villes italiennes (Padoue, Florence, Bologne), sur

Londres, Leyde ou Paris, voire Montpellier pour ce qui est de l'histoire de la médecine, le contexte romain fait l'objet depuis quelques années d'une attention renouvelée. En matière d'histoire de la médecine on disposait certes, depuis le milieu des années 1990, des travaux d'Andrea Carlino sur l'anatomie, auxquels font suite ceux d'Elisa Andretta sur le milieu médical romain au XVI^e siècle. Or une entreprise visant à saisir plus globalement le paysage des sciences et des savoirs à Rome dans une perspective d'histoire sociale et culturelle n'a été mise en place que dans les années 2000, sous la forme d'un programme collectif et international de recherche coordonné par Antonella Romano. Un volume publié en 2008 en offrait une première synthèse¹. Le présent livre constitue en quelque sorte une deuxième livraison des résultats obtenus dans le cadre de ce programme. On lira par conséquent avec profit les deux ouvrages, qui ouvrent ensemble de nouvelles perspectives sur un cadre intellectuel, social, politique, urbain, traditionnellement périphérique pour l'historiographie des sciences.

Les raisons de cette marginalité, évoquées dans l'introduction de Maria Pia Donato, tiennent entre autres à la centralité romaine, par trop évidente, dans une autre sphère, celle de la religion. Voilà, dûment remise en cause ici une opposition binaire qu'on a trop longtemps – et trop facilement – donnée pour acquise : la capitale de la catholicité, foyer de la Contre-Réforme, où sévissent l'Inquisition et la congrégation de l'Index, n'a pu être le lieu que d'une activité savante marquée par le conservatisme et appauvrie par le poids d'une culture et d'institutions peu enclines à laisser se développer des sciences promises à mettre au jour des vérités incommodes. Une version simpliste du procès de Galilée, qui suffit à étayer le bien-fondé de cette relégation, est passée par là ; Robert Merton et sa thèse sur le puritanisme et la science aussi. Les quatorze textes qui composent l'ouvrage montrent une réalité très différente, à partir d'un parti pris qui consiste pour l'essentiel à modifier les interrogations de départ : à quelles configurations particulières donne lieu l'interaction entre science et religion dans la Rome moderne, en tenant compte de la pluralité des lieux, des

acteurs – individuels et collectifs – et des champs du savoir ? Autrement dit, comment peut-on saisir, à partir d'une approche n'assignant pas *a priori* des rôles et mettant en lumière l'hétérogénéité du contexte romain, y compris sur le plan religieux, la spécificité des activités savantes qui s'y déroulent et de leurs productions ?

En effet, les ordres religieux en concurrence, la cour pontificale et les cours cardinales, l'université et les collèges, les liens entre sciences, arts et pratiques antiques, les modalités de patronage et de recherche de mécénat, les bibliothèques, cabinets, académies, les imprimeurs-libraires aux prises avec la censure, restituent une image considérablement plus riche et dense de la vie savante à Rome, faite de multiples trajectoires, dont celles des étrangers ne sont pas les moins significatives. Ainsi, le rôle joué par l'imprimeur français Antoine Lafréri dans la naissance d'une « nouvelle entité cartographique », l'Atlas, à propos duquel le texte de Jean-Marc Besse éclaire magnifiquement les pratiques de production de savoir à travers la fabrication et la diffusion de livres. De même, le somptueux chapitre rédigé par Antonella Romano prend appui sur les activités d'un autre Français, Emmanuel Maignan, au couvent des Minimes français de la Trinità dei Monti, pour tirer les fils reliant mathématiques, philosophie naturelle, pratiques expérimentales, circulation de livres, ordres religieux, contextes locaux et réseaux transfrontaliers, la Rome française et la Rome espagnole. Il en résulte des nœuds et une trame où les enjeux de la science moderne aussi bien dans la Rome papale qu'au sein de l'Église catholique viennent s'ordonner à des échelles différentes et acquièrent, mieux qu'ailleurs, une nouvelle intelligibilité.

Si l'imprégnation, les visées ou les implications théologiques sont presque toujours présentes dans les travaux scientifiques qui se développent dans le cadre romain, ce livre permet de rappeler qu'il s'agit là non seulement de contrôle mais également de promotion : le prestige du pouvoir – des pouvoirs –, si religieux soient-ils, passe aussi par la démonstration d'une vigueur intellectuelle et savante capable de contribuer à sous-tendre la mise en scène d'une suprématie de l'Église catholique.

On citera à ce sujet les usages de la médecine et de l'anatomie, comme le montrent les textes d'E. Andretta sur les autopsies des saints (Ignace de Loyola, Filippo Neri) et de Maria Conforti sur la bibliothèque Lancisiana et l'événement politique et culturel que constitue en 1714 l'édition, par l'archiatre papal Giovanni Maria Lancisi, des planches anatomiques que Bartolomeo Eustachi avait laissées inédites à sa mort en 1574. Or Rome n'est pas nécessairement à Rome, et on voit, dans l'article de Lucia Dacome, comment Prospero Lambertini, devenu pape sous le nom de Benoît XIV, œuvra à faire de Bologne la « capitale anatomique » des États pontificaux à travers le soutien qu'il apporta à l'Istituto delle Scienze – tout particulièrement à la collection de modèles anatomiques –, dès lors aussi que la ville natale de Lambertini se prêtait à conforter l'image d'une papauté en conformité avec celle du pontife lui-même, en tant que réformateur et patron des sciences.

Surgissent ainsi, à la lecture de ce livre, des figures d'un chantier historiographique qui participe d'une diversification et d'un décentrement de l'histoire des sciences et des savoirs. Dans cette entreprise, la preuve en est faite, il n'est pas nécessaire de quitter l'Europe ; d'autres travaux récents et en cours, sur la péninsule Ibérique par exemple, vont dans le même sens. Il aura peut-être fallu d'abord prendre le large pour se dire que des marges se nichent aussi dans le centre, ou encore que souvent il n'y a de centres qu'historiographiques.

RAFAEL MANDRESSI

1 - Antonella ROMANO (éd.), *Rome et la science moderne. Entre Renaissance et Lumières*, Rome, École française de Rome, 2008.

Maria Pia Donato

Morti improvise. Medicina e religione nel Settecento

Rome, Carocci, 2010, 239 p.

Au début du XVIII^e siècle, entre 1705 et 1706, on assiste à Rome à une série de morts subites ; on en parle comme d'une « épidé-

mie », la peur et l'inquiétude surviennent, les médecins s'interrogent, les autorités – le pape Clément XI au premier chef – réagissent. Des enquêtes sont ordonnées qui prescrivent l'ouverture des cadavres. En 1707, l'archiatre pontifical Giovanni Maria Lancisi (1654-1720) fait paraître chez Giovanni Francesco Buagni *De subitaneis mortibus*, un ouvrage issu de cette affaire, qui sera réédité la même année à Lucques, puis à Venise en 1708, à Leipzig en 1709, à Genève en 1718, et encore à Rome en 1745. C'est autour de ce livre important et de l'épisode qui l'a suscité que Maria Pia Donato reprend, dans cette étude, le dossier de la mort à l'époque moderne, sous l'angle de l'articulation et des interactions entre médecine et religion.

Si la mort a été thématisée comme objet historiographique à part entière dès la fin des années 1960 à partir des travaux de Michel Vovelle ou de Philippe Ariès, mais aussi de François Lebrun, pour ne citer que des historiens français, celui de M. P. Donato ne s'inscrit que partiellement dans cette filiation. Outre les attitudes envers la mort, les représentations qui les sous-tendent et les pratiques sociales qui les concrétisent, l'accent est mis sur le rôle des médecins et de leur savoir dans un cadre précis : la Rome du pape Gianfrancesco Albani (1700-1721) et du médecin Lancisi. Voilà le terrain d'une enquête qui n'en éclaire pas moins, à partir de cet observatoire romain, des enjeux savants, sociaux et politiques dont la géographie est plus vaste. Ces différents aspects sont présents dans les trois parties qui composent le volume, même si chacune d'entre elles est plus spécifiquement consacrée à une des dimensions du problème que l'auteur choisit de retenir : la mort subite comme préoccupation sanitaire d'abord, qui favorise la mise en œuvre d'« usages politiques du cadavre », entraîne un réaménagement de la place des médecins dans la vie publique en leur conférant une légitimité et une autorité affirmées. Le recours systématique à l'examen post mortem sur la base de la dissection comme moyen d'enquête est ici fondamental. Dans la deuxième partie on retrouve, aux prises avec la question de la mort subite, le savoir médical dans sa facette proprement doctrinale, pour en venir enfin, dans la troisième partie, à la sphère morale et théologique.

Lancisi et son livre sont, on l'a dit, le fil conducteur de l'analyse. À travers l'intervention et les idées de l'archiatre papal se dessinent, entre autres, les contours des usages autres que thérapeutiques des savoirs médicaux, en l'occurrence leur rôle de levier dans une entreprise politique d'envergure dont les détenteurs de ces savoirs sont également bénéficiaires en termes de représentation. Le personnage de Lancisi est à ce titre emblématique, et son *De subitaneis mortibus* peut être considéré comme le premier des projets éditoriaux destinés à promouvoir la puissance savante de Rome, voire à en établir la tradition – il a notamment fait publier, respectivement en 1714 et 1717, des planches anatomiques de Bartolomeo Eustachi et de la *Metallotheca* de Michele Mercati, lui-même archiatre pontifical au XVI^e siècle. Ces ouvrages ne relèvent certes pas d'un geste de la même ampleur que le *De subitaneis mortibus*, mais rappellent que ce dernier a une histoire en tant que livre qui ne saurait être négligée sans perte. Il s'agit, écrit M. P. Donato à juste titre, non seulement d'une « *opera* », mais aussi d'une « opération ».

Les aspects sociaux, politiques, religieux, éditoriaux, voire judiciaires, s'avèrent ainsi décisifs dans la saisie d'un épisode comme celui des morts subites dans la Rome du début du XVIII^e siècle, qui gagne de ce fait en épaisseur et en intelligibilité. Or l'historiographie de la médecine, qui s'y montre attentive depuis quelques décennies, a pu du même coup laisser de côté ou mésestimer les savoirs médicaux en eux-mêmes comme objets d'étude. Ce n'est pas le cas ici. M. P. Donato intègre les questions de doctrine, en adoptant le cas échéant un point de vue qu'elle qualifie d'« internaliste » mais qui ne doit rien aux approches iatrocétriques qui ont traditionnellement caractérisé l'historiographie de la médecine majoritaire. Aussi l'œuvre de Lancisi apparaît-elle sous un jour qui, en ramenant à la surface son contenu, en rafraîchit la perception. Le chapitre 4 est singulièrement instructif à cet égard ; le rappel des principaux traits du regard médical sur la mort chez les autorités de la tradition – le corpus hippocratique, le galénisme – et chez les médecins de la première modernité permet de mieux

cerner aussi bien le cadre conceptuel dans lequel se situe le propos de Lancisi que le nouveau regard dont son ouvrage est porteur, inscrit dans les conceptions issues du mécanisme et de la philosophie corpusculaire qui renvoient à Robert Boyle, Giovanni Alfonso Borelli, Marcello Malpighi, Thomas Willis ou Lorenzo Bellini, et plus en amont à Galilée et à Descartes.

Lancisi n'est donc pas un savant en apesanteur, faisant irruption par surprise dans un paysage savant auquel ses contributions seraient totalement étrangères ; il n'écrit pas non plus dans un contexte de pensée médicale homogène, mais traversé au contraire par des débats sans cesse revisités et renouvelés. Autrement dit, si l'archiatre papal est le protagoniste de cette histoire, d'autres acteurs comparaissent dans un monde médical institutionnellement, socialement et intellectuellement diversifié, à Rome et, plus largement, dans l'Europe des Lumières vers laquelle M. P. Donato ouvre des fenêtres et trace des perspectives dans une chronologie plus longue. C'est dans cet exercice où les échelles se combinent et se répondent que les principales thèses historiographiques qu'elle avance trouvent leur assise. Elles ont trait à la réévaluation des périodisations qui veulent que des transformations majeures ne se soient produites que dans la seconde moitié ou vers la fin du XVIII^e siècle, par exemple en ce qui concerne l'émergence de l'anatomie qui sera dite pathologique, usuellement mise sur le compte de Giovanni Battista Morgagni et, plus encore, de l'École de Paris. Il en est de même pour la problématique centrale de l'ouvrage, à savoir les transformations dans la vision médicale de la mort et dans les attitudes collectives, qui auraient donné lieu à « la naissance d'un discours scientifique et d'un élan philanthropique et politique » visant à avoir « une incidence concrète sur les conditions de vie – et de mort – des hommes » (p. 16) ; le moment lancisien autour de l'affaire des morts subites à Rome constitue à ce sujet, pour M. P. Donato, une première rupture et les chronologies reçues doivent par conséquent, ici aussi, être déplacées.

Au-delà de la circonspection qu'on pourrait vouloir garder vis-à-vis de l'idée de rupture, la force d'une telle proposition réside avant tout

dans la solidité et la richesse du dossier sur lequel elle prend appui. La mise en évidence est salutaire de la nécessité de revoir, pour l'histoire de la médecine, les découpages temporels trop massifs et souvent tributaires de problèmes et d'objets thématiques ailleurs ; en particulier, les périodisations issues de l'histoire des sciences ne sont pas nécessairement pertinentes à l'heure d'organiser les modes d'existence historique des savoirs et des pratiques des médecins. L'insertion de ces derniers dans les circuits sociaux et politiques, leurs modes d'action et d'influence ont des spécificités fortes et irréductibles. L'étude de M. P. Donato, embrassant la cour et la ville, les hôpitaux et les cimetières, la piété, la maladie et la peur, en fournit une démonstration exemplaire.

RAFAEL MANDRESSI

Emmanuelle Chapron

« *Ad utilità pubblica* ». *Politique des bibliothèques et pratiques du livre à Florence au XVIII^e siècle*

Genève, Droz, 2009, 467 p.

L'ouvrage d'Emmanuelle Chapron se situe au croisement de l'histoire politique – celle du gouvernement de l'opinion dans l'État *riformatore* du grand-duché de Toscane – et de l'histoire intellectuelle – celle du livre, de ses lieux et de ses pratiques ; ce faisant, elle combine des problématiques qui donnent à son objet – à l'origine bien circonscrit : celui de l'ouverture au public des bibliothèques dans l'État toscan – une ampleur et une puissance démonstrative très supérieures à son point de partance. La vigueur de l'argumentation est partout à l'œuvre dans ce livre de bout en bout maîtrisé, où les sources sont arraisonnées à mesure que progresse l'auteur : nul empirisme démonstratif ici, c'est le questionnement préalable qui gouverne l'exploration.

Trois étapes scandent la lecture : la première partie éclaire les conditions qui permirent, dans la première moitié du siècle et le changement dynastique des Médicis aux Lorrains, « l'invention » des deux premières bibliothèques publiques, la *Magliabechiana* et la *Marucelliana*.

Fondées par les legs de deux grands érudits et collectionneurs privés, Antonio Magliabecchi (1633-1714) et Francesco Marucelli (1625-1703), l'auteur montre la lente et progressive implication de l'État dans l'institution de ces deux bibliothèques, attestant la naissance d'un souci inédit de garantir aux sujets un espace public pour la lecture. De ces prémices, E. Chapron tire l'occasion d'une véritable archéologie des bibliothèques publiques à Florence et en Toscane, près d'une centaine au total : bibliothèques des couvents et des ordres, des palais patriciens et princiers, plus tard encore ce seront les bibliothèques spécialisées, de médecine, de navigation (voir le bel exemple de la bibliothèque « autogérée » des officiers de marine à Livourne !), de sciences physiques, etc. Ce moment est l'occasion d'une réflexion stimulante sur l'espace des bibliothèques, leur typologie et leur inscription dans l'espace urbain, mais aussi sur les dispositifs qui les sous-tendent et en programment l'usage, de leur architecture au mobilier intérieur. Dès ce premier tableau, le lecteur est frappé par le souci constant de l'auteur d'insérer son objet dans un espace comparatif européen. Il jalonne l'ensemble du texte et livre par la suite de précieux enseignements sur la circulation des modèles culturels au temps des Lumières : alors que les milieux intellectuels florentins sont marqués par une forte anglomanie et un tropisme français accentué, les modèles de bibliothéconomie publique paraissent, eux, sinon italiens – vénitien en l'occurrence – du moins autrichiens (pour la Palatine), conformément à la culture politique du gouvernement toscan.

La deuxième partie est pour l'auteur l'occasion d'affronter les débats qui animent l'historiographie autour de la question des réformes progressistes menées par l'État « illuministe ». Le temps de la régence (1737-1765), puis celui du règne du grand-duc Pietro Leopoldo (1765-1790) sont l'objet d'une évaluation lucide : la régence est créditée de l'ouverture de la bibliothèque Palatine (1760), tandis que la politique centralisatrice de Pietro Leopoldo se trouve nuancée : si la *Marucelliana* ouvre sous ses hospices et si la réorganisation des grandes institutions religieuses sous l'égide de l'État affecte la « politique des bibliothèques » des autorités

(fondation de la bibliothèque hospitalière, suppression des corporations religieuses en 1778 et redistribution des collections, etc.), E. Chapron souligne qu'elle échoue à uniformiser le système bibliothécaire toscan. La reconstitution du « gouvernement des bibliothèques » est le moment d'une réflexion sur l'un des horizons de l'enquête : le rôle de la bibliothèque dans l'émergence de l'espace public, selon le questionnaire habermassien qui semble désormais s'être imposé aux études dix-huitiémistes. La réponse de l'auteur est ici volontairement déceptive. Elle n'estime pas que le « gouvernement des opinions », tel que les études de Sandro Landi sur la censure toscane l'ont défini, passe par le gouvernement des bibliothèques¹. Certes, elle évoque l'émergence de la figure du *pubblico*, à l'œuvre dans les règlements et le discours des bibliothécaires ; certes, elle reconstitue l'expérience de la Palatine, transformée, mais un court moment seulement, en lieu de collecte des matériaux de l'opinion. Pour autant, affirme-t-elle, le pouvoir n'identifie pas la bibliothèque comme le lieu d'une opinion publique « non régulée ou dangereusement critique ». *De facto*, le rapport du lecteur au livre y apparaît étroitement programmé – par le choix des ouvrages mis à sa disposition mais aussi par le règlement qui en surdétermine physiquement la lecture et impose le silence. Mais E. Chapron relève que la bibliothèque publique ne s'est pas non plus un espace relais pour les *stampe alla macchia* étudiées par S. Landi, ces ouvrages imprimés par le pouvoir, en contournant sa propre censure officielle, dans le but d'agir sur l'opinion de façon aussi indirecte qu'efficace. Ce sont les « lectures privées » (le terme mériterait peut-être d'être précisé) qui sont l'objet de son inquiétude et de son désir de contrôle. La police a mieux à faire et les *negozi di polizia* des archives florentines dessinent une géographie bien différente : librairies, cabinets de lecture, *conversazioni*, gargotes et tavernes, couloirs des palais et des bureaux, « où se forme et circule l'opinion ». Davantage, l'examen des achats de livres de la *Magliabechiana* et de la *Marucelliana* (étudiés dans la partie suivante) indique une véritable « dépolitisation » des bibliothèques

florentines, au profit d'une conception patrimoniale de la culture toscane. La publicité dont la bibliothèque est porteuse ne renvoie donc pas tant au désir de l'État de gouverner les sujets par le livre et la lecture qu'au miroir qu'elle tend au monarque de son statut de garant du « bien public », par la bonne administration des équipements culturels emblématiques de la *civiltà fiorentina*.

La troisième partie est consacrée à ce que l'auteur appelle joliment le « repeuplement des lieux ». La bibliothèque est en effet ce lieu silencieux et mal documenté dont E. Chapron parvient à faire émerger, véritable tour de force de l'historien en butte aux archives contraires, les figures du bibliothécaire et du lecteur. De beaux portraits apparaissent ainsi au terme de cette réflexion sur la politique de la bibliothèque, qui donnent intensité et intelligibilité aux modèles discutés précédemment. Le chapitre sur la patrimonialisation des collections florentines renouvelle et dynamise la figure du lien que le bibliothécaire entretient avec le livre, tout en ménageant d'intéressants développements sur la professionnalisation du métier de bibliothécaire (Angelo Maria Bandini).

Lieu d'écart souvent sommé de démontrer sa capacité à être habité, lieu médiumnique également, où s'élabore le dialogue muet des vivants et des morts, saisi dans une permanente dialectique entre le clôt et l'ouvert, la bibliothèque apparaît dans ce livre important comme un étonnant dispositif, lieu d'appropriations complexes, au cœur d'enjeux politiques, économiques, intellectuels subtils, que jamais l'auteur n'enrôle au service d'un fonctionnalisme facile. Car ce livre délivre aussi le portrait d'une historienne de première force, capable de soumettre archives (17 dépôts consultés), historiographies (en six langues) et amples problématiques, pour les mettre au service d'une construction équilibrée et nuancée du monde ainsi révélé par la bibliothèque.

CAROLINE CALLARD

1 - Sandro LANDI, *Il governo delle opinioni. Censura e formazione del consenso nella Toscana nel Settecento*, Bologne, Il Mulino, 2000.

**Manuel Royo, Étienne Hubert
et Agnès Bérenger (éd.)**

*Rome des quartiers : des vici aux rioni.
Cadres institutionnels, pratiques sociales et
requalifications entre l'Antiquité et l'époque
moderne*

Paris, De Boccard, 2008, 398 p.

Cet ouvrage présente une analyse de l'espace urbain de Rome à l'échelle du quartier, en tant que catégorie de l'espace vécu et unité de l'organisation administrative. Dans le but de mettre en évidence l'interaction continue entre le lien social et les réalités spatiales identifiées par les contemporains, l'attention est portée sur les différentes structures topographiques et les répartitions territoriales, qui se superposent et se modifient suivant les époques. Afin de saisir les changements et les persistances dans la construction de l'espace urbain romain, les auteurs adoptent une perspective de longue durée : de la Rome ancienne au XIX^e siècle, avec une attention aux définitions de *vici* ou *rione* propres à chaque époque.

Ce ne sont pas les enceintes des murs qui constituent l'élément fondateur la ville, mais les hommes : comme Andrea Carandini le souligne en citant Thucydide, la ville existe là où son espace comprend non seulement des habitations mais aussi les institutions et les édifices de la vie publique. La différence entre la *poieis* et d'autres réalités spatiales telles que le village réside en la présence d'un centre politique et religieux. De ce point de vue, Rome constitue plus qu'une agglomération de villages bien avant la forme accomplie qu'elle prend au cours du VI^e siècle av. J.-C.

La sociabilité au sein des quartiers de la Rome ancienne, les *vici*, est analysée par Michel Tarpin. Contrairement à la tradition historiographique sur ce sujet, M. Tarpin met en évidence que les *vici* n'étaient pas seulement des associations spontanées de la plèbe, mais des réalités urbaines comprenant la totalité de la population ; en effet, le terme *vicatim* (« de quartier en quartier ») est utilisé pour indiquer l'ensemble de la population de la ville. Les *vici* constituaient ainsi « l'unité de base de la structure urbaine, indépendamment d'une quelconque ségrégation sociale » (p. 51) : la procédure *vicatim* pouvait être appliquée de

manière officielle par les autorités légitimes, lors des distributions des ressources ou du recrutement d'hommes en cas d'urgence. La contribution d'Elio Lo Cascio porte également sur le thème des *vici* et de leur nature ; en utilisant les catégories proposées par Gerald Suttles¹, il pose le problème de la transformation des *vici* d'agréations spontanées en communautés créées par les autorités et caractérisées par des fonctions spécifiques (les *community of limited liability*).

Mais les *vici* n'étaient pas la seule forme d'organisation de l'espace urbain, et plusieurs contributions se focalisent sur la coexistence de différentes répartitions territoriales au cours de la même époque. Dans la Rome du Moyen Âge, l'organisation institutionnelle en *rioni*, comme Étienne Hubert le souligne, coexistait avec la répartition en quartiers, *contrade*, ainsi qu'avec la division en des micro-circonscriptions appelées *venticinque* ; à cela s'ajoutaient la division en paroisses et la présence des fiefs urbains – les résidences de la noblesse, appelées *vicinantie*. Dans son étude sur l'émergence d'une différenciation socio-économique entre les quartiers de la ville médiévale, l'auteur met en évidence deux spécificités topographiques de la Rome du Moyen Âge qui rendent la hiérarchie des espaces plus difficilement saisissable : la discontinuité entre son centre urbain et celui de la ville ancienne, et l'absence d'une enceinte autour du centre. À une pluralité de répartitions territoriales correspondaient les cultures et perceptions de l'espace propres aux différents groupes sociaux de la ville, comme le cas des circonscriptions ecclésiastiques étudié par Tommaso Di Carpegna Falconieri le montre.

Dans toutes les époques considérées par les auteurs, une des répartitions qui marquent le plus profondément le territoire est la division de l'espace en *insulae* dominées par les membres de l'aristocratie. Les stratégies territoriales des élites et leur enracinement dans les quartiers au cours de la période du II^e siècle av. J.-C. au II^e siècle après J.-C. sont analysés par Jean-Pierre Guilhembet et Manuel Royo. Ils utilisent la notion d'*insediamento* pour illustrer l'emprise polyvalente, à la fois symbolique et matérielle, que l'aristocratie exerçait sur l'espace urbain, grâce à un patrimoine immobilier composé de différents types d'immeubles

et à la construction d'édifices publics et religieux. Autour de la maison aristocratique un réseau social se tissait – des relations verticales qui reliaient les sénateurs à leurs clients et protégés, ainsi que des liens tels que les échanges commerciaux avec les fournisseurs. Le modèle d'implantation urbain de l'aristocratie aux IX^e-X^e siècles, décrit par Riccardo Santangeli Valenzani, présente plusieurs points en commun avec la Rome ancienne, notamment la tendance des élites à concentrer les propriétés immobilières et à associer leurs noms à des édifices religieux, à travers, par exemple, la fondation de monastères. L'emprise sur l'espace urbain, dans la Rome ancienne, médiévale et moderne, était nécessaire à la création d'une base d'influence et de pouvoir politique.

À cette continuité de la structure des quartiers de l'aristocratie correspondent toutefois des mutations importantes dans d'autres répartitions de la ville au cours des siècles. Un exemple est le tissu paroissial, dont les transformations institutionnelles et territoriales sont analysées par Eugenio Sonnino, Domenico Rocciolo et Susanna Passigli. Au cours de quatre siècles (XVI^e-XIX^e), le nombre de paroisses se réduisit drastiquement (de 132 à 54), alors qu'on assista au renforcement de leurs fonctions et des pouvoirs de curés. Mais les changements dans la répartition territoriale ne sont pas seulement le produit des décisions des autorités administratives, et la mobilité des confins, à certaines époques, fait partie de la conception même de l'espace urbain, comme le fait remarquer Diane Favro. Dans la Rome ancienne, la division territoriale de la ville n'était pas matérialisée par des lignes fixes mais par des marqueurs mobiles, qui changeaient dans le temps, comme le Tibre. La répartition territoriale était influencée par des notions de perméabilité et de fluidité, d'expansion et de croissance : comme à chaque époque, dans la Rome ancienne les découpages et la perception de l'espace urbain étaient des produits de la culture.

La contribution d'Agnès Bérenger porte sur la perception de l'espace et les pratiques du territoire, notamment sur la manière d'indiquer son adresse dans la Rome ancienne, et donc sur les repères utilisés pour localiser un appartement dans un quartier. Souvent une grande artère ou un monument constituait le

repère ; toutefois, des indications vagues semblaient être suffisantes pour localiser l'appartement, qui devait être connu par les autres habitants de l'*insula*. La localisation d'endroits spécifiques de la ville s'appuyait donc sur des connaissances partagées et sur l'interaction sociale, ainsi que sur la présence de monuments très connus. La même coexistence d'ordinaire et d'extraordinaire, de pratique et d'artistique dans la perception de l'espace de la ville est mise en évidence par Brice Gruet. Dans sa *Roma ricercata* (première édition en 1644), Fioravanti Martinelli, à côté des itinéraires classiques de visite de la « ville des monuments », propose une topographie quotidienne de la ville, en décrivant rues et places par les activités économiques qui y avaient lieu, dont la spécificité est utilisée par l'auteur comme un marqueur spatial.

La longue durée, la pluralité d'approches et des sources utilisées permettent aux auteurs de cet ouvrage de mettre en relation des situations différentes et de saisir des analogies entre des époques extrêmement éloignées, ainsi que de montrer les changements dans les pratiques territoriales et les cadres institutionnels. Malgré la variété des contextes analysés, les contributions sont liées étroitement entre elles grâce à la précision dans la définition de l'objet d'étude : le quartier comme espace du vécu et comme produit de l'organisation administrative de la ville. Si la définition de l'objet d'étude réside dans l'interaction entre lien social et réalités spatiales, une attention plus spécifique aurait pu être portée, là où les sources le permettent, sur les interactions sociales entre individus à l'échelle du quartier, afin d'identifier cet espace tout d'abord par les échanges sociaux entre les habitants. Quels types de liens existaient entre voisins ? Dans quels contextes habiter dans un quartier était un élément identitaire ? Peut-on parler de concentration des réseaux sociaux des habitants au sein du quartier de résidence ? Il s'agit d'autres pistes de réflexion possibles, parmi les nombreuses abordées par cet ouvrage important, qui enrichit remarquablement le panorama des études sur l'identité urbaine.

ELEONORA CANEPARI

1 - Gerald D. SUTTLES, *The social construction of communities*, Chicago, University of Chicago Press, 1972.

Eleonora Canepari

Stare in compagnia. Strategie di inurbamento e forme associative nella Roma del Seicento
Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007,
207 p.

La Rome moderne définit les caractéristiques de sa société au cours du xv^e siècle. Après le retour de la cour pontificale d'Avignon, la capitale de l'État de l'Église est devenue le centre d'une immigration très importante. Pour beaucoup de gens, et pas seulement les Italiens, l'expansion rapide du marché du travail romain constitue une possibilité réelle de trouver un emploi stable avec une relative facilité. Les artisans et le secteur des services représentent sans doute des domaines emblématiques de ces phénomènes, dont l'analyse peut illustrer la croissance exponentielle de la main-d'œuvre travaillant pour répondre à la demande croissante en provenance de la cour pontificale. La Rome du xvi^e siècle, formée d'un tissu social cosmopolite, est dominée par la présence continue de soldats et de pèlerins, de laïcs et du clergé, de riches et de vagabonds, de chrétiens et de juifs qui se retrouvent – au moins avant la construction du ghetto juif en 1555 et du quartier des « courtisanes » en 1566 – à partager un espace public sans divisions sociales ni économiques, alors que l'augmentation considérable de la masse monétaire facilite l'accès à une source fiable de revenu.

Comme en témoigne l'ouverture d'ateliers au rez-de-chaussée des bâtiments ou de lieux commerciaux autour des églises, comme la basilique Saint-Pierre, les places et les rues de la ville deviennent le théâtre de la propagation d'un réseau très dense de relations sociales, entrelacées à l'intérieur d'une population qui tend à s'identifier avec le lieu de travail ou de résidence (le quartier, la paroisse). Et pourtant l'action d'habiter dans la Rome moderne a recouvert pendant longtemps beaucoup d'autres significations. La Rome de l'Ancien Régime est également le centre des relations internationales, ainsi que le lieu des conflits pour la suprématie entre les grandes puissances européennes. Compte tenu de l'imbrication constante des forces en présence et aussi en raison de la nature ambivalente de l'autorité papale, à la fois religieuse et laïque,

l'on assiste à la formation d'un milieu social dans lequel des catégories telles que public et privé finissent par ne presque plus rien dire, alors qu'elles se fondent et participent d'un univers de liens sociaux tant diversifiés qu'incertains.

L'étude menée par Eleonora Canepari analyse la saison particulière où Rome est sur le point de passer de la croissance économique et démographique du xvi^e siècle au ralentissement et à la stagnation du xvii^e siècle. Une période de transition, donc, qui est analysée à travers le prisme des stratégies individuelles et collectives mises en œuvre par les nouveaux arrivants, qui proviennent à la fois du reste de l'Italie et des autres pays européens. Dans les grands centres urbains – et de ce point de vue, la Rome du xvii^e siècle ne diffère pas de la tendance générale –, le statut d'immigrant est la norme et non l'exception. Toutefois, comme le montre l'auteur, la notion d'étranger est ouverte à une pluralité de lectures, ce qui rend très important de suivre les chemins par lesquels les migrants, tout en continuant à se référer à leur propre lieu de naissance, finissent par ressentir une appartenance avec la ville où ils se sont transférés. Dans le débat historiographique sur les sociétés urbaines de l'Ancien Régime, les formes d'intégration de la population immigrée d'origine étrangère sont une question importante qui, quelle que soit la période historique étudiée, invite à utiliser des critères susceptibles de restituer la complexité de phénomènes sociaux en permanente évolution. Dans une société urbaine qui est tout à fait particulière comme celle de la Rome moderne, où les concepts de natif et d'étranger ont tendance à perdre leur valeur sémantique, comme le montre E. Canepari, une des stratégies d'intégration les plus suivies est celle de l'affiliation à un organisme ou une institution de nature religieuse. En cela, toutefois, on peut voir en même temps le caractère unique de la réalité romaine, en particulier en ce qui concerne l'interaction constante entre les associations religieuses et les corps de métier. Plus précisément, l'ouvrage d'E. Canepari analyse la compagnie de Santa Maria dell'Orto, une confrérie établie dans le quartier de Trastevere. Cette institution a pour principale caractéristique d'être le point de repère pour

un grand nombre de compagnies – plus de dix – qui associent les ouvriers qui travaillent dans l'univers varié du port fluvial de Ripa et du marché alimentaire (fruitiers, marchands de légumes, fabricants de pâtes, meuniers). Les membres de la confrérie viennent pour la plupart des régions de Lombardie et du Piémont (43 %), aussi bien que de Toscane, d'Émilie-Romagne et de Ligurie (25 %). À l'exception du royaume de Naples (5 %), le Sud de l'Italie est sous-représenté, et même l'ensemble des « non-Italiens » (qui comprend des Suisses, des Allemands et des Français) demeure largement minoritaire.

La recherche met également en évidence le rôle religieux très important des corps de métiers. Pour ce qui est de la confrérie de Santa Maria dell'Orto, ces fonctions paraissent liées la diminution des compétences reconnues aux corporations romaines au fil des décennies. À la suite du développement des institutions pontificales, les communautés d'artisans et de marchands, avec une intensité plus ou moins forte selon les secteurs, perdent leur contrôle sur le marché du travail et se transforment en agrégations consacrées principalement à l'assistance (hôpitaux, dots pour les filles pauvres, aide aux prisonniers) et à la pratique de la vie religieuse en commun (messes, processions, fêtes).

E. Canepari nous montre très bien que la connexion entre les associations religieuses et professionnelles peut être analysée en appliquant les théories de la sociologie : les individus à la recherche d'un emploi ou d'une famille, et en particulier les immigrés, considèrent les confréries et les institutions urbaines comme des outils importants pour accéder aux services d'assistance et aux amples réseaux sociaux qui les traversent, et qui touchent en même temps différentes sphères. Du métier à la religion, à la vie privée et familiale, l'existence des individus s'avère le résultat de réseaux ramifiés et plus ou moins largement distribués. Selon l'approche d'E. Canepari, tout choix et toute action individuelle trouveraient son origine dans la nécessité de parvenir à une position d'appartenance forte à un réseau social qui, par conséquent, joue un rôle primordial en tant que moyen d'entreprendre et de conclure des stratégies couronnées de

succès. Une telle lecture fournit de précieuses indications sur l'importance de la forme de relations sociales, et les pages dédiées à l'analyse des stratégies matrimoniales et à l'achat d'une maison sont révélatrices de l'extrême richesse des liens sociaux offerts par l'environnement urbain de l'Ancien Régime.

L'étude d'E. Canepari, ainsi que les tableaux et les graphiques, offre ainsi un aperçu très riche sur le *modus operandi* d'une société aussi complexe que la société romaine des XVI^e et XVII^e siècles. Néanmoins, toute la recherche est bâtie à partir d'une application stricte des cadres d'interprétation empruntés aux sciences sociales, ce qui produit des résultats parfois paradoxaux, dans la mesure où tout acte ou décision (la location d'une maison, un prêt, la vente d'aliments ou la signature d'un contrat) finit par devenir une conséquence directe de réseaux de clientèle et de solidarité composés d'individus ayant entre eux des liens personnels harmonieux et de confiance mutuelle. De cette façon, le résultat de la recherche renforce l'image d'une société soutenue par un équilibre parfaitement moral, duquel restent exclus tout intérêt matériel et, encore plus, toute forme de conflictualité.

MANUEL VAQUERO PIÑEIRO

Angela Groppi

Il welfare prima del welfare. Assistenza alla vecchiaia e solidarietà tra generazioni a Roma in età moderna
Rome, Viella, 2010, 286 p.

Historienne de la Révolution française, du travail et de la citoyenneté, Angela Groppi s'attaque dans ce livre à un sujet de brûlante actualité : l'assistance aux personnes âgées. Le problème est de circonstance dans une Europe vieillissante et qui remet en discussion ses politiques de *welfare* dans un contexte économique de crise, mais il l'est tout particulièrement pour l'Italie, qui affiche l'un des taux de fécondité les plus bas du continent, et qui n'a jamais véritablement développé une politique d'assistance publique bien organisée. Les gouvernements actuels, impuissants face au

problème, déplorent le manque de solidarité entre générations, qui oblige les pouvoirs publics à s'intéresser aux personnes âgées, alors que c'est la famille qui devrait « naturellement » s'en charger.

A. Groppi traite du problème pour l'époque moderne, dans le contexte local très spécifique de la Rome pontificale. Ses conclusions mettent à mal l'idée d'un passé idéal, d'un « monde que nous avons perdu », où la solidarité entre générations aurait été un comportement « naturel ». Elle suggère, au contraire, que la notion sociale de solidarité fut d'abord juridiquement construite. Le schéma évolutionniste qui verrait un transfert progressif des devoirs familiaux de *carere* et d'assistance aux institutions est totalement contredit par cette recherche, qui se fonde sur l'étude du réseau d'assistance dans un État qui faisait du devoir de charité une raison de vie et un argument de propagande. Les cas de l'*Ospedale di San Sisto*, fondé à la fin du XVI^e siècle, et de l'*Ospizio Apostolico de' Poveri Invalidi*, fondé à la fin du XVII^e, montrent que le problème de la vieillesse fut spécifique bien avant le « grand renfermement » foucauldien.

Les assistés étaient des « pauvres honnêtes », ni criminels, ni vagabonds, mais des individus incapables de subvenir à leurs besoins, même après une vie de labeur. Dans une époque où l'usage était de travailler jusqu'à l'heure du décès, ces institutions étaient destinées à donner l'hospitalité aux travailleurs devenus inaptes. Il s'agissait plus souvent d'hommes que de femmes, non seulement parce que le *sex-ratio* romain était déséquilibré, mais aussi parce que les femmes, souvent employées dans des métiers qui exigeaient moins de force physique, continuaient à travailler bien plus longtemps que les hommes.

L'internement était le résultat d'une demande présentée par les intéressés, qui s'engageaient à apporter leur contribution financière en donnant leurs biens à l'institution, mais il pouvait aussi résulter d'une négociation avec les familles. Les devoirs des familles à l'égard de leurs membres âgés et dans le besoin n'étaient pas l'expression d'un code moral chrétien, mais d'une tradition législative remontant au droit romain, qui définissait

exactement les « obligations alimentaires » des individus à l'égard de leurs parents. Si un vieillard qui demandait à entrer dans un hospice avait des fils, sa requête était rejetée et les fils obligés de subvenir à ses besoins, même s'ils avaient eux-mêmes une famille à entretenir. Les filles, en revanche, étaient moins sollicitées, en raison de leur accès limité à l'héritage familial. Le système distinguait donc très nettement les rôles des hommes et des femmes.

Le livre décrit un système de négociation permanente, documenté aussi bien par les sentences des tribunaux que par les actes notariés, dans lesquels sont dressés les inventaires des biens des assistés. Se dessinent ainsi des formes de charité et d'assistance qui ne sont pas gratuites, mais monnayées, suivant un système de justice distributive, selon lequel les contributions des uns doivent servir à l'entretien des autres. Pendant toute l'époque moderne, le secours accordé par les institutions d'assistance resta subordonné à la démonstration par le requérant de l'absence ou de l'insuffisance du réseau familial qui était censé en priorité secourir les proches. Par rapport à d'autres cas européens, notamment en France ou en Angleterre, les tribunaux romains, souligne A. Groppi, étaient particulièrement exigeants avec les fils, les contraignant à assister leurs parents. Il ne s'agissait là en rien d'un comportement naturel mais, au contraire, d'une obligation sociale, que les tribunaux de la ville étaient prêts à imposer de façon stricte par le biais du dispositif des obligations alimentaires. Grâce à ce dispositif d'encadrement de la solidarité familiale, l'obligation morale d'assistance se traduisait en un devoir civil fondé sur les liens de sang ou d'alliance. Il existe donc bien un « *welfare* avant le *welfare* ».

Toutefois, ceci n'est pas le seul résultat de ce livre important, qui éclaire aussi, de façon inattendue, le rôle des institutions et des tribunaux dans la définition et la construction des liens familiaux et dans les échanges entre générations, des thèmes de recherche qui sont actuellement au cœur des préoccupations des historiens de la famille.

Claire Judde de Larivière

Naviguer, commercer, gouverner. Économie maritime et pouvoirs à Venise (XV^e-XVI^e siècles)

Lejde, Brill, 2008, XII-361 p.

Les modes opératoires des convois de galères vénitiennes, les *mude*, sont bien connus depuis leur mise en place au Moyen Âge. À la fin du XV^e siècle, après une longue histoire, les marchands vénitiens disposent d'un système efficace divisé entre quelques convois « publics » et des nefes privées. Or, au cours du XVI^e siècle, le système se modifie profondément jusqu'à la disparition des *mude*. Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage a pour thème principal la navigation commerciale vénitienne de la fin du XV^e siècle à la fin du XVI^e siècle, de 1495 à la fin des convois de galères en 1569. Claire Judde de Larivière analyse l'abandon progressif de la navigation qu'elle qualifie de « publique » au profit de la « navigation privée ». L'auteur prévient que les termes employés sont des constructions historiennes. Toutefois, ils sont justifiés par la lecture des documents qui met en évidence la séparation, toujours fragile cependant, entre le « bien commun » et les « intérêts particuliers ». D'un côté les galères, trop coûteuses à construire pour un opérateur privé, aux fonctions et produits transportés spécifiques, de l'autre les embarcations de plus faible tonnage, les nefes.

L'auteur s'interroge sur les conjonctures du commerce maritime, sur les transformations structurelles ainsi que sur les évolutions des investissements du patriciat et de la gestion publique des navires. Il s'agit d'une histoire liée aux changements sociaux advenus, mêlant à juste titre l'économique et le social, une « socio-histoire » de l'économie (p. 4). Les actions des sujets en tant que groupes et en tant qu'individus sont au centre de l'analyse prosopographique.

La question de l'abandon de la « navigation publique » est posée, mais l'auteur ne reprend pas le thème historiographique du déclin du Cinquecento, remis en cause depuis une vingtaine d'années. À la lumière des éléments apportés, la baisse de l'influence vénitienne en Europe est palpable. Cette baisse se ressent

pleinement sur les structures du commerce maritime vénitien. Mais les facteurs externes n'expliquent pas tout.

L'auteur analyse minutieusement un système qui a fonctionné plusieurs siècles mais qui devient ingérable et qui perd peu à peu de son intérêt pour ses acteurs, d'où son abandon. Les retards dans les départs gênent les opérateurs économiques et les naufrages se multiplient en raison des dérèglements du système. Les réparations nécessaires ne sont plus effectuées par l'Arsenal. De surcroît, la multiplication des contrôles contre les fraudes (non-respect des délais, des parcours ou encore des étapes) pour s'assurer des garants ou des cautions est un « signe supplémentaire du besoin de surveiller davantage un système qui sortait trop souvent des cadres légaux » (p. 204). Ainsi, les convois sont l'objet d'une surveillance continue de la république et entraînent des débats perpétuels. Les personnes privées à qui sont adjugées les galères tentent souvent de contourner les règles, pourtant élaborées par leur groupe d'appartenance, le patriciat.

En effet, le patriciat détient le monopole de l'autorité publique. Les patriciens étaient des marchands et assuraient le bien de la communauté. Aussi les discours et les réglementations sont-ils incessants quant à la conservation du « bien commun ». L'État vénitien apparaît tiraillé entre les intérêts privés et le bien commun, équilibre difficile à atteindre. Entre 1495 et 1569, sur les 177 charges de patrons, parmi ceux qui enchérissent pour obtenir les galères, plus de 50 % sont occupées par des patriciens¹. En tête de la liste, toutes les grandes familles actives dans le gouvernement sont présentes : les Contarini, les Badoer ou encore les Morosini. Une étude portant sur l'époque précédente permet des comparaisons intéressantes : ce ne sont plus les mêmes familles qui participent à la navigation publique². D'ailleurs s'opère un renouvellement permanent au fur et à mesure du déclin de la navigation publique. Le nombre des galères et des convois baissent continuellement durant la période étudiée, tout comme celui du nombre d'investisseurs. Certaines lignes de navigation en convois sont abandonnées bien avant 1569, comme celle des Flandres en 1533.

Les désaccords et les luttes entre les patrons de galères et les autorités mettent en lumière les tiraillements entre les fonctions « publiques » et les « intérêts particuliers » des acteurs de la navigation publique. Finalement le système a fonctionné tant que les patriciens obtenaient des avantages. Les monopoles sur les marchandises comme la laine, l'or ou encore les épices sont l'objet de dérogations qui deviennent habituelles et finissent par remettre en cause les divisions entre la navigation publique et privée. De plus, durant les guerres, les embarcations privées sont elles aussi réquisitionnées pour combattre. Le pragmatisme de la république est ainsi clairement mis en évidence : le Sénat oblige les embarcations privées chargées des produits indispensables, comme la laine, à naviguer en convois !

Les investissements des patriciens opérant dans la navigation commerciale sont étudiés avec soin. Bien entendu, les investissements dans le commerce maritime ne sont pas les seuls effectués par les patriciens qui diversifient leurs investissements et leur patrimoine. Une complémentarité bien comprise se perçoit dans leurs différents investissements : devenir par exemple propriétaires d'ateliers dans lesquels séjournent différents travailleurs qui ont besoin des produits issus du commerce maritime. Ils trouvent ainsi facilement à écouler leurs produits. Il n'y a donc pas de dichotomie entre la terre et la mer, mais des liens entre activités industrielles, marchandise et propriétés immobilières. L'ensemble des acteurs sont scrutés, des gestionnaires aux rameurs à qui la république permet de faire du petit commerce grâce à la *portata*, les marchandises qu'ils peuvent placer sous leurs bancs.

L'abandon de la navigation publique par la république de Venise, signe de sa puissance pendant plusieurs siècles, intervient au moment où se renforcent les grandes puissances européennes sur le plan politique et économique. Ce lent déclin est démontré avec précision et de façon très vivante en raison des choix méthodologiques opérés.

MATTHIEU SCHERMAN

1 - Voir la liste complète des sociétés de gestion allant de 1495 à 1569 sur la fiche de l'auteur sur <http://framespa.univ-tlse2.fr>.

2 - Doris STÖCKLY, *Le système de l'Incanto des galées du marché à Venise (fin du XIII^e-milieu XV^e siècle)*, Leyde, Brill, 1995.

Jean-François Chauvard

La circulation des biens à Venise. Stratégies patrimoniales et marché immobilier, 1600-1750
Rome, École française de Rome, 2005,
x-629 p.

Cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat, se propose de « dépeindre le paysage immatériel de la propriété du bâti » (p. 1) et de rendre compte des mécanismes pluriels de la circulation des biens immobiliers à Venise, ville qui, depuis la fin du XVI^e siècle, a largement épuisé sa capacité à augmenter l'espace bâti. L'analyse porte sur une période longue – des débuts du XVII^e siècle au milieu du siècle suivant – et marquée par le recul de l'économie des trafics et des industries au profit d'un attrait significatif pour l'économie de la rente. Ce contexte permet de proposer le cas d'étude vénitien comme un véritable laboratoire dont la signification peut aller bien au-delà du cas étudié.

La source principale de la recherche est constituée par le fonds des *Dieci Savi alle decime* qui, depuis le milieu du XV^e siècle, fixent le montant de l'impôt sur les rentes immobilières et foncières et enregistrent dans le détail tout mouvement de propriété des contribuables. L'ouvrage s'attache à explorer l'ensemble des possibilités analytiques de ce fond, quitte à les dépasser à travers l'usage d'autres sources, notamment avec la construction d'un corpus plus restreint mais plus varié qui permet d'approfondir l'analyse en s'attachant à la reconstitution de la généalogie des maisons de la paroisse de San Polo entre 1661 et 1740. La maîtrise documentaire est impressionnante, tout comme la capacité de l'auteur à situer précisément sa démarche au travers des magistratures vénitienes et des différents contextes qu'il évoque au fil de son analyse.

Une réflexion dense et argumentée sur l'échelle d'analyse la plus appropriée à chaque volet du travail accompagne la présentation des données de la recherche, tant dans la première partie – « Espace urbain et structures

de la propriété » – que dans les deux autres, respectivement consacrées à « L'économie de l'immobilier » et aux « Stratégies patrimoniales ». Ces trois parties sont conçues aussi bien comme des études indépendantes que comme les volets d'un triptyque capable *in fine* de restituer une histoire spécifique des biens immobiliers urbains, de leur circulation et de leur place dans des jeux stratégiques individuels et familiaux complexes.

L'auteur s'attache d'abord à définir le cadre dans lequel l'analyse des transferts de propriété peut prendre son sens. Ainsi, la reconstruction générale mais minutieuse des structures urbaines offre l'image d'une stabilité évidente, qui n'exclut pas quelques transformations significatives, notamment vers la périphérie et dans les premières décennies du XVII^e siècle. La structure de la propriété met en évidence un double mouvement. Si la propriété du sol est et demeure solidement dans les mains du patriciat, on assiste bien sur le temps long à une augmentation du nombre des propriétaires. Ce phénomène constitue une traduction concrète, tangible, des restructurations sociales qui ont lieu à l'intérieur du patriciat pendant la période considérée. Autre fait notable : la propriété de la résidence semble être une pratique marginale pour l'ensemble des groupes sociaux, y compris pour le patriciat, même si, chez ce dernier, la proportion des propriétaires demeure nettement supérieure. Le montant des loyers des unités immobilières permet de dessiner le paysage urbain du point de vue des inégalités socio-économiques et se révèle un élément clé pour la compréhension des stratégies économiques poursuivies par les acheteurs de biens sur le marché vénitien.

Le contexte juridique dans lequel s'inscrivent les échanges de biens immobiliers est esquissé dans le deuxième chapitre de cette première partie qui veut mesurer la pertinence de la notion de libre marché. L'existence de régimes complexes de propriété ne semble pas affecter de manière significative le marché, même si celui-ci demeure influencé par l'existence de droits divers visant à stabiliser les structures de la propriété, comme les procédures de préemption réservées aux parents des vendeurs ou aux voisins, ou encore le fidéicommiss. L'application de ces droits peut s'étaler sur un temps long, pouvant compromettre les stratégies de construc-

tion patrimoniale mises en place par les acheteurs, et tout particulièrement par ceux qui appartiennent aux groupes les moins protégés et le plus souvent victimes des recours sur les biens qu'ils achètent.

L'analyse du marché à laquelle est consacrée la deuxième partie de l'ouvrage met au jour l'existence de plusieurs circuits de commercialisation des biens immobiliers : les ventes ordinaires et libres, celles forcées car ordonnées pour le remboursement des dettes à l'égard des particuliers, et celles contraintes car réalisées par la puissance publique aux dépens des débiteurs du fisc. Ces circuits, sans être totalement indépendants les uns des autres, fonctionnent parfois de manière autonome et se différencient, tant au niveau du nombre d'unités transitant par chaque circuit, qu'à celui de leurs valeurs locatives – ce qui permet de mesurer la valeur des achats en termes d'investissement –, qu'aux motivations qui justifient les ventes et les achats. L'image qui en ressort ne réserve pas trop de surprises. Ceux qui vendent le font souvent sous la contrainte, y compris lorsqu'ils accèdent au marché libre. Sur ce dernier circuit qui, comme les autres, est peuplé éminemment par les *popolani* et les *cittadini* plutôt que par les membres du patriciat qui évitent autant qu'ils le peuvent de se dessaisir de leurs biens, les ventes sont souvent effectuées sous la pression du besoin immédiat d'argent comptant. L'attraction d'autres investissements semble réduite, car la rentabilité de l'immobilier demeure élevée et compétitive pour toute la période. Si vendre un bien est généralement un choix imposé par les circonstances, l'acheter est dicté par un double désir d'investissement, tant économique que symbolique, notamment pour les familles nouvelles qui accèdent au patriciat et qui veulent et doivent asseoir leur prestige sur une base immobilière solide.

La troisième partie de l'ouvrage suit les biens immobiliers comme composantes des patrimoines transmis par les familles au moment des partages successoraux et de la formation des dots des filles. L'étude de la présence importante de ce type de biens dans les dots permet de préciser le fonctionnement d'un circuit spécifique à travers lequel transitent des biens « féminins », constitués par les dots, et par les restitutions des dots, des mères vers les filles.

Se précise ainsi l'existence d'une classe de biens « marginaux » très mobiles et prêts à être mis en vente en premier. L'auteur s'interroge également sur les différentes pratiques d'accumulation ainsi que sur les transformations subies par les patrimoines immobiliers, en faisant varier l'échelle temporelle de l'analyse – du niveau de la vie individuelle à celui de la génération successive, jusqu'à appréhender la perspective des *casati* dont les stratégies s'étalent sur plusieurs générations. L'analyse des choix des propriétaires au moment de se dessaisir d'un de leurs biens ou d'en acheter un termine l'essai, mettant en lumière les rapports variables avec l'espace et avec les biens immobiliers individualisés manifestés par les différents groupes sociaux et économiques.

Le livre donne une large place à la présentation des différentes hypothèses de travail et de la démarche de l'auteur, qui discute de manière serrée et argumentée l'adaptabilité des différents modèles d'analyse à la situation vénitienne étudiée, et qui présente de manière détaillée son propre cheminement au travers de la lecture des sources. L'intérêt évident de cette approche est de faire entrer le lecteur dans le laboratoire de l'historien, de lui permettre de le suivre pendant qu'il construit son objet et avance dans son explication. Cependant, elle conduit aussi à des impasses – toutes les hypothèses ne sont pas bonnes et certaines s'avèrent inappropriées à l'explication du cas – et à de nombreuses longueurs qui compromettent parfois la force des hypothèses avérées.

Si l'auteur arrive à largement démontrer les potentialités d'une lecture intensive d'une source exceptionnelle, ainsi qu'à en tirer des résultats analytiques solides, il est aussi évident que ces derniers requièrent la plupart du temps un élargissement à d'autres sources et à d'autres données qui finissent par être les véritables moteurs des parties les plus dynamiques de l'étude proposée. Le mérite de cette lecture, qui fait de la variation d'échelle un élément fondamental, est aussi sa capacité à restituer l'éventail des possibilités à la disposition des acteurs de l'histoire plus qu'à modéliser des conclusions arrêtées. Mais cela constitue aussi une limite, sans doute inhérente à l'histoire elle-même.

Lucia Frattarelli Fischer

Vivere fuori dal ghetto. Ebrei a Pisa e Livorno, secoli XVI-XVIII

Turin, Silvio Zamorani, 2008, 383 p.

Dans la littérature marchande et les relations de voyage des XVII^e et XVIII^e siècles, le port toscan de Livourne est fréquemment évoqué, loué pour ses infrastructures urbaines et son architecture, pour son commerce florissant et pour sa tolérance religieuse exceptionnelle dans l'Italie de la Contre-Réforme. Dans l'historiographie récente, en revanche, Livourne ne connaît pas le même succès, en raison notamment de la destruction d'une partie importante des archives de la ville et du déclin économique du port. L'étude de Lucia Frattarelli Fischer constitue donc une contribution d'importance, non seulement parce qu'elle permet de mieux connaître une histoire tout à fait essentielle et relativement peu connue par les non-spécialistes, mais également parce que l'auteure, grâce à des dépouillements substantiels d'archives, offre des analyses subtiles sur des thèmes aussi centraux que les tensions religieuses, économiques et politiques à l'époque moderne.

Le titre du livre – « vivre hors du ghetto » – fait référence à une particularité de Pise et de Livourne où, contrairement aux règles sur la résidence des juifs en vigueur ailleurs en Toscane et dans la péninsule italienne, on ne construit aucun ghetto à l'intérieur des enceintes urbaines et les juifs n'avaient pas l'obligation de porter de signes distinctifs (comme le prescrivait pourtant le concile de Latran IV de 1215). Ces deux exceptions donnèrent lieu à une situation complexe et singulière : des décennies durant, coexistèrent des juifs pratiquants, des nouveaux chrétiens plus ou moins sincèrement convertis ainsi que des marranes qui cultivaient secrètement les rites et les coutumes de leurs ancêtres. Déjà en 1545, le grand-duc Côme I^{er} de Médicis tenta d'attirer en Toscane des familles aisées de nouveaux chrétiens persécutés de la péninsule Ibérique. Cette première tentative ne connut pas immédiatement le succès escompté, non seulement parce que la raison d'État devait composer avec les prescriptions de Rome, mais aussi parce que l'Empire ottoman et d'autres ports européens offraient, encore au milieu du XVI^e siècle, davantage de

garanties aux exilés ibériques. Un privilège édicté en 1549 et, surtout, les lois dites « *Livornine* » de 1591-1593 constituèrent deux étapes décisives dans l'implantation progressive à Livourne, en moins d'un siècle, de la plus grande communauté sépharade de l'Europe chrétienne après celle d'Amsterdam, la seule qui représentât plus de 10 % de la population urbaine. Ces deux privilèges accordèrent une protection pleine et entière à tous les juifs baptisés contre leur gré ou à tous ceux qui avaient grandi dans des familles de nouveaux chrétiens face à l'ingérence de l'Inquisition romaine. Ces choix politiques expliquent pourquoi Florence, Pise et Livourne virent s'établir, jusqu'aux années 1620, de nombreuses familles dont l'identité religieuse n'était pas toujours facile à déterminer. Alors qu'à partir de 1593, la communauté juive sépharade de Livourne et de Pise consolida rapidement ses propres structures administratives, le groupe des nouveaux chrétiens portugais présents à Florence se retrouva dans une situation de précarité institutionnelle croissante. Antonio Diaz Pinto partit pour le ghetto de Venise en 1634 : dernier Portugais investi de la prestigieuse charge d'auditeur de Rote (c'est-à-dire juge de l'un des plus hauts tribunaux d'appel du grand-duché), son départ marqua la fin du recrutement par les autorités toscanes de médecins et de juristes portugais, même si la porte restait ouverte aux marchands portugais qui se déclaraient aussi bien juifs que chrétiens. Par la suite, des conflits ne manquèrent pas d'éclater à l'intérieur du groupe des exilés ibériques, ainsi qu'entre ces derniers, la société environnante et les officiers du grand-duc, mais le crypto-judaïsme céda peu à peu la place à un judaïsme officiel et reconnu.

Le volume s'organise en six chapitres, suivis de sept appendices qui concentrent des informations démographiques, prosopographiques et économiques à propos de l'installation des juifs à Pise et à Livourne entre 1595 et 1688. Le premier chapitre présente de nombreux documents inédits concernant les initiatives diplomatiques entreprises par le Grand-duc pour attirer les Portugais argentés en Toscane ; il revient également sur les activités de Maggino di Gabriello, qui s'efforça de promouvoir l'installation des juifs, non seulement à Livourne mais aussi en France et en Allemagne. Les deux

chapitres successifs reconstruisent le processus d'implantation urbaine des nouveaux chrétiens et des juifs à Florence, Livourne et Pise et l'enchevêtrement complexe de leurs relations avec la société catholique dominante. Sur ces thèmes également, l'enquête est méticuleuse et met notamment en lumière des trajectoires divergentes : d'un côté, les Portugais perdent progressivement leur importance sociale à Florence tandis que, de l'autre, les juifs parviennent peu à peu à renforcer leurs structures communautaires à Livourne et Pise. Dans l'ensemble, il est possible de distinguer cinq grandes phases : de 1590 à 1630, les Portugais et les juifs ibériques cohabitèrent les uns à côté des autres ; entre 1640 et 1680, les sépharades imposèrent leur hégémonie ; aux alentours de 1680, des familles de juifs italiens commencèrent à arriver à Livourne et elles obtinrent, après 1715, une reconnaissance institutionnelle au sein de la communauté ; parallèlement, à la fin du XVII^e siècle, l'émigration des dynasties commerciales sépharades les plus dynamiques vers le nord de l'Europe, et notamment vers Londres, s'accrut ; enfin, après 1750, les conflits entre les juifs arrivés d'Afrique du Nord et la communauté locale s'envenimèrent (en conséquence, on assista également, semble-t-il, à une recrudescence des attaques antisémites de la part de la population catholique). Les chapitres quatre et cinq se concentrent sur la dimension religieuse et ajoutent des éléments précieux au tableau d'ensemble déjà présenté. Tous les parents juifs qui recouraient à des nourrices chrétiennes craignaient que l'on baptisât leurs nourrissons à leur insu. Cependant il existait à Livourne plus de garanties que nulle part ailleurs ; des garanties auxquelles il convient d'ajouter l'absence symbolique importante d'une Maison des Catéchumènes. La *livornina* de 1593 interdisait en effet le baptême des enfants de moins de 13 ans quand les parents n'avaient pas donné leur accord. Suite à l'enlèvement d'une petite fille juive, en 1688, la communauté obtint des mesures de protection encore plus strictes : tandis que l'on reconnaissait le droit de baptiser tout juif âgé de plus de 7 ans qui en exprimerait le désir, le baptême forcé fut élevé au rang de crime et donc très sévèrement puni. Comme en témoigne le récit autobiographique d'un résident florentin des Catéchumènes, la conversion volontaire pouvait

elle aussi s'accompagner de troubles profonds entraînant une somatisation de la douleur physique. Le livre se clôt sur un chapitre passionnant consacré à Joseph Attias (1672-1739), un « intellectuel cosmopolite » du XVIII^e siècle qui noua d'étroites relations épistolaires avec des personnalités du calibre de Giambattista Vico ou de Lodovico Antonio Muratori. Riche d'au moins 1 300 titres, la bibliothèque d'Attias comportait un nombre considérable de textes mis à l'index (il ne manque que Spinoza); elle justifie en tout cas que l'on compare son propriétaire, un lettré de province, avec les rabbins d'Amsterdam les plus érudits et les plus hétérodoxes de l'époque.

Vivere fuori dal ghetto met à la disposition des lecteurs, dans une forme réélaboree et enrichie de parties inédites, certains textes de l'auteure parus antérieurement dans des publications relativement confidentielles. Fruit de plusieurs décennies de recherche, cet ouvrage s'appuie sur une base documentaire très solide, construite notamment à partir d'archives ecclésiastiques, de l'immense notariat toscan, des dossiers officiels et secrets des plus hautes magistratures médicéennes, des liasses et des registres conservés à Livourne et à Pise, ainsi que de quelques manuscrits précieux découverts à la bibliothèque de Florence.

L'absence d'une introduction et d'une conclusion pourra frustrer des lecteurs, mais ceux-ci seront néanmoins amplement récompensés par la richesse des informations et des analyses contenues dans ce livre. L'auteure, et c'est ici l'un de ses principaux mérites, documente avec précision des liens relationnels que les historiens et les sociologues invoquent souvent dans des termes trop génériques comme constitutifs de la diaspora juive : les choix individuels et leurs enjeux sont ainsi rapportés à leurs contextes politiques, religieux et économiques respectifs. Les spécialistes du monde marrane et sépharade de la période moderne tireront certainement un grand profit de cette étude qui met à la fois l'accent sur les spécificités toscanes, mais également sur les contrastes existant avec des espaces bien mieux connus, à l'instar de la Hollande ou de Venise.

FRANCESCA TRIVELLATO

Traduit par GUILLAUME CALAFAT

Elisa Novi Chavarria

Sulle tracce degli zingari. Il popolo rom nel Regno di Napoli, secoli XV-XVIII

Naples, Alfredo Guida Editori, 2007, 195 p.

En 1864, le grand linguiste italien Graziadio Isaia Ascoli enquêtait dans le Mezzogiorno auprès des Bohémiens pour rassembler les matériaux de ses études sur la langue romani. La plupart de ses informateurs natifs du Molise se disaient « zingani campobassani [...] dall'antigo tempo ». Maria del Duca aimait à se nommer « d'après la tradition fabuleuse » comme une « Zingara dell'Egitto »¹. Tout en étant consciente que cette présence ne peut pas être cernée complètement car le corpus écrit interne relève des « traces », Elisa Novi Chavarria a reconstitué, en se référant à Carlo Ginzburg et à Giuseppe Galasso, la position sociale et culturelle des Zingari de l'Italie du Sud du Quattrocento et de l'époque moderne.

Professeur à l'université du Molise, E. Chavarria est une spécialiste reconnue de l'histoire sociale et ecclésiastique. Elle donne ici la première histoire sociale des Zingari méridionaux en combinant les différents types de sources dans lesquels interviennent le terme de *Cingarus* ou *Zingarus*, *Egiptio*, d'*Egitto* ou de *Giptio*, et elle montre que les Zingari du royaume de Naples n'étaient pas des marginaux aux coutumes étranges, même si la fin de l'Ancien Régime est plus contrastée.

La moisson archivistique est exploitée grâce à sa parfaite maîtrise de l'historiographie des États modernes de la Méditerranée et surtout du royaume de Naples. La chronologie et la topographie sociale mettent en pièces les fantaisies organicistes d'un peuple unique vagabondant dans toute l'Europe. Tous ceux que l'on nommait en latin « Cingari sive Aegyptianos » associés aux « Graeci e Albanese » étalent sur plus d'un siècle, de 1400 à 1560, leur établissement essentiellement citadin dans l'Italie méridionale. Une pesée globale de la présence zingara dans le tissu social et économique du Mezzogiorno est fournie par les documents de la maison d'Ossane, les registres paroissiaux de Santa Maria della Scala de Naples, les actes notariés et de très nombreuses autres sources. Ils sont très nombreux dans le Molise au point que la Terra de Ielsi est appelée « Terra de gipitia » en 1548.

L'analyse des phénomènes d'inclusion sociale et d'identification par l'anthroponymie est particulièrement riche. Par exemple, E. Chavarria étudie le dénombrement des feux de la Terra d'Otrante de 1574 qui donne un groupe homogène de cinquante personnes regroupées dans plusieurs réseaux familiaux et qui venaient tous du Nord de la Grèce. Les hommes ont des prénoms issus du monde antique et étrangers aux coutumes locales comme Scipione, Melchiorre, Pompeo ou Pompilio. Parmi les femmes, le recours à des prénoms locaux est exceptionnel. Cette résistance onomastique témoigne d'un système grec antérieur. Le système d'héritage n'exclut pas les femmes de la propriété foncière et l'inventaire des biens de Presedia de Zingaro fait apparaître habits et objets précieux, ses liens avec le monastère de Santa Presedia par les donations pour inhumations et l'aspect rituel du pèlerinage.

Mais chaque conjoncture, comme la chute de la Morée en 1540, provoque de nouvelles migrations gréco-balkaniques. E. Chavarria donne alors une réinterprétation nouvelle et tout à fait convaincante des édits d'expulsion. L'ordonnance du 12 avril 1585 évoquait à la porte Capuana des «*tende de Zingari*» nouvellement arrivés, dont elle ordonne le démantèlement. Mais en réalité sont épargnés de l'expulsion les Zingari disposant d'une licence particulière pour vivre à Naples ou dans d'autres villes du royaume et qui se relèvent les plus nombreux. En 1591, le recensement de Naples, ordonné par le comte de Miranda Giovanni de Zuniga, donne pour le seul Case Nuove comprenant le «*borgo degli Zingari*» 1 988 feux zingares pour un total de 8 694 habitants. Dans le royaume de Naples, les édits sont concentrés entre 1555 et 1585. Le cas méridional est différent des autres parties de l'Italie où la répression est plus vigoureuse.

Ainsi, dès le XVI^e siècle, dans les Abruzzes comme à Naples et dans les îles, E. Chavarria démontre comment les stratégies professionnelles dépendent des conditions juridiques d'installation dans le cadre de la renaissance agricole du territoire. Le but est de permettre à un réseau familial aux activités complémentaires de se constituer. Les compagnies d'Égyptiens du commerce équin ou les métiers du fer jouent

un rôle important mais l'agriculture et l'élevage ne le sont pas moins. Au XVI^e siècle, les «*Zingari Ferrari*» ont presque toujours la qualité de «*mastro*» (maître d'un métier), tel Camillo di Terlizzi qui dispose en ville d'un atelier et dans le plat pays d'une forge itinérante.

E. Chavarria fait une lecture très fine de la dégradation au XVIII^e siècle de la place des Zingari dans les statuts de métiers, en particulier à travers les *Capitolazioni* des *arti dei ferrari* réunis en 1745. À cause de l'augmentation incontrôlable des abus de tout genre, elle observe une segmentation des groupes professionnels «*ferrari*» dans le procès de production. Dans le même document, un chapitre est consacré aux Zingari. Ces derniers étaient exclus des examens d'admission à l'exercice du métier, mais ils gardaient le privilège de pouvoir circuler en ville librement pour exercer le métier de chaudronniers. Ils ne pouvaient tenir boutique et devaient garder une certaine distance avec les boutiquiers inscrits dans les corporations. Les artisans certifiés étaient de plus en plus contrôlés, donc ils recouraient aux Zingari pour le second marché. La corporation empêchait ainsi la concurrence. La résidence stable, l'exercice d'un métier, le mariage mixte mais surtout le paiement d'une somme d'argent n'étaient pas les seules conditions requises pour recevoir le statut de résidence. Les Zingari devaient déclarer vivre en bons chrétiens et ne pas aller avec d'autres de leur communauté. Après 1807, l'éventail des professions autorisées se réduisit de plus en plus.

L'auteur peut alors reprendre le dossier de l'intégration conflictuelle et de l'influence des dispositions normatives prises dans les différents domaines de la Couronne en fournissant un chapitre très fourni sur la politique ecclésiastique. L'acculturation s'explique par la pression qui s'exerçait sur toutes les populations de «*rite grec*». Les évêques acquis aux impératifs tridentins focalisent sur la décence publique la dénonciation des infractions contre les bons usages. On demande aux «*zingari greci*» de faire preuve de leur bonne foi dans les baptêmes. La lutte contre l'art divinatoire favorise les observations de la pratique chrétienne comme celles de l'archevêque réformateur Mario Carafa qui ordonne aux «*greci, Cingali e Mori*» déjà baptisés d'accepter les

visites pastorales et de chasser les superstitions². Les évêques recourent à l'Inquisition pour conduire des plaintes pour irrégularité du mariage des Zingari. Les jésuites ont orienté leur influence sur les femmes. Puisqu'on supposait une origine égyptienne, ils les ont rassemblés dans une congrégation « *alla venuta di Gesù in Egitto* » créée par le père Francesco Brancaccio à Naples en 1627. Celestino Galiani dénonçait encore en 1729 l'origine grecque des Zingari, dans une *Relazione pei Zingari* adressée au cardinal d'Althann, vice-roi de Naples.

E. Chavarria considère à juste titre que l'ethnicisme différentialiste est une construction rétrospective favorisée par la marginalisation de l'approche historique. Ce livre pionnier prouve tout l'intérêt de l'étude historique à partir de sources de première main, pour autant que l'on veuille bien abandonner la vulgate organiciste reprenant sans grand changement les discours anciens.

HENRIETTE ASSÉO

1 - Graziadio Isaia ASCOLI, *Zigeunerisches. Besonders auch als nachtrag zu dem Pott'schen werke: « Die Zigeuner in Europa und Asien »*, Halle/Londres/Turin, E. Heynemann/Williams & Norgate/Loescher, 1865. Ascoli donna le nom de « roms méridionaux » aux Bohémiens de l'ancien royaume de Naples pour les distinguer de ceux du Piémont (*sinti*).

2 - Felice GAMBIN (dir.), *Alle radici dell'Europa. Mori, giudei e zingari nei paesi del Mediterraneo occidentale, secoli XV-XVII et secoli XVII-XIX*, Florence, Seid, 2 vol., 2008 et 2009.

Gregory Hanlon

Human nature in rural Tuscany:

An early modern history

New York/Basingstoke, Palgrave

Macmillan, 2007, XII-218 p. et 12 p. de pl.

Avec cet ouvrage, l'historien Gregory Hanlon, spécialiste du XVII^e siècle français et italien, nous livre une belle étude d'un village toscan, envisagé sous de multiples angles d'approche – social, économique, politique et religieux – et à partir d'une pluralité de sources et de méthodes: il s'appuie en effet sur des actes

notariés, des documents produits par la communauté villageoise et les diverses autorités extérieures, et se sert aussi bien d'une approche nominative que de méthodes quantitatives. Mais G. Hanlon poursuit également une autre ambition: s'appuyant d'une part sur les travaux d'éthologistes – et en particulier de spécialistes des primates –, d'autre part sur la sociologie de l'acteur rationnel inspirée par Raymond Boudon, il entend montrer que les comportements des acteurs étudiés correspondent à des modèles universels renvoyant à la nature humaine. La conviction qui sous-tend le travail est que les points communs entre l'humanité présente et les générations passées l'emportent sur les différences.

Le village étudié, Montefollonico, situé dans la campagne siennoise, comportait 700 à 800 habitants au XVII^e siècle. Dans le premier chapitre, G. Hanlon s'intéresse à ses institutions politiques. Il s'agit tout d'abord de la communauté, dont il détaille de façon claire et précise les différents offices, s'appuyant à la fois sur les statuts villageois et sur les sources administratives et judiciaires: de la sorte, il parvient à décrire les normes et les pratiques politiques et sociales. Il étudie ensuite l'administration seigneuriale. En effet, Montefollonico présente l'intérêt d'avoir été inféodé par les Médicis au début du XVII^e siècle. G. Hanlon montre de façon convaincante comment, contrairement à la vision dominante dans l'historiographie italienne des années 1960 et 1970, le passage sous l'autorité d'un seigneur n'a pas été un pas en arrière pour les habitants de Montefollonico: ceux-ci ont en effet pu recourir au nouveau tribunal mis en place par le seigneur et au devoir de « bonne justice » que celui-ci devait leur rendre, ainsi qu'à la charité qu'il pratiquait – deux obligations qui renvoient au paternalisme dominant sous l'Ancien Régime.

Dans le deuxième chapitre, G. Hanlon s'intéresse aux liens sociaux et à l'économie villageoise. Dans des pages particulièrement intéressantes sur la parenté spirituelle, il se livre à une analyse sérielle des baptêmes, qui révèle l'importance de la réputation et de la position sociale dans le choix des parrains et des marraines au fil du siècle. L'étude de la sociabilité nous vaut également des observations intéressantes sur la culture matérielle, ainsi sur les vêtements et les bijoux. Ici comme dans les

pages concernant l'agriculture, l'analyse montre bien la répartition des rôles entre hommes et femmes, tandis que la présentation du système agricole comporte des paragraphes admirables de précision sur le système de métairie, typique de l'Italie centrale, et sur l'économie domestique des familles de métayers de Montefollonico.

L'auteur passe ensuite à l'étude de la justice civile et criminelle. Pour l'analyse de la justice civile, G. Hanlon a procédé à des sondages, dépouillant de façon systématique les actes de quelques années échelonnées au fil du siècle, ce qui lui permet d'étudier le profil social des litigants : il établit ainsi que si l'on s'attaquait à ses égaux ou à ses inférieurs, les poursuites civiles envers des personnes de statut social supérieur étaient beaucoup plus rares. Quant à la justice criminelle, G. Hanlon, s'appuyant sur des analyses quantitatives et nominatives, montre la prédominance des crimes contre les personnes – il note avec justesse qu'elle découle non pas d'une violence majeure à l'époque moderne, mais d'une propension des victimes à recourir au tribunal dans ces cas considérés comme plus graves. Une des conclusions les plus intéressantes émerge de l'étude du profil des individus poursuivis le plus fréquemment par la justice : G. Hanlon montre qu'il s'agissait d'hommes jeunes, appartenant aux élites, qui étaient plus enclins à défendre leur statut par la force.

Le chapitre suivant concerne la démographie et la vie familiale. Ici encore, toute une série de thèmes sont traités de façon nuancée et riche : le mariage et la sexualité – les relations pré-nuptiales semblent avoir été relativement rares, en comparaison avec l'Angleterre ou la France de la même époque –, la structure des foyers, les relations familiales ou encore l'infanticide, qui variait en fonction du statut social et de la conjoncture économique.

Dans le dernier chapitre, G. Hanlon procède à une analyse des changements observés dans les domaines de l'économie, de la religion et de la politique. Présentant les crises économiques du Seicento, il éclaire les mécanismes de la régression, mais aussi la polarisation sociale du village qu'elle entraîne et l'essor de nouvelles cultures dans le dernier quart du siècle. Dans le domaine religieux, l'étude du clergé, de l'entreprise de discipline des prêtres lancée

par l'Église, de l'essor des confréries et des missions de franciscains montre selon l'auteur les effets du programme de discipline sociale après 1650 – sur ce point cependant, il est à souhaiter que d'autres recherches viennent étayer cette thèse. Dans le domaine politique enfin, G. Hanlon met en évidence la concentration progressive du pouvoir entre les mains de quelques familles locales, et le renforcement de la dynastie médicéenne dans le grand-duché de Toscane, qui se traduit notamment par l'affaiblissement de l'autorité seigneuriale à Montefollonico à la fin du siècle.

Voici donc un bel ouvrage, par la variété des thèmes traités et la finesse des analyses, et il convient de saluer l'ambition d'histoire globale qui anime son auteur. On relèvera également l'importance et la diversité des archives exploitées, ainsi que l'intelligence des sources, qui sont du reste amplement citées, mais aussi l'ampleur de la bibliographie – italienne et européenne – mobilisée par l'auteur. On appréciera enfin la diversité des méthodes employées, qui lui permet d'articuler avec bonheur les échelles micro et macroscopique.

En revanche, l'utilisation de l'éthologie laisse le lecteur sur sa faim : en effet, si les observations empruntées aux travaux consacrés aux primates sont intéressantes en soi, elles n'apportent pas vraiment une plus-value dans l'analyse. De même, l'insistance sur l'universalité des comportements observés aboutit parfois à des affirmations discutables, ainsi sur la distinction naturelle entre les rôles sociaux de la femme et de l'homme – il s'agit en fin de compte de thèses qui ressortent plus de l'anthropologie que de l'histoire. Ces réserves n'enlèvent cependant rien aux qualités de ce livre, qui constituera assurément une référence pour les études sur les sociétés rurales de l'Italie moderne.

BERTRAND FORCLAZ

Maria Iolanda Palazzolo

La pernicioso lettura. La Chiesa e la libertà di stampa nell'Italia liberale

Rome, Viella, 2010, 181 p.

À la croisée des études sur la censure et la culture italienne du XIX^e siècle, ce petit ouvrage

s'attache à préciser les rapports entre l'Église et la liberté de la presse dans l'Italie dite libérale. Au cours du « printemps des peuples » (1848-1849), deux événements marquèrent un tournant décisif dans l'histoire de la censure ecclésiastique : d'une part, l'abandon de la cause nationale de la part du pape « libéral » Pie IX et son soudain ralliement au parti du zèle intransigeant ; d'autre part, l'instauration, dans le royaume de Sardaigne, d'un gouvernement décidé à ne pas renoncer au statut de 1848 avec ses garanties constitutionnelles (dont la liberté de la presse). Obligée de prendre position à l'égard de la diffusion croissante de la pratique de la lecture et surtout du principe de liberté de la presse, l'Église paraît alors vouée au rôle de rempart de la réaction.

Le volume propose donc de s'interroger sur l'attitude de l'Église, tant au niveau central qu'au niveau local, à l'égard de cette liberté et, de manière plus générale, face à une situation somme toute inédite dans la péninsule italienne : l'existence d'un État qui paraît avoir définitivement rompu l'alliance entre le trône et l'autel, pourtant renouvelée durant la Restauration, après la parenthèse juridictionnaliste du XVIII^e siècle. Si la censure fut longtemps un lieu de collaboration des pouvoirs civil et ecclésiastique, comment évolue-t-elle dans le Piémont libéral puis dans le royaume d'Italie, qui semblent revendiquer une identité laïque précisément contre les prétentions du Saint-Siège ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse que propose Maria Iolanda Palazzolo s'organise en trois parties. La première repose sur le dépouillement de la *Civiltà Cattolica*, la revue des jésuites fondée en 1850 par Carlo Maria Curci et Luigi Taparelli d'Azeglio, qui devient l'un des principaux porte-parole de la pensée réactionnaire. Dans la deuxième partie, par l'analyse des lettres pastorales, le volume vise à restituer la voix à la fois inquiète et multiforme des évêques au sujet du contrôle de la lecture. Enfin, la troisième partie porte sur l'institution symbole de la censure catholique depuis la Contre-Réforme, à savoir la congrégation de l'Index, lieu de débats et de tensions que l'auteur fait émerger en exploitant plus spécialement les sources de l'Archivio della Congregazione per la Dottrina della Fede.

Dans le premier chapitre, ce sont donc les pages de la *Civiltà Cattolica* consacrées à la question de la liberté de la presse qui font l'objet de l'analyse. La revue, financée par le pape, s'engage dans une polémique avec les principes libéraux énoncés par le *Statuto albertino* au Piémont, tout en affirmant sa neutralité à l'égard des différentes formes de gouvernement présentes en Italie (ce qui va même provoquer une rupture significative avec le roi des Deux-Siciles). Ses articles tiennent la liberté de la presse pour la principale responsable de la dissolution de l'unité religieuse et sociale en Italie. Malgré la vocation œcuménique de l'Église et l'attention polémique constante à l'égard de la France (à l'origine de tous les maux de la modernité), du fait de la mise en discussion du pouvoir temporel du pape, l'Italie devient le champ de bataille privilégié par la revue. Dans les années 1850, c'est la politique du royaume de Sardaigne qui est au centre des attaques polémiques des journalistes : sa politique ecclésiastique marquée par les principes de la laïcité ainsi que la liberté accordée aux cultes non-catholiques (notamment à l'importante communauté vaudoise) apparaissent comme autant de conséquences de la permissivité qui y règne.

Si la répression des délits en matière de presse est jugée inutile et inefficace, c'est qu'elle n'intervient au Piémont qu'après l'impression des ouvrages. Par là même, elle se révèle le plus souvent tardive (surtout pour les journaux) et peut même constituer un moyen de publicité pour les auteurs de « *libelli famosi* » (p. 28). Alors que l'action répressive dans un contexte de libéralisme se révélerait inefficace, un retour à la censure préventive assurée par les institutions ecclésiastiques (en premier lieu par la congrégation de l'Index) représente aux yeux des rédacteurs de la *Civiltà Cattolica* la seule solution envisageable. Cette position inflexible, qui obtient d'ailleurs une satisfaction temporaire et partielle grâce au concordat de 1855 avec l'Autriche, est destinée à se renforcer avec la naissance du royaume d'Italie en 1861. Ce n'est pas le moindre intérêt du premier chapitre que de montrer les différentes positions à l'intérieur du monde catholique, au sein duquel les jésuites et leur revue ne représentent que le côté le plus rétrograde tant

du point de vue de la volonté de répression que de la proposition culturelle. S'il existe en effet des catholiques plus ouverts à la participation à la vie publique *via* la publication d'ouvrages et de journaux mais aussi par le développement d'institutions pour l'éducation du peuple, la *Civiltà Cattolica* se renferme dans son obstination manichéenne et dans sa vision apocalyptique du monde moderne, renouant par là avec les préjugés les plus enracinés dans la tradition de la Contre-Réforme : une opposition à la lecture des classes populaires et à celle des femmes.

L'analyse du porte-parole officiel des jésuites semble restituer ainsi l'image d'une Église romaine très peu disposée à composer avec le libéralisme (s'inspirant aussi de l'esprit de croisade promu par l'encyclique *Nostis et nobiscum* promulguée par Pie IX en décembre 1849) ; il n'en est pas moins de l'appel sous les drapeaux d'évêques, recrutés par un pape de plus en plus victime d'un véritable syndrome d'encerclement.

Il s'ensuit que nombre d'évêques italiens n'hésitent pas à lancer des anathèmes « contre la diffusion de 'livres pervers' » (p. 56), à défendre le pouvoir temporel et le rôle de l'Église dans la société italienne en condamnant tant la pensée libérale que les institutions qui en sont l'aboutissement. Dans le royaume du Piémont, ils se trouvent toutefois confrontés à une situation très délicate, devant se conformer aux ordres officieux du pape sans pour autant provoquer un conflit irréparable avec une monarchie qui, par ailleurs, a toujours fait preuve d'attachement aux institutions ecclésiastiques. C'est pourquoi les évêques piémontais ne manquent pas de prôner un usage attentif de la liberté de la presse, de sorte que la lettre pastorale finit par se transformer peu à peu en véritable instrument de lutte politique. On trouve en effet, au sein même de la curie piémontaise, un groupe majoritaire qui cherche à exploiter les espaces que la loi met à la disposition des institutions ecclésiastiques en matière de dissuasion des comportements hétérodoxes dans la consommation culturelle des citoyens. Dans l'Italie post-unitaire, les classes populaires sont particulièrement visées, comme le montre la vaste campagne contre les colporteurs « évangéliques » actifs dans les

milieux ruraux, de même que l'opposition à la diffusion de la littérature *self-helpiste*.

Cette évolution relève aussi des changements qui se produisent dans l'attitude de Rome face au nouvel État : alors que la papauté, sous l'égide de Pie IX, s'est heurtée frontalement avec le pouvoir civil (auquel on attribue la faute ineffaçable de la profanation de Rome en 1870), l'élection de Gioacchino Pecci (Léon XIII) est caractérisée par le choix pragmatique de se confronter à une réalité politique que l'on ne peut plus modifier mais que l'on a tout intérêt à influencer. Les vicissitudes de la congrégation de l'Index témoignent de ce changement majeur, et font l'objet des deux derniers chapitres du volume.

L'un des apports de cette étude tient à ce qu'elle montre la variété des opinions à l'intérieur de la curie romaine, traversée par de fortes tensions. Et si la « bataille pour l'hégémonie » (p. 102) est encore dans les années 1860 et 1870 l'apanage de la faction intransigeante, anti-moderne, représentée par les jésuites et par la congrégation du Saint-Office (dont la proclamation du *Syllabus* témoigne l'influence), la remise en cause de l'Index semble progressivement pouvoir l'emporter. L'illégitimité de la censure et l'inefficacité de l'appareil répressif sont mises en avant par les critiques dans un débat dont l'auteur souligne à juste titre la dimension internationale : la France en est l'un des protagonistes lorsque, en 1865, Gustave Rouland, alors gouverneur de la Banque de France, s'en prit aux prévarications de la curie romaine au cours d'une séance au Sénat.

L'horizon demeure en revanche strictement italien dans le cadre du débat visant à discipliner les bibliothécaires catholiques : par un travail méticuleux sur les sources, l'auteur met en lumière un clivage important entre ceux qui sont conscients de l'incontournable révolution de la lecture représentée par l'essor de la presse périodique et ceux qui ne font que se renfermer sur des positions de sourd mépris. Dans une Église désormais dépourvue du bras séculier, le débat autour des permis de lecture devient donc un indice révélateur de l'attitude des membres de la congrégation de l'Index face à la lecture (et à la censure). Il en est de même pour la question, envisagée dans le dernier chapitre, de la rédaction d'un nouvel

Index des livres interdits, qui fait l'objet du travail d'une commission instituée en janvier 1868 au sein du concile Vatican I. Si ses travaux n'ont pu aboutir à cause du conflit avec le royaume d'Italie qui prend possession de la ville du pape en 1870, les principes qui y sont fixés vont pourtant influencer dans les décennies qui suivent l'action normative de l'Église, comme en témoigne la réforme de la congrégation avec la constitution *Officiorum ac munerum* de janvier 1897 puis, trois ans plus tard, la rédaction d'un Index révisé dont M. Palazzolo ne manque pas de souligner les nouveautés les plus intéressantes.

Si la question des peines canoniques à prescrire aux coupables de transgressions semble demander désormais un surcroît de prudence, une division du travail de contrôle est établie : les questions d'ordre philologique sur la Bible sont laissées à l'examen de l'autorité pontificale tandis que tout le travail de répression de la lecture « pernicieuse » et de l'organisation culturelle est confié aux évêques. Ainsi, « en déplaçant graduellement le pouvoir de censure des organes de la curie aux chefs des diocèses, l'attention à la lecture devient, selon l'*Officiorum*, une partie importante de la pastorale quotidienne, gérée de façon autonome par les autorités épiscopales avec les moyens qu'elles jugeront les plus adaptés ». Ceci leur permettra, par la suite, « de défendre les raisons de l'Église et de la religion catholique par les armes efficaces de la persuasion et du consensus » (p. 143).

GIANLUCA ALBERGONI

Rosanna Scatamacchia

Azioni e azionisti. Il lungo Ottocento della Banca d'Italia

Rome/Bari, Laterza, 2008, XXVI-438 p.

Rosanna Scatamacchia a réussi à faire des interminables listes de noms des actionnaires de la Banque d'Italie un roman. Un roman balzacien du fait de son intrigue et un roman naturaliste ou, mieux, vériste du fait de sa documentation. Ce livre s'insère dans la tradition des études d'histoire sociale consacrées à la prosopographie des élites économiques. R. Scatamacchia se pose ainsi en « correspondante » italienne d'auteurs

tels que Youssef Cassis, Dieter Ziegler et Alain Plessis notamment, dont les travaux sur les actionnaires de la Banque de France sous le Second Empire la guident. Elle apporte ainsi une nouvelle contribution importante et attendue à la jeune tradition italienne dans ce domaine.

Il s'agit de retracer l'histoire des actionnaires de la Banque d'Italie et de leurs actions. Pourtant, à partir de ces histoires, l'auteur a éclairé d'un jour nouveau l'histoire d'une banque centrale en formation et, par ricochet, l'histoire de la transformation des États péninsulaires indépendants en un État unitaire, défini par une dynamique historique originale entre le centre, s'affirmant aussi par sa monnaie « nationale », et les pouvoirs locaux incarnés par des élites variées. Plutôt que de se concentrer sur les grands actionnaires – administrateurs qui, de par leur « *protagonismo multiplo* » (p. 336), c'est-à-dire leur multi-positionnalité, ont déjà largement attiré l'attention des historiens –, R. Scatamacchia évoque des personnages jusqu'ici en quête d'auteur. Toujours prudente dans le traitement des sources dont il est impossible de tirer une information exhaustive, elle traque, dans le jeu des transferts et des augmentations de capital, des cohortes de négociants, banquiers, entrepreneurs, professionnels, rentiers, nobles et militaires, depuis la fondation de la Banque de Gênes en 1844 jusqu'à la transformation de la Banque d'Italie, née en 1894 du mariage forcé de trois instituts d'émission italiens en établissement de droit public en 1936.

À partir des archives de la Banque d'Italie, d'annuaires de villes et d'autres sources imprimées, R. Scatamacchia classe les actionnaires – et ils atteignent les 10 000 à la Belle Époque – en catégories professionnelles, dont elle ne perd jamais de vue la relativité dans le temps et dans l'espace, pour détecter l'origine des capitaux investis dans la banque. L'auteur s'emploie ensuite, là où il est possible, à reconstruire leurs familles et leurs carrières pour comprendre les cultures qui ont présidé aux choix d'investissement de ces individus dans le cadre de « *capitalismes régionaux* », tellement distants en Italie, dont elle esquisse les contours pour la Ligurie, le Piémont et la Lombardie, régions qui abritaient les actionnaires les plus nombreux et les plus riches.

L'auteur s'est vue alors obligée de reformuler son hypothèse initiale de travail. Si, au départ, elle avait misé sur la richesse comme principale catégorie explicative de l'investissement, R. Scatamacchia a bientôt découvert que la satisfaction des « intérêts » répondait bien mieux aux caractères d'un actionariat multiforme qui, tout en la parcourant en entier, ne s'enracinait que dans certaines couches de la classe que l'on pourrait couramment définir « riche » et qui, pourtant, ne se limitait pas à celle-ci.

Selon R. Scatamacchia, le dénominateur commun minimum des actionnaires était bien le dividende que la position privilégiée de la banque, dès son origine, laissait prévoir élevé. Certes, ce dividende se doublait d'autres intérêts qui définissaient, pour chacun, les raisons spécifiques de l'investissement, infléchies par les structures socio-économiques des régions. L'accès aux *consigli di reggenza* des succursales notamment, qui permettait de « faire crédit aux amis, à la famille, à la ville et à la nation » (p. 335) et conjugait montée en notabilité et ascension économique. D'autres pouvaient être poussés par l'absence d'alternatives face aux besoins de diversification de leurs portefeuilles, ou par le désir d'une bonne « spéculation » (p. 130 *sqq.*), certains par esprit d'imitation des comportements observés dans les lieux de sociabilité, y compris religieux. D'autres encore, comme les avocats fin de siècle, pour montrer leurs vertus aux assemblées générales et se faire de bons amis, ou pour « doter les femmes, élargir les familles » (p. 192) : trop belles et rares pour ne pas les mentionner explicitement sont les pages consacrées aux femmes actionnaires, « pions » des stratégies familiales d'alliances sociales et financières.

Dans le dernier chapitre, R. Scatamacchia regroupe les suggestions que les actionnaires lui ont inspirées et les aborde successivement, les tensions entre le monde politique, la Banque d'Italie et ses actionnaires assurant la liaison. Pour accomplir sa mission « nationale », la Banque d'Italie se doit d'occuper le territoire à grands frais et, parfois, avec peu de recettes, au grand dam des actionnaires. Elle se doit en outre de soutenir un État national en formation et en mal d'argent, tout en prenant à sa charge la stabilité du système financier. Ces efforts sont coûteux pour les actionnaires. La direction générale de la banque, toujours plus

étriquée dans le gouvernement national, certes négocie les charges et obtient en échange des privilèges renouvelés et étendus, mais les actionnaires fin de siècle voient les cours baisser et les dividendes s'amoinrir. Accaparée désormais par la mission publique de la Banque d'Italie, la direction générale ne peut plus satisfaire les intérêts privés de ses actionnaires, malgré leurs tentatives pour se défendre. Seul remerciement pour ne pas avoir abandonné l'institution, la banque et le gouvernement édifieront le « mythe » de l'actionnaire qui construit par son sacrifice l'Italie, à l'occasion des « funérailles retardées » de 1936.

R. Scatamacchia a peint la fresque des intérêts variés, mêlés, peut-être malmenés des actionnaires de la banque. Toutes les nuances qu'elle a restituées l'empêchent de dresser le portrait-type de l'investisseur et d'accepter les « automatismes interprétatifs » (p. 338) qu'une certaine littérature centrée sur les grands faiseurs d'affaires – ceux-ci plus homogènes – a mis en exergue. Pourtant, l'auteur a pu esquisser les principaux traits des investisseurs. D'abord, elle souligne la remarquable, même si « en rien surprenante » (p. 254), stabilité des familles d'actionnaires qui se lèguent les actions de génération en génération et elle explique comment, au-delà des dots, nombre de femmes avaient ainsi pu recevoir en héritage des actions. Elle relie ensuite l'essor de la mission publique de la Banque d'Italie à la diminution sensible du poids des grands banquiers et des grandes familles, contrebalancée par l'augmentation des parts de caisses d'épargne, banques populaires et instituts caritatifs.

Cette étude est bien loin d'avoir épuisé toutes les questions qu'elle a soulevées et R. Scatamacchia le sait. Dans les conclusions, l'auteur explicite intelligemment les « limites » de ce livre, qui deviennent autant d'axes de recherche futures. En bref, si l'auteur s'est concentrée sur les principales régions du Nord, son approche, démultipliée par les archives des succursales à disposition des chercheurs et de celles en cours de classification, permettra sans doute de revisiter les histoires locales des cent villes italiennes et des régions qui en sont la synthèse dialectisante. Plus particulièrement, il sera possible d'éclairer les changements, parfois brutaux – comme dans le cas de

la Ligurie –, dans les trajectoires historiques de développement. Au sein de la banque, en revanche, il sera possible de mettre au jour les luttes entre territoires pour leur représentation au Conseil supérieur et donc pour le leadership sur l'institution.

Un autre développement possible de ces recherches ne semble pourtant pas envisagé par R. Scatamacchia : le traitement quantitatif de ces données. Analyses des réseaux, analyses des correspondances, systèmes d'informations géographiques et régressions quali-quantitatives sont des instruments qui ont déjà fait leurs preuves entre les mains de sociologues et historiens (en France, les travaux de Valérie Boussard, Claire Lemercier, Paul Lagneau-Ymonet et François Denord, ainsi que le SIG du Laboratoire de démographie historique), sans que cela amène à des incongruités ou des apories. Cette démarche semble d'autant plus utile qu'elle peut ordonner l'hétérogénéité des acteurs et préparer ainsi le terrain pour une histoire croisée et comparée que l'auteur appelle de ses vœux. Est-ce que l'explication de certains comportements des investisseurs italiens, fondée sur leur retard culturel et proposée parfois par l'auteur et d'autres chercheurs, résistera à l'épreuve de l'histoire comparée ? Nous sommes certains que R. Scatamacchia jouera un rôle de premier plan dans l'élaboration de la réponse.

ANGELO RIVA

Paolo Pombeni

Il primo De Gasperi. La formazione di un leader politico

Bologne, Il Mulino, 2007, 305 p.

Sur Alcide De Gasperi, comme sur Robert Schuman, Konrad Adenauer et autres « pères fondateurs de l'Europe », on peut avoir l'impression que tout a été écrit, tant les vies des piliers de la démocratie chrétienne ont été analysées, scrutées, pour y déceler le gène de l'identité européenne. Mais hors de cette problématique, ils furent aussi des hommes politiques d'avant-guerre, nés au temps de la Question romaine et d'une identité politique partagée entre une patrie (parfois deux) et une foi, une patrie symbolique en somme, tout autant exigeante : un

parcours qu'il est bon d'éclairer, ne serait-ce que pour comprendre comment se construit alors un homme politique.

Né dans le Trentin autrichien en 1881, De Gasperi est – comme le fut R. Schuman – l'homme d'une patrie double, d'une terre irrédente, d'abord autrichienne puis italienne. Dans cette biographie consacrée aux années de formation, Paolo Pombeni, professeur de sciences politiques à l'université de Bologne, s'attache d'emblée à cerner le poids de cette singularité dans la pratique politique d'un De Gasperi : marginal – car italophone – dans sa première patrie (ce que ses opposants italiens lui reprocheront toujours à mot couvert, le désignant comme « autrichien »), il se forme entre le Trentin, Rome et Vienne, témoignage parmi d'autres de ces vies irrédentes.

Version développée d'une présentation biographique destinée à introduire ses *Œuvres complètes*¹, cette biographie du « premier » De Gasperi s'appuie sur un matériau archivistique important (correspondances et papiers divers, articles et discours...) qui apparaît dans le vaste appareil de notes et qui permet de retracer le cours d'une pensée cohérente, confrontée à une histoire tourmentée. Dans une courte introduction méthodologique, P. Pombeni balise tranquillement son étude : tout en constatant l'importante bibliographie scientifique consacrée au personnage², et sans se leurrer quant aux risques inhérents à l'exercice biographique – ce qui nous vaut le passage, désormais rituel de toute biographie, pour dénoncer la reconstruction et la téléologie –, il revendique un éclairage neuf non pas sur le personnage, mais plutôt sur le contexte de formation, avec, en arrière-plan, la construction progressive de l'homme politique, tel que l'entend Max Weber, invoqué ici à titre de caution.

De facture classique donc, cette biographie de jeunesse passe en revue les différents cadres de la formation du futur leader politique : le Trentin autrichien (Sud Tyrol), l'Action catholique, la Vienne fin de siècle, puis la Grande Guerre.

C'est comme étudiant que De Gasperi commence à s'éveiller aux problématiques politiques, non pas à Innsbruck – débouché naturel des étudiants du Trentin – mais à Vienne. De Gasperi, étudiant en littérature

(peu motivé) et boursier, y découvre la vie de bohème : il y fait aussi des rencontres importantes, comme M^{sr} Commer, un théologien qui l'influence fortement et l'emmène du reste avec lui à Rome en 1902 pour le jubilé de Léon XIII, premiers pas vers l'autre patrie. Le séjour romain est l'occasion de rencontres très symboliques pour le futur – et dernier – chef du Parti populaire, puisqu'il noue un contact, bientôt épistolaire, avec don Romolo Murri, le fondateur. En tant qu'étudiant, De Gasperi est surtout confronté à un problème récurrent : l'absence d'une université italienne, significative de la condition italienne dans l'Empire. D'un débat à l'autre, il est peu à peu happé par la politique et la défense de sa communauté. Le premier congrès des catholiques du Trentin, en 1902, qui le voit prendre des responsabilités, l'inscrit finalement dans une dynamique politique. Partisan de l'autonomie du Trentin, De Gasperi bataille par la plume, et se retrouve impliqué dans les événements d'Innsbruck (une émeute menée par des étudiants germanophones suite à l'ouverture d'une faculté de droit italienne) de novembre 1904. L'expérience – peu développée dans cet ouvrage – est pourtant symbolique : après un mois de prison, l'apprenti journaliste est ressorti en agitateur politique. Début d'une carrière qui le mène jusqu'à la guerre et à l'épreuve majeure pour un irrédentiste raisonnable : la guerre contre l'Italie.

Le tableau du Trentin en guerre mondiale est, de fait, l'un des points forts de l'ouvrage, de même que la description du milieu catholique, ses réseaux et ses débats. Car à travers le cas De Gasperi, P. Pombeni dépeint, plus qu'un individu, un milieu et une identité : il montre la complexité du sentiment national dans le Trentin, partagé entre un irrédentisme affectif, un catholicisme identitaire et une certaine fidélité au régime (ou du moins au trône et à François-Joseph : Charles I^{er} ne sera plus un repère). Surtout, il examine le milieu des laïcs et de l'Action catholique, qui, tout en se défiant de l'accusation de modernisme (le Trentin se vante de n'avoir pas été touché par ce courant condamné en 1907 par l'encyclique *Pascendi*), font du catholicisme une « identité politique » (p. 130), contestataire. Ainsi l'identité de De Gasperi, plus encore que nationale,

serait peut-être confessionnelle : être catholique, c'est aussi revendiquer une certaine italianité (ce qui, à l'heure de la Question romaine, peut sembler incongru). Avant d'être l'un des pères de l'Europe, De Gasperi fut d'abord un fils aimant de l'Église catholique.

C'est donc au sein de l'Action catholique que le jeune homme se forme, dévoilant au passage sa « *vis polemica* » par la plume puis par le verbe. L'auteur exploite, avec force citations, les divers débats publics dans lesquels le jeune De Gasperi, en tant que journaliste à la *Voce cattolica*, puis au *Trentino*, conseiller municipal de Trente (1909), et enfin député du Trentin (1911), s'engage, comme autant de causes propres à former une conscience politique. Étudiant, militant actif, journaliste prolifique puis homme politique – mais aussi « agitateur politique » (une catégorie sociale plutôt originale et une étape du *cursus honorum* politique que Weber n'avait pas envisagé) –, De Gasperi, « intellectuel politique » malgré lui (il se définit plutôt comme un pragmatique, hors du commerce des idées), ne passe toutefois jamais la ligne rouge (il n'est pas un Cesare Battisti, son camarade de prison en 1904, mais également son adversaire socialiste du *popolo*, et futur martyr de l'irrédentisme en 1916) et reste un légaliste : une « hérédité habsbourgeoise » qui se heurte à la Grande Guerre et aux subtilités de la « grande politique ». Partisan d'une cession du Trentin à l'Italie, le député navigue entre un activisme prudent et un légitimisme outragé, défend ses administrés du Trentin – qu'il décrit encore, le 4 octobre 1918, comme un peuple « en état d'esclavage politique » (p. 203) – contre la suspicion des autorités et prépare habilement la transition.

Précise, érudite, cette biographie de formation est, à n'en pas douter, un ouvrage de référence pour comprendre le paysage dans lequel De Gasperi se forme. Mais surtout, le travail de P. Pombeni met en lumière les complexités de l'identité du Trentin : loin de se limiter à un irrédentisme un peu simpliste, il montre au contraire les variations des sentiments à l'égard de l'Empire, l'influence de l'Église, les problématiques sociales et culturelles, les conflits entre communautés et la complexité de la gestion des nationalités au quotidien : une contribution importante à l'histoire de l'irrédentisme,

autant qu'une évocation subtile d'une personnalité politique en construction.

GILLES FERRAGU

1 - Alcide DE GASPERI, *Scritti e discorsi politici*. I, *Alcide De Gasperi nel Trentino asburgico*, éd. par M. Bigaran, M. Guiotto et E. Tonezzer, Bologne, Il Mulino, 2006.

2 - En particulier la biographie majeure de Piero CRAVERI, *De Gasperi*, Bologne, Il Mulino, 2006.

Paolo Frascani

Il mare

Bologne, Il Mulino, 2008, 215 p.

L'histoire de la Méditerranée contemporaine des Italiens manquait d'une synthèse. Certes, il existait, dans le sillage des travaux importants de Salvatore Bono sur la guerre de course et de ses réflexions plus générales sur « l'autre Méditerranée », une histoire des échanges, des transferts culturels et des représentations réciproques en Méditerranée depuis la fin du Moyen Âge, mais cette historiographie ne traitait pas exclusivement de la péninsule italienne¹. À l'opposé, et dans une veine moins heureuse scientifiquement, il est une Méditerranée italo-centrée et néo-latine, présente, on devrait dire omniprésente, pour camper la spécificité culturelle, sociologique et anthropologique de la péninsule et de ses habitants : l'*Homo Italicus* comme *Homo Mediterraneus*, escorté de tous les poncifs et stéréotypes hérités du Grand Tour et renforcés par l'idéologie du *Mare nostrum* remise au goût du jour durant l'entre-deux-guerres. L'ouvrage de Paolo Frascani est résolument hors des péchés originaux de l'histoire méditerranéenne de l'Italie. Aux deux extrêmes : il refuse la vision essentialiste et culturaliste à la fois de la « méditerranéité », qui postule un invariant méditerranéen des habitants de la péninsule, et il se méfie de l'optique historiciste qui considère la mer intérieure occidentale comme un espace naturellement domestique depuis l'Antiquité, correspondant à une vocation internationale linéaire des Italiens et présentant les rivages méditerranéens comme un foyer continu et exclusif de civilisation. En observant le titre de la célèbre collection qui

héberge cet ouvrage, « *L'identità italiana* », on aurait pu redouter l'empreinte de cette historiographie téléologique de la Méditerranée italienne. Il n'en est rien et ce récit d'une « difficile conquête de leur mer par les Italiens » fournit l'un de ses meilleurs titres à cette collection dont la grande qualité d'ensemble dépasse heureusement les promesses limitées de son titre en forme de manifeste.

Le point de départ de l'auteur, qui s'est déjà intéressé à la mer des Italiens à l'époque libérale², est le constat d'une discordance entre une « maritimité de fait » de l'Italie et un processus lent et difficile « d'appropriation » (pour user d'un terme qui lui est cher) de la mer de proximité des Italiens. La Méditerranée, souvent appelée « *il mar di casa* » (la mer de chez soi), serait restée longtemps étrangère, culturellement, socialement et politiquement, à la majorité des Italiens. Plutôt que de traquer les éléments d'une continuité méditerranéenne italienne, l'auteur s'attaque à l'histoire « d'une vraie reconversion maritime de la péninsule » (p. 10) du XIX^e siècle à la fin des années 1970. L'itinéraire est éclairé par l'hypothèse suivante : la redécouverte ou ré-acculturation de la Méditerranée par les Italiens est due à l'imposition tardive d'une identité balnéaire et touristique de l'Italie dont le triomphe cache des signes réels de discontinuité, voire de fragilité structurelle. Quelles sont les étapes de cette laborieuse et incertaine victoire de la mer et surtout de ses littoraux depuis la fin de l'époque moderne ? Cinq chapitres ponctuent une démonstration très équilibrée qui se déploie des années de l'Unité aux années du « miracle italien » : à une étude des concepts politiques et géopolitiques méditerranéens des années 1860 à la Première Guerre mondiale, succède un examen approfondi des représentations sociales et culturelles de la mer par les élites. Pour répondre de façon symétrique à cette mer « vécue et rêvée » surtout par les intellectuels et les artistes, le troisième volet privilégie la perception de l'espace maritime par les masses à travers la laborieuse « redécouverte du littoral » jusqu'aux années 1920. La « nationalisation de la mer à l'époque fasciste » constitue un passage attendu sur l'idéologie de « l'espace vital » (p. 125) qui fait entrer « l'ordre méditerranéen » dans celui des nécessités italiennes.

Enfin, des lendemains de la Seconde Guerre mondiale aux lois de 1976 et de 1982 sur l'environnement qui protègent la mer désormais objet du patrimoine, c'est une Méditerranée enfin « retrouvée » par les Italiens qui semble s'imposer.

Les traits constitutifs d'une « maritimité de fait » relèvent de la géographie et de la démographie : près de 7 500 kilomètres de côtes, une population dite « maritime », c'est-à-dire résidant dans des communes classées comme « littorales », estimée en 1871 à 12% du total des habitants du royaume, frisant les 15% au moment de la Première Guerre mondiale pour atteindre les 30% à la fin du xx^e siècle. Les communes côtières ont même connu depuis la fin du xix^e siècle une croissance largement supérieure à celle des autres régions naturelles du pays. La superposition des échelles nationale, régionale et locale à laquelle l'auteur se livre souvent est à ce titre éclairante : ainsi la côte de l'Adriatique connaît une augmentation notable, mais dans le détail ce sont évidemment les liserés dotés précocement d'une gare qui se taillent la part du lion (avec une croissance plus de quatre fois supérieure à celle des communes à l'écart du chemin de fer). La présence d'une démographie littorale italienne est donc incontestable, mais épouise-t-elle les relations des Italiens à leur mer ?

Il existe d'abord une réponse culturelle, qui n'est pas là pour nourrir la thèse culturaliste des tenants de la « méditerranéité » italienne. L'argumentation par défaut de P. Frascani insiste d'abord sur la timidité de l'expression d'une identité maritime de l'Italie chez les intellectuels et les artistes, annonçant le peu de familiarité des milieux populaires avec l'univers méditerranéen comme forme autonome et spécifique de la culture folklorique. Pour l'auteur, il y a bien dans le premier xix^e siècle une sorte d'infirmité des écrivains et artistes face à la représentation de la mer. Parce que ce cadre est rarement du ressort de leurs « expériences personnelles et directes », la mer ne « peut être au centre de l'élaboration poétique des Italiens » (p. 21) de l'époque, selon P. Frascani qui s'appuie notamment sur le *Journal* du poète Giacomo Leopardi, sans peut-être cependant donner toute son importance à l'héritage esthétique des navigations antiques

encore très présent pour les écrivains de cette époque. Si la littérature et la culture paraissent ignorer jusqu'à la fin du xix^e siècle la mer et les « gens de mer », c'est donc à l'écriture et au discours politiques que reviendrait le rôle moteur des débuts du xix^e siècle aux lendemains du fascisme.

L'un des grands apports du livre est de rappeler avec efficacité qu'il y a bien une pensée méditerranéenne du *Risorgimento*. Depuis l'expatriote jacobin napolitain Matteo Galdi qui rêvait à l'époque napoléonienne à une « grande Italie méditerranéenne », un vrai corpus politique s'est constitué qui intègre la mer. Ses composantes et idées maîtresses varient selon la définition des vecteurs d'hégémonie à privilégier pour « faire l'Italie » : une force méditerranéenne italienne qui s'identifierait à l'un des grands États maritimes de la péninsule (le royaume des Deux-Siciles ou celui de Piémont-Sardaigne) ; une puissance liée à l'alliance avec un autre grand État européen (la France ou l'Angleterre) qui garantirait à un ou plusieurs acteurs de la péninsule sa vocation maritime ; la rencontre entre hégémonie méditerranéenne et unité du territoire de la péninsule. On le voit, les réflexions sur la place de la Méditerranée dans la pensée politique risorgimentale débouchent tout naturellement sur le grand problème de la structure territoriale de la future Italie : une fédération d'États dans laquelle la fonction méditerranéenne sera confiée à l'un des vecteurs dynamiques de la péninsule ou une organisation unitaire et cohérente qui portera à l'échelle de la péninsule unifiée la vocation maritime de l'Italie nouvelle, comme le souhaite le comte de Cavour, président du Conseil sarde, mais aussi ministre de la Marine.

Au lendemain de l'Unité, il reste à transformer cette chimie méditerranéenne du *Risorgimento* pour achever l'Italie et « faire les Italiens ». P. Frascani montre que les modérés de droite des années 1860 comme ceux de gauche au pouvoir à partir de 1876 acceptent de considérer la « ligne insulaire et méditerranéenne » comme une composante essentielle de leur politique étrangère. De façon nuancée, il rappelle que cette naturalisation politique de la mer ne doit pas être vue exclusivement en termes d'expansionnisme, mais qu'elle doit être située au cœur d'une politique d'équilibre et de sécu-

rité. Certes, cela n'empêche pas de poser le problème de la place de la Marine lorsque se rejoue le discours de *Nation building* dans l'Italie des héritiers du *Risorgimento*. Dès les années 1860, se construit en Italie un vrai discours politique, militaire et culturel fondé sur le « navalisme », qui conjugue un appel à la modernisation technique et la revendication d'une véritable « idéologie navale globale ». Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, le « navalisme » italien qui est développé entre Francesco Crispi et Giovanni Giolitti n'est pas seulement fondé sur la mystique coloniale, mais il est étroitement lié à l'irrédentisme et au développement d'une politique de modernisation et d'industrialisation.

Le fonctionnement de cette synthèse politique et culturelle est-il bouleversé à l'époque fasciste ? Certes, l'auteur confirme que la rhétorique politique défensive et offensive du *Mare nostrum* n'a pas attendu le *Ventennio* pour retentir : c'est bien autour de la guerre italo-turque et de la Première Guerre mondiale que se forge son arsenal le plus performant et l'importante *Rassegna italiana del Mediterraneo*, revue sur laquelle manque un travail universitaire, date bien de la veille de la marche sur Rome. Il reste que l'impérialisme méditerranéen mussolinien est une réalité envahissante au-delà même de son omniprésence textuelle du milieu des années 1920 aux nouvelles entreprises coloniales du régime. Cependant, là aussi l'étude interne et précise de la propagande révèle les tensions de ce discours méditerranéen : malgré l'exaltation bien connue, et à vrai dire tardive, du « peuple de navigateurs » par le Duce, l'identité méditerranéenne n'entre pas aussi facilement dans une mythologie fasciste avant tout ruraliste et agrarienne. Il en ressort l'idée que si l'impérialisme méditerranéen doit être revendiqué, c'est d'abord par nécessité pour l'hégémonie continentale de l'Italie, ce que Mussolini exprime précocement dans son discours de Pérouse en 1926 en rappelant que les Romains n'étaient marins que contraints... ce qui ne les empêcha pas d'être de bons marins et de dominer « leur » mer à l'image de leurs descendants fascistes.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'identité politique de la Méditerranée italienne est marquée par deux étapes importantes liées à

l'évolution du contexte international, aux effets de la guerre froide et de la décolonisation européenne. L'abandon de toute doctrine officielle de « politique méditerranéenne » est décidé par la nouvelle république qui réorganise sa Marine, mais il a été largement imposé par les Alliés et notamment par le Royaume-Uni qui a freiné les ambitions adriatiques de l'Italie et veillé à l'exclusion de son état-major de toute grande réunion stratégique. Dix ans plus tard, le renouveau méditerranéen né de la crise de Suez à travers la revendication d'une mission d'arbitrage ou de médiation entre atlantisme et africanisme, dont P. Frascani montre que l'Italie n'a cependant pas les moyens économiques et diplomatiques. Après les années 1970, on a un peu plus de mal à suivre le traitement d'une nouvelle identité politique de la Méditerranée : l'auteur introduit dans son épilogue l'idée selon laquelle la Méditerranée n'est plus synonyme d'ouverture mais redevient l'image de menaces extérieures donnant aux Italiens la triste occasion de « renouer avec leur peur de la mer » (p. 207). Le renversement aurait sans doute mérité d'être situé dans le contexte de remise en cause des années 1980-1990 qui n'épargne aucun des grands substrats politiques, moraux et territoriaux de l'Italie contemporaine née du *Risorgimento* et refondée avec la république.

Retenons que les chemins méditerranéens de l'Italie contemporaine sont d'abord passés par la politique et par l'affirmation d'une idéologie maritime et navale attachée à la puissance comme revendication d'existence et gage de sécurité, mais que cette architecture n'a suffi qu'imparfaitement à faire inscrire la Méditerranée sur la carte d'identité des Italiens. Fort de son expertise d'historien de l'économie et de la société, P. Frascani a pris soin de situer dans leur contexte social et économique cette profusion de discours et ces affirmations militaro-diplomatiques de la « maritimité ». Et là aussi le tableau est plus que contrasté : après une étape d'indifférence des élites sociales et politiques post-unitaires définies comme « des classes dirigeantes agrariennes étrangères à la mer » (p. 42), s'opère une double prise de conscience des enjeux internationaux du *naval power* et de l'intérêt des « gens de mer » en termes d'assistance et d'intégration socio-

économique et nationale de communautés dont les conditions de vie difficiles sont dénoncées (celles des pêcheurs méridionaux et insulaires notamment). Quant au mouvement d'acculturation populaire de l'espace méditerranéen, il se fait surtout en dehors de ce milieu des « gens de mer » (dont les deux grandes familles, pêcheurs et navigateurs de commerce, ont des images de la mer divergentes) et constitue avant tout le résultat d'une modernisation et d'une mise en valeur touristique des littoraux pour les autres Italiens et bientôt pour les autres Européens.

On pourrait noter en songeant au titre générique « La mer » l'absence d'allusions à d'autres mers et océans qui ont largement participé à la construction identitaire positive et par défaut des Italiens depuis le XIX^e siècle. Si les Italiens sont célébrés comme un « peuple de navigateurs », c'est aussi parce qu'ils ont parcouru d'autres mers. Indéniablement, l'émigration transocéanique a joué un rôle important dans l'élargissement des horizons mentaux et politiques des citoyens du nouveau royaume et de la république. Certes, l'océan – auquel le très populaire écrivain Edmondo De Amicis consacre le premier grand roman italien en 1889 – n'est pas l'objet d'une appropriation similaire, mais il ne serait pas inintéressant de comparer la représentation officielle, littéraire et populaire de cette mer des autres et du lointain face à la mer proche « de chez soi ».

Quoi qu'il en soit, la synthèse de P. Frascani, toujours appuyée sur une impressionnante masse de sources manuscrites et imprimées (des carnets de bord de navigation aux statistiques économiques du XX^e siècle en passant

par les enquêtes parlementaires des années 1880), emporte la conviction autour du thème de « l'identité méditerranéenne ambiguë des Italiens ». Si les Italiens ont réussi à fabriquer en deux siècles un lien apparemment stable avec la Méditerranée, c'est en mêlant des ingrédients divers et difficiles à concilier : la peur de la mer et la perception d'un espace attractif entre modernisation socio-économique et préservation de l'environnement, l'utilisation massive du thème de la Méditerranée comme territoire géopolitique de déploiement exclusif de la nation continentale, mais aussi comme espace d'arbitrage et de médiation internationale entre rive nord et rive sud, et enfin la valorisation d'une culture méditerranéenne spécifique qui alterne entre le mythe de l'unité méditerranéenne dont l'Italie serait le centre, au cœur d'un système de valeurs homogènes et communes, et l'inventaire de la diversité dont la péninsule serait le conservatoire. Si le regard de cet historien napolitain sur sa *mar di casa* est précieux, c'est qu'il témoigne d'une familiarité scientifique et culturelle retrouvée depuis Leopardi, sans pour autant se perdre dans les brumes redevenues séductrices de l'identité méditerranéenne essentialiste et culturaliste des Italiens.

GILLES PÉCOUT

1 - Salvatore BONO, *Il Mediterraneo. Da Lepanto a Barcellona*, Pérouse, Morlacchi, 1999, et *Id.*, *Un altro Mediterraneo. Una storia comune fra scontri e integrazione*, Rome, Salerno Editrice, 2008.

2 - Paolo FRASCANI (dir.), *A vela e a vapore. Economia, culture e istituzioni del mare nell'Italia dell'Ottocento*, Rome, Donzelli, 2001.

- Gian Luca Borghese, *Carlo I d'Angiò e il Mediterraneo. Politica, diplomazia e commercio internazionale prima dei vespri* (Samantha Kelly) p. 883-885
- Maria Elena Cortese, *Signori, castelli, città. L'aristocrazia del territorio fiorentino tra X e XII secolo* (Laurent Feller) p. 885-887
- Carol Lansing, *Passion and order: Restraint of grief in the medieval Italian communes* (Didier Lett) p. 887-889
- Jean-François Bergier et Gauro Coppola (éd.), *Vie di terra e d'acqua. Infrastrutture viarie e sistemi di relazioni in area alpina (secoli XIII-XVI)* (Dominique Rigaux) p. 889-891
- Marco Gentile et Pierre Savy (dir.), *Noblesse et États princiers en Italie et en France au XV^e siècle* (Patrick Boucheron) p. 891-892
- Sergio Luzzatto et Gabriele Pedullà (dir.), *Atlante storico della letteratura italiana*. Amedeo De Vincentiis (dir), I, *Dalle origini al Rinascimento* (Antonio Montefusco et Sylvain Piron) p. 892-894
- Letizia Arcangeli et Susanna Peyronel (dir.), *Donne di potere nel Rinascimento* (Anna Bellavitis) p. 894-896
- Renaud Villard, *Du bien commun au mal nécessaire. Tyrannies, assassinats politiques et souveraineté en Italie, vers 1470-vers 1600* (Serena Ferente) p. 896-897
- Sandro Landi, *Machiavel* (Patrick Boucheron) p. 897-899
- Matthias Schnettger, « Principe sovrano » oder « Civitas imperialis »? *Die Republik Genua und das Alte Reich in der frühen Neuzeit (1556-1797)* (Wolfgang Kaiser) p. 899-900
- Jean Boutier, Sandro Landi et Olivier Rouchon (dir.), *La politique par correspondance. Les usages politiques de la lettre en Italie, XIV^e-XVIII^e siècle* (Johann Petitjean) p. 901-902

- Lodovica Braidà, *Libri di lettere. Le raccolte epistolari del Cinquecento tra inquietudine religiosa e « buon volgare »* (Raphaële Mouren) p. 902-903
- Milena Sabato, *Il sapere che brucia. Libri, censure e rapporti Stato-Chiesa nel Regno di Napoli fra '500 e '600* (Maria Iolanda Palazzolo) p. 903-905
- Sylvio Hermann De Franceschi, *Raison d'État et raison d'Église. La France et l'Interdit vénitien, 1606-1607 : aspects diplomatiques et doctrinaux* (Benoît Schmitz) p. 905-908
- Sylvio Hermann De Franceschi, *La crise théologico-politique du premier âge baroque. Antiromanisme doctrinal, pouvoir pastoral et raison du prince : le Saint-Siège face au prisme français, 1607-1627* (Benoît Schmitz) p. 905-908
- Adriano Prosperi, *Eresie e devozioni. La religiosità italiana in età moderna. I, Eresie. II, Inquisitori, ebrei e streghe. III, Devozioni e conversioni* (Albrecht Burkardt) p. 908-909
- Paul F. Grendler, *The University of Mantua, the Gonzaga and the Jesuits, 1584-1630* (Antonella Romano) p. 910-911
- Samuel K. Cohn, *Cultures of plague: Medical thinking at the end of the Renaissance* (Elisa Andretta) p. 911-914
- Antonella Romano (dir.), *Rome et la science moderne entre Renaissance et Lumières* (Stéphane Van Damme) p. 914-916
- Maria Pia Donato et Jill Krave (éd.), *Conflicting duties: Science, medicine and religion in Rome, 1550-1750* (Rafael Mandressi) p. 916-918
- Maria Pia Donato, *Morti improvvisate. Medicina e religione nel Settecento* (Rafael Mandressi) p. 918-920
- Emmanuelle Chapron, « *Ad utilità pubblica* ». *Politique des bibliothèques et pratiques du livre à Florence au XVIII^e siècle* (Caroline Callard) p. 920-921
- Manuel Royo, Étienne Hubert et Agnès Bérenger (éd.), *Rome des quartiers : des vici aux rioni. Cadres institutionnels, pratiques sociales et requalifications entre l'Antiquité et l'époque moderne* (Eleonora Canepari) p. 922-923
- Eleonora Canepari, *Stare in compagnia. Strategie di inurbamento e forme associative nella Roma del Seicento* (Manuel Vaquero Piñeiro) p. 924-925

- Angela Groppi, *Il welfare prima del welfare. Assistenza alla vecchiaia e solidarietà tra generazioni a Roma in età moderna* (Anna Bellavitis) p. 925-926
- Claire Judde de Larivière, *Naviguer, commercer, gouverner. Économie maritime et pouvoirs à Venise (XV^e-XVI^e siècles)* (Matthieu Scherman) p. 927-928
- Jean-François Chauvard, *La circulation des biens à Venise. Stratégies patrimoniales et marché immobilier, 1600-1750* (Monica Martinat) p. 928-930
- Lucia Frattarelli Fischer, *Vivere fuori dal ghetto. Ebrei a Pisa e Livorno, secoli XVI-XVIII* (Francesca Trivellato) p. 930-932
- Elisa Novi Chavarria, *Sulle tracce degli zingari. Il popolo rom nel Regno di Napoli, secoli XV-XVIII* (Henriette Asséo) p. 932-934
- Gregory Hanlon, *Human nature in rural Tuscany: An early modern history* (Bertrand Forclaz) p. 934-935
- Maria Iolanda Palazzolo, *La perniciosa lettura. La Chiesa e la libertà di stampa nell'Italia liberale* (Gianluca Albergoni) p. 935-938
- Rosanna Scatamacchia, *Azioni e azionisti. Il lungo Ottocento della Banca d'Italia* (Angelo Riva) p. 938-940
- Paolo Pombeni, *Il primo De Gasperi. La formazione di un leader politico* (Gilles Ferragu) p. 940-942
- Paolo Frascani, *Il mare* (Gilles Pécout) p. 942-945